


FINAL REPORT

Authors: C. Barker, A. Lévesque,
G. Dozois, G.-A. Vachon

Title: Les idées politiques des
Canadiens français
- Appendices

Div: III Report No. 9



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761114688971>

Table of Contents

CA1 Z1

-63 B500

<u>Item</u>	<u>Page</u>
A. <u>Rassemblement pour l'Indépendance Nationale</u>	
I Constitution du RIN	1
II Report on the 1963 Congress	16
III The RIN Position on Violence	29
IV List of Four Nationalist Movements RIN Members	32
V Mémoire au Comité parlementaire de la Constitution	
VI Programme politique de 1962	
VII Appendices and Related Documents Programme politique de 1962	
B. <u>Régrouperment National</u>	
VIII Manifeste du Régrouperment National	
IX Notes sur une assemblée	

Charles Barker

in collaboration with

Guy Dozois

Alfrédo Lévesque

Georges-André Vachon.

Table of Contents

<u>Item</u>	<u>Page</u>
A. <u>Rassemblement pour l'Indépendance Nationale</u>	
I Constitution du RIN	1
II Report on the 1965 Congress	16
III The RIN Position on Violence	29
IV List of Readings of Interest to RIN Members	32
V Mémoire au Comité parlementaire de la Constitution	
VI Programme politique de 1962	
VII Programme politique de 1965	
B. <u>Regroupement National</u>	
VIII Manifeste du Regroupement National	
IX Notes sur une assemblée	

APPENDIX I

Constitution du RIN

Appendix I: CONSTITUTION DU RIN

Article I: Définition

Le RASSEMBLEMENT POUR L'INDEPENDANCE NATIONALE (RIN) est un organisme culturel et politique dont le but est de propager l'idée de l'indépendance du Canada français et de favoriser ainsi la création d'un Etat français souverain et démocratique, dans les limites du Canada, englobant le territoire de l'Etat du Québec.

Article II: Membres

Est membre toute personne qui se conforme aux normes établies par la constitution, l'Assemblée Générale ou Congrès National et le Conseil Central.

Les membres ont droit d'assistance, de parole et de vote aux Assemblées Générales à tous les niveaux sous réserve des dispositions de l'article IV ci-après concernant les délégués aux congrès nationaux et régionaux.

Toute cotisation doit être payée comptant ou par chèques mensuels post-datés de \$1.00 au minimum et elle doit être perçue d'année en année par le comté concerné. Cette responsabilité incombe à la région si une cotisation devient échue depuis plus d'un mois et au secrétariat national après deux mois d'échéance. Après trois mois d'échéance, tout membre qui aura refusé, après avis écrit, de payer sa nouvelle

cotisation perdra ses privilèges de membre.

Article III: Durée

Toute personne qui a payé sa cotisation et a été acceptée comme tel par un comté devient membre du RIN pour une année à compter du paiement, sauf dans les cas ci-après mentionnés.

Un comté ne peut refuser l'inscription comme membre d'une personne sous sa juridiction qui se conforme aux normes établies par la présente constitution ou par le Conseil Central.

Toutefois aucun comté ne peut accepter comme membre une personne qui a été suspendue ou expulsée, et ce, durant tout le temps que dure la suspension ou l'expulsion.

Un Conseil Régional peut, soit de sa propre initiative, soit sur la recommandation écrite du conseil du comté intéressé, destituer d'un ou de plusieurs postes ou suspendre du RIN pour des motifs jugés suffisants et ayant une portée régionale ou locale uniquement, tout membre de la région à la condition que ce membre ait été appelé sur avis de trois jours, à présenter sa défense devant le dit conseil. Il appartient alors au Conseil Central dans un délai de deux mois, soit d'annuler telle destitution ou suspension, soit de reconnaître telle destitution comme permanente, soit de transformer une suspension en expulsion. Le Conseil Central peut de même de sa propre initiative, soit destituer d'un ou de plusieurs postes, soit suspendre pour une période ne pouvant dépasser

trois mois ou expulser tout membre du RIN.

Tout membre qui désire démissionner d'un poste quelconque doit le faire par écrit auprès de l'organisme dont il relève. Toute personne qui désire démissionner comme membre du RIN doit le faire par écrit auprès du Conseil de sa section, de son comté ou de sa région, et le secrétaire ou le président doit en faire immédiatement rapport au Secrétariat national. Toute démission écrite d'un membre prend effet lorsqu'elle a été acceptée par l'organisme ou le conseil concerné.

Dans tous les cas de destitution, de suspension, d'expulsion ou de démission, le membre en cause n'a droit à aucun remboursement de sa cotisation. Le Conseil Central peut, sur la recommandation de la région concernée ou de sa propre initiative, réintégrer un membre suspendu ou expulsé. Toute personne dont la démission comme membre a été dûment acceptée ne peut être réintégrée que sur l'approbation de la région concernée.

Article IV: Structures

Le RIN se compose de sections groupées en comtés, lesquels sont groupés en régions sous la direction respective des comités exécutifs de sections, des conseils de comtés, des conseils de régions et du conseil central.

1- Les sections

(a) Organisation:

Une subdivision de comté appelée section correspond à tout territoire de comté officiellement reconnu par le conseil de la région concernée. Chaque section s'élit au cours d'une Assemblée Générale annuelle devant être tenue en avril ou mai, avant le Congrès National annuel, un président, deux vice-présidents et deux directeurs, lesquels forment ensemble le comité exécutif de la section. Le quorum à toute Assemblée Générale tant annuelle que spéciale est de 20 pour cent (20%) des membres ayant droit de vote. Le président ou les vice-présidents d'une section doivent convoquer dans les sept jours une assemblée générale de la section lorsque cinq membres en font la demande. A toute élection de la section, le vote doit se faire au scrutin secret si un membre en fait la demande.

(b) Fonctions:

Les sections sont chargées de l'exécution des décisions des comtés, des régions, du Conseil Central et de l'Assemblée Générale du RIN. Elles prennent les initiatives de portée locale. Leur rôle consiste principalement à recruter des membres, à diffuser localement l'idée de l'Indépendance, à s'assurer de l'appui du plus grand nombre d'électeurs possible dans leur territoire et à procurer à leur conseil de

comté toutes statistiques utiles.

(c) Comité exécutif des sections:

Le Comité exécutif de chaque section se réunit sur convocation du président. Le président doit convoquer son comité dans les cinq jours si demande lui en est faite par écrit par la majorité des membres de ce comité. A toute assemblée du comité le quorum est de trois membres. Le président d'une assemblée du Comité exécutif de même que le président à une Assemblée Générale de la section n'a droit de vote que lorsqu'il y a égalité des voix exprimées.

2- Les Comtés

(a) Organisation:

Une association de comté est l'ensemble des membres compris dans une circonscription électorale. Le territoire du Québec est divisé en autant de comtés qu'il y a de circonscription électorales désignées dans la loi électorale du Québec. Chaque association de comté s'élit au cours d'une Assemblée Générale annuelle devant être tenue au mois d'avril ou mai, avant le Congrès National annuel, un président et deux vice-présidents, lesquels forment avec les deux directeurs élus par le conseil de comté, le comité exécutif du comté. Le quorum à toute Assemblée Générale de comté tant annuelle que spéciale, est de dix (10) membres ou 10% de tous les membres du comté.

Le président d'un comté doit convoquer une Assemblée Générale de son comté dans les dix jours lorsque dix membres en font la demande. A toute élection du comté, le vote doit se faire au scrutin secret si trois membres en font la demande.

(b) Fonctions:

Les associations de comtés sont chargées de l'exécution des décisions des régions, du Conseil Central et de l'Assemblée Générale. Elles doivent planifier et coordonner l'activité de toutes sections comprises dans leur territoire. Elles prennent les initiatives de portée plus générale et dépassent les cadres d'une section. Les associations de comtés doivent de plus organiser ou réorganiser toute section n'ayant pas de comité exécutif ou ayant un exécutif incomplet ou ne fonctionnant pas pour quelque raison. Les comtés administrent leurs propres finances à même les revenus qui leur reviennent selon les barêmes établis par le Conseil Central du RIN.

(c) Conseil de comté:

Chaque conseil de comté est formé des cinq membres du comité exécutif du comté ainsi que de deux représentants du comité exécutif de chacune des sections du comté, l'un de ces représentants devant toujours être le président ou un vice-président de la section.

A toute assemblée du conseil, le quorum est d'un tiers des membres. Le conseil du comté se réunit sur convocation du président ou des vice-présidents. Le président d'un comté doit convoquer son conseil dans les sept jours si demande lui en est faite par le tiers des membres de ce conseil. Le président d'une assemblée soit du conseil de comté, du comité exécutif de comté, ou d'une Assemblée Générale du comté n'a droit à un vote que lorsqu'il y a égalité des voix exprimées. Le conseil de comté possède tous les pouvoirs délégués au comté par la région, le Conseil Central ou l'Assemblée Générale du RIN mais il peut lui-même déléguer certains ou tous ses pouvoirs à son comité exécutif du comté. Il est responsable de toutes les activités des sections qui peuvent engager la responsabilité juridique, financière ou morale du comté ou du RIN.

(d) Comité exécutif de comté:

Le comité exécutif possède le droit d'administration ordinaire entre deux assemblées du conseil. Il doit s'occuper de tout problème d'urgence et doit aussi accomplir les tâches spéciales qui lui sont assignées par le conseil de comté. Il se réunit sur convocation du président du comté. Le président doit de plus convoquer son comité dans les cinq jours si demande lui en est faite par la majorité des membres de ce

comité. A toute assemblée du comité exécutif le quorum est de trois membres.

3- Les régions

(a) Organisation:

Le territoire du Québec est divisé en huit régions économiques et géographiques groupant chacune un certain nombre de comtés désignés par le Conseil Central. Chaque région s'élit au cours d'une assemblée annuelle devant être tenue au mois d'avril ou mai, avant le congrès national annuel, un président et deux vice-présidents lesquels forment, avec les deux directeurs élus par le conseil de la région, le comité exécutif régional. Le quorum à toutes les assemblées régionales, tant annuelles que spéciales, est de 20% des délégués. Tout membre a droit d'assistance et de parole à une Assemblée Générale de la région (ou congrès régional). Cependant une assemblée régionale est formée des délégués votant suivants:

- au niveau de la région, des cinq membres du comité exécutif régional et des deux membres étudiants au conseil régional;
- au niveau du comté, des cinq membres des comités exécutifs de tous les comtés de la région.

Le conseil de comté choisit des substituts aux délégués de comté. Le président d'une région doit convoquer une Assemblée Générale des membres de ses

comtés dans les vingt jours lorsque la majorité des comités exécutifs en fait la demande. A toute élection de la région, le vote doit se faire au scrutin secret si un délégué en fait la demande.

(b) Fonctions:

Les régions sont chargées de l'exécution des décisions du Conseil Central et de l'Assemblée Générale. Elles doivent planifier et coordonner l'activité de tous les comtés compris dans leur territoire. Elles prennent les initiatives de portée régionale et dépassant les cadres d'un comté. Elles doivent de plus organiser ou réorganiser tout comté n'ayant pas de comité exécutif ou de conseil ou ayant un comité exécutif ou un conseil incomplet ou qui ne fonctionne pas pour quelque raison. Les régions administrent leurs propres finances à même les revenus qui leur reviennent selon les barêmes établis par le Conseil Central.

(c) Conseil de la région:

Chaque conseil régional est formé des cinq membres du comité exécutif de la région et de deux représentants étudiants de la région ainsi que de deux représentants du comité exécutif de chacun des comtés de la région, l'un de ces derniers représentants devant toujours être le président ou un vice-président du comté. A toute assemblée du conseil régional, le quorum est d'un tiers des membres. Le conseil régional se réunit sur convocation du président ou

des vice-présidents de la région. Le président doit convoquer son conseil dans les dix jours si demande lui en est faite par le tiers des membres de ce conseil. Le président d'une Assemblée Générale de la région (congrès régional), ou d'un conseil de région ou du comité exécutif régional n'a droit à un vote que s'il y a égalité des voix exprimées. Le conseil régional possède tous les pouvoirs qui sont délégués à la région par le Conseil Central ou l'Assemblée Générale du RIN, mais il peut lui-même déléguer certains ou tous ses pouvoirs à un comité exécutif régional. Le conseil est responsable de toutes les activités des comtés ou des sections de son territoire qui peuvent engager la responsabilité juridique, financière ou morale de la région ou du RIN. Le Conseil régional et le Comité exécutif régional ont le droit d'organiser un comté défunt, c'est-à-dire un comté qui n'a pas de comité exécutif ni d'Assemblée Générale annuelle.

(d) Comité exécutif régional:

Le comité exécutif de la région possède le droit d'administration ordinaire entre deux assemblées du conseil régional. Il doit de plus s'occuper de tout problème d'urgence et doit aussi accomplir les tâches spéciales qui lui ont été assignées par le conseil régional. Le président doit convoquer le comité exécutif dans les cinq jours si demande lui

en est faite par la majorité des membres de ce comité. A toute assemblée du comité exécutif, le quorum est de trois membres.

(e) Région extra-territoriale:

Aux diverses régions du territoire québécois et celles qui s'y rattachent, le Conseil Central du RIN peut ajouter des régions extra-territoriales si un groupe d'au moins dix membres lui en fait la demande. Le président d'une telle région ou son délégué a droit d'assistance et de parole aux assemblées du Conseil Central, mais il n'a pas droit de vote. Dans l'éventualité où il y aurait moins de dix membres, il est possible que ces membres soient pris en charge par une section déjà existante du Québec jusqu'à ce qu'ils puissent former leur propre section ou région s'il y a lieu.

4- Conseil Central

(a) Organisation

Le Conseil Central est formé des sept membres du comité exécutif central, soit le président, le vice-président, les trois directeurs, élus comme tels à l'Assemblée Générale (ou Congrès National), tenue en mai de chaque année, et les deux directeurs élus par le Conseil Central, de deux membres du comité exécutif de chacune des régions, dont l'un doit être le président ou un vice-président régional et enfin

de trois délégués étudiants. Le président ou le vice-président peut inviter, à titre consultatif, pour une durée déterminée ou pour toute la durée de l'assemblée, selon le cas, toute personne à assister aux assemblées du Conseil Central. Un invité n'a en aucun temps droit de vote. Le quorum aux assemblées du Conseil Central sera fixé par le Conseil Central lui-même selon ses besoins et les décisions se prennent à la majorité des voix exprimées. Le président d'assemblée n'a droit à un vote qu'au cas d'égalité des voix exprimées. Le Conseil Central se réunit sur convocation du président ou du vice-président du RIN. Le président doit convoquer une assemblée dans les dix jours si demande lui en est faite par le tiers des membres du Conseil Central.

(b) Fonctions:

Le Conseil Central a juridiction sur les régions, les comtés et les sections. Son rôle est d'appliquer le programme politique et d'exécuter les décisions de l'Assemblée Générale des membres à laquelle il fait rapport et principalement d'établir la politique et la stratégie du RIN, d'orienter, de planifier et de coordonner l'action des divers organismes à tous les niveaux et de prendre les initiatives de portée nationale. Le Conseil Central a droit de regard sur toutes les activités des régions, des comtés et des sections qui pourraient engager la responsabilité

juridique, financière ou morale du RIN. Le Conseil Central et le comité exécutif central ont le droit d'organiser une région défunte, c'est-à-dire une région qui n'a pas de comité exécutif ni d'Assemblée Générale annuelle. Le Conseil Central a tous les droits et pouvoirs qui n'ont pas été spécifiquement et exclusivement dévolus aux régions, comtés et sections. Il administre ses propres finances. Il établie le barème de répartition des cotisations et dons des membres. Il adopte les règlements applicables à la présente constitution.

(c) Le comité exécutif central:

Le comité exécutif central est formé du président du RIN, d'un vice-président, des trois directeurs élus par l'Assemblée générale, et des deux directeurs nommés par le Conseil Central. Il exerce le pouvoir que lui délègue le Conseil Central et il agit en son nom entre deux assemblées du dit Conseil pour régler tout problème d'administration et se prononcer sur tout sujet urgent non encore discuté ou prévu par le Conseil Central ou l'Assemblée générale des membres. Le comité exécutif central fait rapport au Conseil Central quand demande lui en est faite et il en exécute les décisions. Le quorum est de trois membres et toute décision se prend à la majorité des voix exprimées. Le président d'assemblée n'a droit à un vote qu'au cas d'égalité des voix exprimées.

5- Assemblée Générale des membres

L'ensemble des membres du RIN a droit d'assistance et de parole à une Assemblée Générale des membres appelés congrès national. Cependant, ce congrès est formé des délégués votants suivants:

- Au niveau de la nation, les sept membres du comité exécutif central ainsi que les trois représentants étudiants au Conseil Central.
- Au niveau de la région, les quarante membres des comités exécutifs régionaux et les seize représentants étudiants aux conseils régionaux. Le conseil régional choisit des substituts aux délégués régionaux.
- Au niveau de comté, les cinq membres de tous les comités exécutifs de comté. Le conseil de comté choisit des substituts aux délégués de comtés.

Les Assemblées Générales du RIN sont convoquées par le président ou le vice-président. Le président doit convoquer une Assemblée Générale lorsque demande lui en est faite par la majorité des membres du Conseil Central ou par la majorité des conseils régionaux. Le quorum est de cinquante délégués. A toute élection, le vote doit se faire au scrutin secret si dix délégués en font la demande.

L'Assemblée Générale du RIN est souveraine et ses décisions sont sans appel. Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées à l'exception de toute modification à la constitution qui doit être approuvée par un vote des deux-tiers des voix exprimées.

Article V: Comités

Le Conseil Central du RIN peut former ou nommer tout comité qu'il jugera utile. Ces comités devront faire rapport régulièrement au Conseil Central.

Article VI: Exercice financier

L'exercice financier du RIN se terminera le 31 décembre de chaque année.

Article VII: Procédure

A toute Assemblée ou réunion, sauf lorsque les termes de la présente constitution ou des règlements du Conseil ne s'y opposent, la procédure à suivre sera celle indiquée par Victor Morin dans son livre "La Procédure des Assemblées Délibérantes", 3^e édition.

APPENDIX II

Report on the 1965 Congress of the RIN

Appendix II: REPORT ON THE 1965 CONGRESS¹Time, Place, Accommodations

The National Congress of the RIN (Le Congrès national du RIN) took place during the long weekend of May 22, 23 and 24 at the Motel Sambo on Sherbrooke Street East in Montreal. Registration for delegates and observers began on Friday evening, May 21, and continued Saturday morning. The RIN rented spacious Conference rooms on the ground floor of the motel, rooms which could also serve, owing to mobile partitions, as a large banquet hall with a dancing floor. The RIN made special luncheon arrangements with the motel for the three days of the Congress.

General Organization and Purpose

The Congress was the annual general meeting of the members.² There were a number of items on the agenda. Among these were the elections of the President, Vice-President, and three National Directors and the approval of committee reports, such as the Finance Committee report and the report of the Propaganda Committee. However, the major task of the Congress was the consideration of the special report of the

¹ Author - Charles Barker.

² All members were invited to attend and participate in the Congress, but only certain members chosen as official delegates of different RIN agencies had the right to vote. See pages 11 - 15 of this text.

Political Committee which was proposed as a new political programme for the RIN.

Attendance and Delegate Participation

There were 311 delegates who registered for the Conference. In addition, many members and sympathizers attended as observers. The delegates seemed to be of all ages, but the age group of 20-30 years was by far the most in evidence. There were comparatively few women at the Congress, and those who did attend were almost invariably married to men in the RIN. A large majority of attending delegates seem to come from the Montreal area, a number from Quebec, and very few from regions other than Quebec or Montreal. The delegates by and large seemed to be well educated, a majority either had attended or were attending a university.

There were perhaps one hundred delegates who took the Congress seriously and attended all the meetings. Perhaps one half of these delegates participated actively in the discussions. A few delegates wielded great influence. Guy Pouliot made a number of important interventions. The three chairmen of the Congress discussion groups - Maurice Dufresne, Paul Rauchon and Maurice Leroux were leading figures. The members of the Political Committee were influential because of their knowledge of the material under discussion. The Congress Chairman, Pierre Verdy, was a dominant personality.

With the aid of Fernand Boudreau he directed the discussions. Pierre Bourgault, as RIN President, made two major speeches at the Congress.

The atmosphere of the Congress was a close one. The meetings took place in smoke-filled rooms. Despite the appeal outside of the spring weather, the delegates went through their examination of the "plan politique" with interest and enthusiasm.

Participation in the Congress seemed to require a certain level of intellectual competence. Those who were without at least secondary school education found the proceedings difficult to follow. They were less at ease at the Congress than the others.

Summary of Events

Registrations for the Congress began about 8 pm Friday evening. There was a staff of four or five female secretaries to receive delegates. Pierre Renaud and two or three other officials were also present.

The Congress opened in plenary session on Saturday morning with a few words of welcome by the Organizer-in-Chief, Jacques Poitras. Pierre Verdy was chosen chairman by acclamation as had been foreseen. Following a suggestion from the floor, it was agreed that a Congress deputy-chairman

should be elected and Fernand Boudreau was chosen for this position.

After the minutes of the 1964 Congress were read and approved, Marc Lavallée, Chairman of the Propaganda Committee, gave his report. He noted that the function of the Committee was to coordinate and advance the spreading of information about the RIN. Pierre Renaud presented the report of the Finance Committee. The report was brief, and it was read quickly. Only a few figures were given. A question from the floor asking for further information on revenues and expenditures was not answered; Renaud stated that this information was presented only to the Central Council and to the Executive Committee.

Speech by Pierre Bourgault: Pierre Bourgault addressed the first session of the Congress. He began on a pessimistic note, saying that many mistakes had been made over the year 1964-5. The Central Council at its last meeting had reviewed these mistakes. The RIN had failed to work out practical policies and members did not have the impression that they were making meaningful advances. This was paradoxical, because the RIN had been making real progress - for instance, the "plan politique" had been developed and the President's tour of Quebec had won new support for the party.

The great need was to establish short term goals. These could be combined with and written into long term plans.

With short term objectives which could be achieved without undue delays, members' interest could be maintained and morale would be better. An example of a middle or short term goal would be the establishment of official French unilingualism in Quebec. Shorter term goals would be the forcing of organizations serving the public to provide services in the French language.

After Bourgault's speech, Pierre Verdy reviewed the rules of procedure to be followed both in the committees and plenary sessions of the Congress. Then Rodrigue Guité, acting for the chairman of the Political Committee, presented the "plan politique" to the Congress.

After the luncheon, the Congress divided into three committees to study the three major divisions of the programme: economic, socio-cultural, and political. The problems of internal administration of the RIN were delegated to the political committee. The task of the committees was to examine in detail the assigned portions of the "plan politique" and to make such revisions as might be deemed wise. Proposed amendments to the Plan were also to be studied.

The committees of the Congress met Saturday afternoon and all day Sunday. The meetings of each of the three committees were attended regularly by perhaps 30 delegates and another 20 or 30 delegates and observers were present for some of the proceedings. The discussions were carried on in an ordered

way, with close adherence to parliamentary procedure at all times. Votes were taken on the proposed resolutions. The committees completed their work on Sunday afternoon, and their reports were then taken up at plenary sessions late Sunday and Monday. The Congress approved the committee reports making only very few changes.

Sunday evening there was the banquet for the delegates. After the banquet, there was special entertainment in the form of a performance by the chansonnier Pierre Létourneau and, later, dancing to the music of a small orchestra.

The nominations for the 5 executive positions to be filled at the Congress took place Monday morning. Pierre Bourgault and Guy Pouliot were re-elected President and Vice-President by acclamation. Five persons were nominated for the three positions of director: Maurice Leroux, Roch Denis, Guy Rufiange, Rodrigue Guité, and Pierre Renaud. André d'Allemagne declined the nomination to a director's position. A nomination of Marc Girard was rejected by the electoral committee because it was received too late.

On Monday afternoon, the Duplessis County President announced that the RIN would contest the riding at the next Quebec (provincial) election, and he was formally nominating Pierre Bourgault as RIN candidate. Bourgault accepted the nomination amid great applause from the delegates. Guy Pouliot also stated his intention to run as an RIN candidate

at the next provincial election. In the late afternoon, the Congress proceeded to the election of the three national directors. The three chosen were Maurice Leroux, Rodrigue Guité and Pierre Renaud.

Speech by Pierre Bourgault: Pierre Bourgault made a speech at the close of the Congress. He spoke of future plans and problems. In particular, he spoke of the problem of "autocensure". He admitted that there was discrimination against separatists in many milieux. However, he felt that difficulties were not as serious as many people imagined. What was more serious and a greater hindrance to the independentist movement was the phenomenon of "autocensure", the tendency of separatists to fail to speak out or take firm positions in public. It was essential that independentists lost their inhibitions and speak out and act according to their convictions.

Bourgault expressed cautious optimism with regard to the year to come. The RIN would be taking steps to set up electoral organizations in several, if not all the counties of Quebec. The RIN would also be engaging in a campaign to promote the use of French in all public places and to establish French unilingualism in Quebec. Such a campaign would include, among other tactics, the use of sit-ins and picketing.

Late Monday afternoon, the Propaganda Committee presented two films to the Congress. The films were brief, and served as examples of the goals and work of the Propaganda Committee. The first film dealt with a depressed area of Quebec. The central figure is a young man now unemployed. He revisits his old farm home which is in ruins. He thinks of the riches of "les autres" and wonders why nothing is done. The second film is based on telephone calls. A number of calls are made to stores, private companies, and offices in Montreal. On each occasion, the caller speaks in French and finds that he cannot use his language. Sometimes he is told politely, sometimes impolitely, that he must speak in English. The climax comes when a woman is unable to explain to the Emergency Department of the Montreal General Hospital that her little boy is seriously injured.

The Congress Chairman asked for the adjournment following the showing of the films. A press conference followed. Pierre Bourgault took the chair, flanked by Guy Pouliot and the three newly elected directors. Pierre Bourgault himself took the lead in replying to the questions of the journalists, but Guy Pouliot and each of the directors participated in the press conference also. Several questions were directed to Maurice Leroux.

The Elections

The elections to the three positions of director were held late Monday afternoon after the consideration of the last of the Committee reports. The elections were carefully supervised by Pierre Verdy and four RIN secretaries. Special ballots had been prepared with the names of the five candidates inscribed on them. The ballots were passed out at the central desk to all Congress delegates. (Only official delegates with voting cards could procure ballots). Three votes were taken - each delegate was given ballots of three different colours. The ballots were then collected by two of the Commission secretaries in brief cases, and they were counted at the central election desk. On each of the three rounds, one candidate was declared elected.

Before the vote, each of the five candidates was given a few minutes to make a short address, so that the delegates could know each candidate. The candidates drew lots to determine the speaking order.

Maurice Leroux, as the first candidate to speak, introduced himself in a sketchy way. He said that he had had 5 years experience with the "Fédération Libérale du Québec". He had hesitated a long time before "taking the plunge (plonger)", particularly on account of his wife and seven children, but he had made the final decision to join the RIN three weeks earlier. In a spiritual sense, he had been a member of the

RIN for a long time. Maurice Leroux said that he would be able to devote 80% to 90% of his time to the RIN and he hoped that the assembly would show confidence in him.

Pierre Renaud addressed the Congress. He traced briefly his work at the RIN. He had joined the RIN in 1961 and worked on the Financial Committee. In 1962, he was president of the county of Notre-Dame-de-Grâce and in 1963 and 1964 he was a national director. He had helped to put the finances of the RIN on a sound footing and dealt with many of the organizational problems at the secretariat.

Roch Denis was next to speak. He said that he was a student who was 20 years old. It was time that the students were represented in the RIN and not left completely outside. Citizens of 18 years old would be voting in the next election and it would be the young, not "les tempes grises", who would win independence. He would have other obligations in the year to come in studying political science at the Université de Montréal, but he would give priority to RIN work.

Guy Rufiange said that he came from Quebec, where he had been Vice-President of the region. Quebec should be well represented on the Executive Committee. A policy of decentralization was needed. The RIN had been doing poorly in the past year, and the mass of the people were unaware of the existing problems. There was thus a great deal of work to be done.

Rodrigue Guité stated that it was necessary to have support in the rural areas. He deplored the fact his native country, "la Gaspésie", was as yet without an RIN organization. Greater commitment to the RIN was needed on the part of the members. Members must not fear to go all out.

Three single ballots were held to fill each of the three positions. The results of the first ballot are shown in Table I (page 27).

The first ballot would suggest that the delegates were very impressed by the figure of Maurice Leroux. The knowledge that he had occupied an important position with the Fédération libérale and that he had been an advisor to Premier Lesage was probably the decisive factor. The publicity which Leroux had received both inside and outside the RIN was a second factor. The extent of Leroux's win on the first ballot is the more noteworthy since he appeared to be a somewhat unexciting public speaker and he gave a rather poor speech prior to the voting.

The second ballot shows the popularity of Rodrigue Guité and Pierre Renaud. Both had made their mark in the RIN; both made good pre-election speeches. It is interesting to note that the 2nd ballot attention shifted from the moderate Leroux to the aggressive Guité and the moderate Renaud.

TABLE I: Results of the Three Ballots

	(1)	(2)	(3)
Leroux	71	-	-
Guité	8	40	-
Renaud	15	39	52
Denis	4	12	28
Rufiange	12	18	24
lost or annulled	-	1	4
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	110	110	108

The third ballot gave Renaud a good purality, though not a solid majority. It seems clear that many of those voting for Guité now turned to Renaud. Others, however, turned to one of the other two candidates. The number of votes for Denis increased from 12 to 28 from the second vote to the third, and these votes seem to represent those who favoured more extreme policies and were less concerned with the organizational problems which were handled by Renaud.

The directors elected were Leroux, Guité, and Renaud. Three observations can be made on the basis of the voting. First, the dominant trend in the party seems to be a moderate one, a political stance which suggests respect for established institutions and order. Thus the Congress shied away from Denis and supported Leroux. Secondly, there do exist elements of frustration, and evidence in this connection lies in the strong support for Guité, who made a very aggressive speech, and in the measure of support for Denis. Thirdly, the poor showing of Rufiange running with a Quebec-region and decentralization programme suggests the relative weakness of the Quebec wing of the party.

APPENDIX III

The RIN position on violence

Appendix III: THE RIN POSITION ON VIOLENCELe FLQ: Notre Position¹

Dans les circonstances actuelles, il nous semble important de rappeler en les précisant certaines positions du RIN relativement à l'indépendance, à la violence et au terrorisme, afin de dissiper toute équivoque dans l'esprit de nos membres et du public en général.

Le RIN a toujours été, demeure et demeurera opposé à la violence.

Pour nous, la lutte pour l'indépendance doit se faire par des moyens pacifiques, démocratiques et légaux. Ces moyens nous sont offerts. Ce sont d'ailleurs ceux que nous utilisons depuis presque trois ans, et tout le monde reconnaît que l'indépendantisme avance à pas de géant. Il suffit de lire les journaux pour voir que tous les jours le nombre augmente de ceux qui se rallient à notre cause ou s'en approchent rapidement. Les idées lancées ou propagées par les indépendantistes sont reprises par à peu près tout le monde et il devient de plus en plus évident que la Confédération va éclater et que l'indépendance n'est plus qu'une question de

¹ This is the text of an address by André d'Allemagne at a public meeting held by the RIN on June 12, 1963. This text was published in l'Indépendance, Vol. 1, No 9, June 1963. Page 3.

temps. A nous de l'accélérer par notre travail, en expliquant sans cesse nos idées et en convainquant les autres que nous avons raison. On ne convainc personne avec des bombes, mais avec des arguments!

Nous condamnons donc la violence et le terrorisme sous toutes ses formes. Nous avons, par contre, un moyen normal et efficace de réaliser l'indépendance. C'est le parti politique.

Le RIN est devenu un parti, ce qui veut dire que nous aurons à présenter des candidats aux prochaines élections québécoises. Pour qu'ils aient des chances d'être élus, nous devons gagner la confiance de la population en lui montrant que nous sommes non pas des fanatiques ni des écervelés, mais des gens sérieux. Le nationalisme gagne chaque jour du terrain au Québec. Si nous savons travailler, tout indique que dans les temps qui viennent, la population sera de plus en plus favorable aux partis indépendantistes, et que des personnalités de poids viendront faire leur entrée dans nos rangs.

De toutes façons, il est absolument antidémocratique de vouloir, par la force, imposer sa volonté à un peuple. L'indépendance se fera d'elle-même lorsque la majorité du peuple québécois la voudra vraiment. Nous devons quand même avoir assez confiance en ce peuple dont nous sommes, pour croire qu'il comprendra nos idées si nous prenons la peine

de les expliquer!

Si donc nous avons décidé d'aider à la défense des accusés du FLQ, personne ne doit y voir de notre part une approbation ni même une acceptation des actes qui leur sont reprochés. Nous les aiderons pour les raisons suivantes:

- parce que nous estimons qu'ils n'ont pas été traités avec justice, et qu'on a agi envers eux d'une façon contraire aux droits élémentaires des citoyens et à la dignité humaine.
- parce que plusieurs d'entre eux ont été des nôtres et que nous pouvons comprendre l'exaspération qui les a poussés à avoir recours, pour une cause que nous défendons, à des moyens que nous écartons.
- parce que c'est dans une large mesure toute la société québécoise qui est responsable de la naissance du FLQ en ne proposant pas de solutions véritables à nos problèmes et en n'offrant pas à la jeunesse les conditions indispensables à l'épanouissement normal de l'homme. Nous voulons de la justice, et non pas des boucs émissaires!

APPENDIX IV

List of readings of interest
to members of the RIN

Appendix IV: LIST OF READINGS OF INTEREST TO MEMBERS
OF THE RIN¹

Books and Special Articles:

Barbeau, Raymond

La libération économique du Québec
Montréal - Editions de l'homme - 1963

Le Québec est-il une colonie?
Montréal - Editions de l'homme - 1962

Berque, Jacques

Dépossession du monde
Paris - Editions du Seuil - 1964

Bourassa, Henri

Different writings.

Brunet, Michel

Canadians et Canadiens
Montréal - Fides - 1954

Canada

Rapport préliminaire de la Commission royale
d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme
Ottawa - Imprimeur de la reine - 1965

Chaput, Marcel

J'ai choisi de me battre
Montréal - Club du livre du Québec Inc. - 1965

Pourquoi je suis séparatiste
Montréal - Les Editions du jour - 1961

¹ These are readings mentioned by RIN members as being influential and important. List prepared by Charles Barker.

Costisella, Joseph

Le scandale des écoles séparées en Ontario
Montréal - Editions de l'Homme - 1962

Fanon, Franz

Les damnés de la terre
Préface de Jean-Paul Sartre.
Paris F. Maspéro - 1961

Groulx, Lionel

Histoire du Canada français depuis la découverte -
Montréal - Fides - 1960 - 2 vols.

O'Leary, Dostaler

Séparatisme, doctrine constructive
Jeunes Patriotes - 1937

Raynauld, André

Croissance et structure économiques de la province
de Québec.
Québec-Ministère de l'Industrie et du Commerce - 1961

Séguin, Maurice

"Genèse et historique de l'idée séparatiste au
Canada français" Laurentie -
No 119 - pp 964-996 - juin 1962

Wade, Mason

Les Canadiens français, 1760 à nos jours
Montréal - Cercle du livre français - 1963

Reviews and Papers of InterestAujourd'hui QuébecCité LibreIndépendanceLaurentieLe DevoirMémoire du RIN au Comité parlementaire
de la ConstitutionLe Quartier LatinProgramme politique du RIN 1965Révolution québécoiseSocialisme '64

APPENDIX V

Mémoire du RIN au Comité
parlementaire de la Constitution

MÉMOIRE
DU
RASSEMBLEMENT POUR L'INDÉPENDANCE NATIONALE
AU
COMITÉ PARLEMENTAIRE DE LA CONSTITUTION

Avril 1964

Le mandat du Comité

Le Comité parlementaire de la constitution, créé par l'Assemblée législative du Québec le 7 juin 1963, tient son mandat d'une résolution adoptée à l'unanimité par l'Assemblée législative le 22 mai 1963, dont le texte est le suivant:

"Cette chambre est d'avis qu'un comité spécial devrait être institué avec pouvoir d'entendre des témoins et de siéger même les jours où la chambre ne tient pas de séance et après la prorogation, en vue de la détermination des objectifs à poursuivre par le Canada français dans la révision du régime constitutionnel canadien et des meilleurs moyens d'atteindre ces objectifs, ledit comité devant faire rapport à la chambre au cours de la prochaine session."

A des fins de précision, dans la documentation fournie aux organismes qui veulent lui présenter un mémoire, le Comité définit lui-même sa tâche en ces termes:

"Le Comité est d'avis que, pour remplir son mandat, il doit:

- 1) examiner les aspects juridiques, économiques et sociaux des relations qui existent actuellement entre le Québec et le gouvernement central, et juger de leurs effets sur la préservation et l'exercice des droits dont le Québec doit jouir;
- 2) définir et suggérer les instruments et les moyens juridiques, économiques et sociaux devant former le régime constitutionnel dont le Québec a besoin pour assurer l'épanouissement de la nation canadienne-française;
- 3) examiner la question des relations qui doivent exister entre majorités et minorités, dans le Québec et dans le reste du pays."

En bref, reconnaissant l'existence d'une nation canadienne-française, le Comité se fixe pour but de rechercher et de définir les moyens, en général, et le régime constitutionnel, en particulier, qui assureront le mieux non seulement la survivance mais l'épanouissement de cette nation.

Or, sur la plan constitutionnel, qui est celui auquel de par son mandat le Comité doit s'intéresser en premier lieu, ces moyens peuvent se ramener à trois:

- 1) la modification de la constitution canadienne actuelle (1)
- 2) le remplacement de la constitution actuelle par une autre
- 3) l'instauration d'un nouveau régime constitutionnel pour le Québec seul.

Le Rassemblement pour l'Indépendance Nationale (RIN) estime que pour s'acquitter pleinement de sa tâche le Comité parlementaire de la Constitution doit examiner à fond ces trois options, dans toutes leurs modalités possibles. Il importe, en effet, que le Comité, dont les recommandations pourraient influer fortement sur l'évolution future du Québec, ne se considère pas lié par les institutions existantes et fonde ses recherches, au contraire, sur le principe selon lequel les institutions sont faites pour servir les hommes et trouvent là leur seule raison d'être.

La participation du RIN

Le RIN est un parti politique qui a pour but la libération nationale des Canadiens-français et l'instauration au Québec d'un régime républicain et authentiquement démocratique.

Considérant que la création du Comité parlementaire de la constitution est une initiative d'intérêt national qui peut contribuer à amener le peuple québécois à prendre conscience de sa situation et à chercher les moyens de se libérer, le RIN veut exposer son point de vue non seulement au Comité mais au Parlement du Québec et à la nation entière.

En conséquence, le conseil central du RIN, réuni en séance régulière à Montréal le 10 août 1963, a adopté à l'unanimité la résolution suivante:

"Que le RIN présente un mémoire au comité constitutionnel de l'Assemblée législative du Québec, mémoire qui retracera l'histoire de l'indépendantisme et exposera l'optique du RIN."

On trouvera en annexe au présent mémoire les renseignements relatifs au RIN que prescrivent les Règles de pratique et de procédure du Comité parlementaire de la constitution.

Depuis la dernière guerre, l'opinion mondiale et le droit international reconnaissent aux peuples le droit à "l'autodétermination" c'est-à-dire le droit de se gouverner eux-mêmes et de définir leur destin. Ce principe de la souveraineté nationale n'est, en somme, que celui de la liberté personnelle transposé au niveau collectif. Ainsi, la souveraineté est à la nation ce que la liberté est à l'homme.

Les juristes, les hommes politiques et les sociologues donnent de la nation diverses définitions dont l'essentiel peut se résumer comme suit:

Une communauté historique et culturelle, possédant un gouvernement et des institutions qui lui sont propres, et établie sur un territoire délimité (2)

Aux éléments de cette définition on peut ajouter des facteurs secondaires qui, lorsqu'ils existent, renforcent le caractère national d'une collectivité: unité religieuse, homogénéité de la société, unité ethnique, etc.

Or s'il est en Amérique du Nord une collectivité humaine qui présente toutes les caractéristiques d'une nation, à la satisfaction des juristes et des sociologues les plus exigeants, c'est bien la communauté canadienne-française: quatre siècles d'histoire marquée des plus amères vicissitudes, une unité culturelle et linguistique presque totale, des institutions et des structures sociales qui lui sont propres, un dynamisme interne particulier, une remarquable homogénéité ethnique et une forte unité religieuse.

L'HISTOIRE

Dès les débuts de son histoire, la société de la Nouvelle-France s'est différenciée de la métropole, à cause de l'éloignement, des dangers qui la menaçaient, du climat, de son mode de vie et de ses problèmes particuliers. Les conflits entre la population et les représentants de la métropole ne tardèrent pas à se manifester, traduisant la naissance d'un authentique sentiment national. La Nouvelle-France, au moment de la conquête, était "une nation en formation".

Signalons au passage que cette nation naissante présentait bien des caractères qu'elle a perdus par la suite. Elle était commerçante autant qu'agricole, militaire et même conquérante, audacieuse et aventurière.

La conquête britannique vint interrompre l'évolution normale de cette société, lui enlevant ses élites, sa puissance économique et militaire et surtout son initiative dans tous les domaines. Sa conséquence la plus grave fut la désorganisation politique et économique.

Sur le plan politique, le rapport entre la France et le Canada fut subitement remplacé par le rapport entre l'Angleterre et le Canada anglais. A la conquête, la métropole naturelle est remplacée par une nouvelle métropole et l'autorité devient anglaise. Ce remplacement, pour le peuple canadien-français, devient une privation de l'action, une privation d'être, une diminution de sa vie nationale. C'est à ce moment-là que les Canadiens-français perdent le pouvoir politique.

Parallèlement, on assiste, à la Conquête, à une désorganisation sur le plan économique. S'appuyant sur la nouvelle métropole, le capital anglais s'établit dans la colonie et les commerçants anglais, à Montréal, n'ont pas de mal à supplanter les coloniaux. Les Canadiens-français perdent le pouvoir économique.

Selon toute vraisemblance, la conquête britannique signifiait donc "l'arrêt de mort d'une société", de la société canadienne-française. (3)

Cet arrêt de mort, cependant, ne devait jamais être exécuté. L'histoire, par la suite, n'éteindra pas le sentiment national du peuple canadien-français. Bien au contraire, toutes les crises, tous les conflits, le ramèneront à la surface. Sans s'assimiler entièrement, d'une part, ni sans faire de "reconquête", d'autre part, les Canadiens-français continueront jusqu'à nos jours, d'être des Canadiens-français et de lutter, selon des slogans variés allant de "l'autonomie provinciale" jusqu'à la "libération économique" ou "l'indépendance", pour la maîtrise de leur destin collectif.

L'UNITÉ CULTURELLE

Nous avons défini la nation comme une communauté essentiellement historique et culturelle. Une des principales caractéristiques de la nation canadienne-française, surtout par rapport au contexte nord-américain, est précisément que par ses origines, son histoire et son état actuel, c'est une nation de culture française. En fait, le Québec est un des principaux pays français du monde.

Un des grands atouts du Québec, que les circonstances actuelles ne lui permettent pas d'employer parce qu'elles lui nient l'existence sur le plan international, est son appartenance à une culture universelle et moderne dont il est le principal représentant sur le continent américain.

LE TERRITOIRE

Depuis ses origines, le Canada français a eu pour coeur la vallée du Saint-Laurent. De là sont partis tous les efforts qui ont abouti à la formation de ce vaste empire français d'Amérique d'avant la Conquête: de Québec aux Rocheuses, de la Côte Nord au Mississipi. C'est autour de ce noyau que la Confédération a délimité un territoire à l'intention des Canadiens-français, une "réserve" qui est devenue leur patrie: la Province de Québec.

Ainsi, les Canadiens-français sont devenus, pour la plupart et de beaucoup des "Québécois". C'est au Québec en effet, et au Québec seulement, que les Canadiens-français sont pleinement chez eux, et ceci pour deux raisons:

- au Québec ils constituent la très forte majorité, ce qui leur donne non seulement des possibilités mais aussi des droits, en vertu du principe même de la démocratie;
- au Québec, ils peuvent choisir leur gouvernement et malgré les étroites limites des pouvoirs de ce gouvernement c'est le seul endroit au monde où les Canadiens-français peuvent, dans une certaine mesure, se servir de l'Etat et des institutions politiques pour diriger leur vie nationale et façonner leur destin collectif.

En conséquence, les Canadiens-français doivent concentrer toutes leurs énergies sur le territoire du Québec et son gouvernement. Les diverses minorités françaises en Amérique, au Canada comme aux Etats-Unis, doivent être considérées comme des prolongements de la nation québécoise. Leur survivance illustre précisément la force du sentiment national canadien-français mais leur sort dépend avant tout de celui de la métropole: le Québec. C'est dans la mesure où il se perpétue et s'épanouit au Québec une société distincte et française que le "fait français" en Amérique du Nord a des chances de survivre. Le Québec est donc en fait la patrie, la seule patrie des Français d'Amérique. C'est au Québec avant tout que se joue le sort de la culture française sur le continent nord-américain.

LES INSTITUTIONS

La nation canadienne-française possède des institutions qui lui sont propres, que ce soit par leur nature, leur forme ou leur fonction. Tel est le cas, par exemple, du gouvernement, des organismes d'Etat, des partis politiques, de divers mouvements et groupements et même, dans une certaine mesure, de l'Eglise.

Le gouvernement du Québec, bien que gouvernement "provincial" fort limité dans ses pouvoirs, est le gouvernement d'une province qui n'est pas comme les autres. Il est élu par la population d'une province, mais cette population, c'est le peuple canadien-français. Il est vulnérable à une opinion publique: celle des Canadiens-français. Il exerce sa juridiction sur un territoire: celui de la nation canadienne-française. Le gouvernement de la Province de Québec est donc, en fait, un gouvernement national. Il administre l'Etat des Canadiens-français, l'Etat québécois et si limités que soient ses pouvoirs, c'est "le plus grand des nôtres", le principal instrument de libération du peuple du Québec.

L'opinion publique d'ailleurs, ne s'y trompe pas: elle appelle "nationalisation" la mainmise du gouvernement québécois sur une entreprise ou un secteur économique. Ces nationalisations, pour les Québécois, ont une valeur particulière du fait qu'elles ne font pas qu'accroître le rendement et l'efficacité de certaines industries, mais qu'elles contribuent, aux yeux de la population, à

la "reconquête" d'une économie nationale. Ainsi, dans la nationalisation de l'électricité, le peuple a vu, au delà des considérations d'ordre technique, la remise à son gouvernement d'une force économique qui était auparavant en des mains étrangères.

Dans le domaine politique, la situation des partis au Québec est, par la force des choses, différente de celle qui existe dans le reste du Canada. Certes les partis pan-canadiens sont présents au Québec, où ils jouent un rôle important dans la vie politique, mais leur caractère même est la source de conflits internes de plus en plus marqués. C'est ainsi que le parti libéral du Québec, malgré ses attaches avec le parti libéral canadien se voit souvent amené à suivre une politique qui l'oppose au gouvernement libéral d'Ottawa. On sait, de plus, que les membres du parti libéral québécois sont partagés quant au principe voulant que l'allégeance libérale sur la scène provinciale doive nécessairement entraîner une allégeance libérale sur la scène fédérale.

Le parti conservateur canadien, pour sa part, n'a pas de filiale en politique québécoise. Le parti créditiste fédéral, comme on le sait, s'est scindé pour donner naissance au Ralliement créditiste, parti exclusivement québécois. Au Nouveau Parti Démocratique, la division a été encore plus marquée aboutissant à la formation du Parti Socialiste Québécois dont les attitudes s'opposent souvent à celles du NPD.

L'Union Nationale, pour sa part, est depuis ses origines un parti purement québécois. Enfin, les dernières années ont vu naître un nouveau parti non seulement québécois mais nationaliste et indépendantiste: le RIN.

Il existe donc au Québec:

- 1 - des partis fédéraux et fédéralistes, filiales des partis pan-canadiens: le NPD, le Parti conservateur, le Crédit Social
- 2 - des partis fédéralistes mais nationalistes à des degrés variables et rattachés assez indirectement aux partis pan-canadiens: Parti libéral du Québec, Ralliement créditiste

3 - des partis exclusivement québécois et résolument nationalistes, bien que fédéralistes, et sans attaches avec les partis pan-canadiens: l'Union Nationale et le PSQ.

4 - un parti québécois, nationaliste et indépendantiste: le RIN.

Est-il besoin de souligner que cette situation, d'ailleurs fort confuse, ne se retrouve nulle part ailleurs au Canada. Elle illustre éloquemment le caractère national du Québec.

Il y a lieu de remarquer aussi au Québec l'existence de divers organismes ou mouvements typiquement nationaux soit par leur nature soit par leur action. Tel est le cas, par exemple des coopératives et des caisses populaires qui ont joué un grand rôle dans la lutte de reconquête économique. Dans le domaine du travail, la CSN présente un caractère manifestement national. Sur le plan professionnel, on peut dire qu'il existe dans de nombreux cas, un véritable séparatisme de fait entre les organismes québécois et leurs équivalents pan-canadiens. Par exemple, le Collège des médecins et chirurgiens existe en fonction d'une chartre provinciale. On peut pratiquer la médecine partout au Canada avec la reconnaissance du Royal College of Physicians and Surgeons, sauf au Québec où il faut celle du Collège des médecins. Cette conception de la reconnaissance professionnelle est loin d'être archaïque ou purement traditionnelle: au cours de la dernière session (en juillet 1963) le gouvernement du Québec l'a consacrée, une fois de plus, dans le cas de la Corporation des chimistes professionnels du Québec (bill no. 106).

Sur le plan social et culturel, le Québec se distingue aussi par divers groupements dont l'existence même tient au sentiment national canadien-français: les Sociétés Saint-Jean-Baptiste, les Chevaliers de Champlain, les Chambres de Commerce des Jeunes qui viennent précisément de rompre leurs attaches avec l'organisme équivalent au niveau pan-canadien.

L'HOMOGENEITE ETHNIQUE

La nation se compose généralement d'un groupe ethnique original auquel viennent s'ajouter, au cours des temps, des éléments nouveaux, venus de l'extérieur. Dans des circonstances normales, ces éléments nouveaux, dont les origines peuvent être fort variées, s'intègrent et s'assimilent à la nation.

Longtemps, la société canadienne-française a assimilé les apports de ce genre (les Farvey, les Blackburn, les Mackay, les Johnson en témoignent). Cette puissance d'absorption a été particulièrement notable dans certaines régions, comme la Gaspésie, l'Estrie, la Côte Nord et Québec. Par la suite, cependant, une immigration plus massive a atténué cette tendance et dans les grands centres démographiques, tels que Montréal, la société canadienne-française a perdu sa capacité d'assimilation. La situation inférieure de la langue nationale, tant sur le plan social que sur le plan économique, a fait passer en bloc les nouveaux éléments du côté canadien-anglais.

Il en est résulté, par une sorte de compensation pour un affaiblissement numérique relatif, une très forte homogénéité ethnique qui renforce encore les autres caractéristiques nationales du peuple canadien-français.

L'UNITE RELIGIEUSE

La conception contemporaine de la démocratie veut que la nation admette le pluralisme des croyances religieuses et la liberté de conscience.

Par ailleurs, dans les faits, on constate au Canada français un très haut degré d'unité religieuse. Par ses origines et son histoire, la nation canadienne-française est une nation chrétienne dont l'énorme majorité a toujours été et demeure de foi catholique. Il s'agit là d'un fait sociologique qui marque inévitablement la société québécoise et accentue sa personnalité en Amérique du Nord.

De plus, en raison de facteurs historiques, l'Eglise du Québec a joué de tout temps un rôle particulier dans la vie nationale et a contribué fortement à façonner les structures et l'esprit de la société canadienne-française, notamment dans les domaines de la vie familiale et de la vie paroissiale.

LE DYNAMISME INTERNE

Une société ne se définit pas seulement par son histoire et ses institutions, mais aussi par ses problèmes, et la façon dont elle les envisage contribue à la caractériser aux yeux du monde.

Depuis quelques années, le Canada français est sorti d'un long sommeil et se livre à une prise de conscience générale et aigüe de ses problèmes. Un peu partout au Québec, et dans tous les domaines, on assiste actuellement au spectacle d'une société qui s'efforce de se redéfinir et, par voie de conséquence, de se transformer.

Or les grandes préoccupations actuelles du Canada français ne correspondent pas, dans l'ensemble, à celles du Canada anglais. De plus, lorsque les deux peuples ont un problème commun, ils l'envisagent généralement de façons bien différentes, ce qui découle normalement du fait que les deux peuples n'ont pas vécu la même histoire et n'ont donc pas les mêmes réactions collectives. Ainsi les Canadiens-anglais ont toujours considéré le "fait français" au Canada comme un fait essentiellement, voire exclusivement linguistique ou culturel, alors que pour les Québécois, au contraire, il s'agit d'un fait national. Devant les problèmes constitutionnels actuels, les Canadiens-anglais parlent donc de bilinguisme, tandis que les Canadiens-français parlent de récupération des impôts et de maîtrise de leur économie.

Les dernières années ont vu le Québec atteindre un état d'effervescence dont tout laisse à prévoir qu'il ne fera qu'augmenter. Les efforts que déploie actuellement notre peuple pour résoudre à sa façon des problèmes qui lui sont propres différencient encore le Canada français du contexte qui l'entoure.

...

13

La communauté française d'Amérique, établie au Québec, a donc autant de titres au statut de nation que n'importe quel autre peuple au monde. En conséquence, ses besoins pour assurer son épanouissement, sont dans l'ensemble les mêmes que ceux des autres nations du monde. C'est dans cette optique, la seule pleinement réaliste et logique, qu'il faut examiner le problème constitutionnel qui se pose au Québec.

L'Etat québécois est l'expression politique de la nation canadienne-française. C'est son principal instrument d'organisation de la vie nationale. C'est son principal moyen d'action collective.

Cependant, les pouvoirs et les capacités de cet Etat sont extrêmement limités, dans les faits et dans le contexte constitutionnel.

DANS LES FAITS

Les impôts, sous leurs formes diverses, constituent la principale source de revenus d'un Etat, et les moyens d'action de tout gouvernement dépendent très largement des fonds que la population lui verse par la fiscalité. Il est évident que les meilleures structures ne peuvent fonctionner et les meilleures initiatives ne peuvent réussir que dans la mesure où l'Etat a à sa disposition des moyens financiers suffisants pour appliquer concrètement ses politiques. Or le gouvernement du Québec n'a que des revenus fiscaux très restreints, la majeure partie des impôts (et surtout des impôts directs) perçus en territoire québécois allant au gouvernement d'Ottawa.

De plus, la faiblesse des pouvoirs constitutionnels de l'Etat québécois lui rend difficile de trouver à l'étranger du capital diversifié qui suppléerait dans une certaine mesure à l'insuffisance de ses moyens. Le gouvernement québécois, en effet, n'est qu'un gouvernement "provincial" et n'est donc pas en mesure de négocier avec d'autres Etats ou avec des intérêts privés étrangers les ententes qui lui assureraient l'aide financière dont il a besoin. En fait, il négocie presque exclusivement avec le capital anglo-américain alors que les intérêts du Québec exigeraient au contraire une diversification des capitaux venant de l'extérieur.

Enfin, la dépendance de l'Etat québécois est aggravée du fait que dans le système politique traditionnel du pays le parti au pouvoir, quel qu'il soit, doit compter, pour garder sa place, sur une caisse électorale largement alimentée par la haute finance et la grande entreprise qui sont, chez nous, aux mains d'étrangers.

DANS LE CONTEXTE CONSTITUTIONNEL

En plus des limites pratiques que l'état de choses actuel lui impose, le gouvernement québécois est entravé, dans son rôle, par les dispositions mêmes de la constitution canadienne.

Le British North America Act n'accorde en effet au gouvernement québécois que des pouvoirs d'importance secondaire, réservant les principaux au gouvernement central. Cette tendance est devenue de plus en plus évidente au cours des ans, mais dès l'époque de la confédération elle avait été remarquée et dénoncée par nombre d'esprits lucides. Ainsi Antoine-Aimé Dorion écrivait, en 1867, que la Confédération était "une union législative déguisée" et le gouvernement provincial "un simulacre de gouvernement". Pour sa part, Sir Etienne Pascal Taché résumait la situation en ces termes:

"Le parlement fédéral occupera vis à vis des provinces la même position que celle tenue jusqu'à ce jour par Londres vis à vis de ses colonies".

D'ailleurs, John A. McDonald avait lui-même donné une éloquente définition de la Confédération canadienne:

"Un gouvernement central fort, une législature centrale puissante et un système décentralisé de petites législatures pour les fins locales".

Il suffit, du reste, de lire le British North America Act pour constater qu'en effet le gouvernement provincial du Québec - gouvernement national des Canadiens-français - n'a, sur son propre territoire, le contrôle d'aucun des grands domaines dans lesquels un Etat moderne exerce sa juridiction. Dans presque tous les cas, le pouvoir appartient au gouvernement fédéral ou il est partagé entre les deux gouvernements.

Pour ce qui est de la fiscalité, par exemple, on sait que la majeure partie des impôts, directs et indirects, va au gouvernement fédéral. La banque, le crédit et la monnaie relèvent entièrement

d'Ottawa. ' Il en est de même de la défense nationale, qui absorbe une forte partie des dépenses de l'Etat, du commerce extérieur et de la diplomatie, des transports, services publics et communications d'ampleur interprovinciale. Dans le domaine de l'agriculture et de l'immigration, les lois fédérales ont prédominance sur celles du Québec. Enfin, le gouvernement fédéral intervient dans divers autres domaines, concurremment avec le gouvernement du Québec: sécurité sociale, police et administration de la justice, droit, culture et enseignement.

Bref, le gouvernement du Québec, par rapport à Ottawa, a moins de pouvoir que n'en avaient, avant l'indépendance de leur pays, les gouvernements de bien des colonies ou "dominions" par rapport à leur métropole. La Confédération canadienne actuelle, en ce qui a trait au Québec, fournit un excellent exemple de colonialisme.

Cette situation est d'autant plus grave que de nos jours le rôle de l'Etat, dans la vie des nations, prend une importance sans cesse croissante. Les populations attendent de plus en plus de leur gouvernement. Le gouvernement du Québec n'échappe pas à cette règle. Dans la mesure où il veut agir, selon sa nature, en gouvernement national, le gouvernement du Québec ne peut que se heurter à la limitation de ses moyens financiers et de ses pouvoirs constitutionnels.

Le conflit entre le Canada français et le Canada anglais est une constante de notre histoire. Il date de la Conquête et il a atteint un paroxysme en 1837. Un premier règlement de base a eu lieu en 1840, suivi du réaménagement de 1867 qui a donné naissance à la Confédération canadienne. Depuis, l'opposition entre les gouvernements du Québec et d'Ottawa n'a pour ainsi dire jamais cessé. Le conflit s'est atténué lorsque le gouvernement de Québec, à certaines époques, a renoncé partiellement à son rôle de gouvernement national. Il s'est accentué, au contraire, chaque fois que par sa politique et ses aspirations le gouvernement de Québec a voulu s'identifier étroitement à la nation dont il était le mandataire.

Ce conflit est la conséquence naturelle de l'existence et de l'évolution de deux nations au Canada. Il provient de la fausseté et de l'ambiguïté du régime existant.

De même que le gouvernement de Québec est l'expression politique de la nation canadienne-française, de même le gouvernement d'Ottawa est l'expression politique de la population canadienne-anglaise. En fait, les Canadiens-anglais ont toujours vu dans le gouvernement d'Ottawa leur gouvernement national, et cette attitude, de leur part, est logique et même légitime. Majoritaires au Canada, ils sont majoritaires au gouvernement fédéral qui devient l'instrument de leurs politiques, le moyen de réaliser leurs aspirations.

Ce qui est absurde et anti-démocratique (4), c'est de vouloir faire du gouvernement d'Ottawa en plus du gouvernement national du Canada anglais un gouvernement supra-national dirigeant les deux nations. C'est ainsi qu'on perpétué le rapport majorité-minorité, et du même coup la méfiance, l'hostilité et l'impossibilité de libre coopération entre les deux peuples. Au Canada, le fédéralisme est le principal obstacle à une véritable "bonne entente".

La situation actuelle, en effet, engage le gouvernement fédéral à suivre trois grandes tendances:

1 - Une tendance à l'augmentation de ses revenus

A cause des responsabilités croissantes qu'il doit prendre envers la population, le gouvernement fédéral a besoin de revenus de plus en plus grands. La multiplication de ses services et les exigences de la gestion d'un Etat moderne lui imposent un budget de plus en plus important. En conséquence, il ne peut renoncer, en faveur des provinces, à une partie substantielle des impôts qu'il perçoit, à moins de compenser cette perte par une hausse de ses impôts, ce qui serait désavantageux sur le plan politique.

2 - Une tendance à l'augmentation de ses pouvoirs

Le gouvernement d'Ottawa, comme tout gouvernement, a tendance à accentuer son action dans des domaines où il l'exerce déjà et intervenir dans de nouveaux domaines. Ses surplus de revenus lui permettent de s'attribuer de nouveaux pouvoirs, au dépens des provinces qui n'ont pas les moyens de le faire. Ainsi, le gouvernement d'Ottawa bénéficie souvent, par exemple dans le domaine économique, d'une nouvelle conception de l'Etat universellement répandue à notre époque.

3 - Une tendance à la centralisation

Le nationalisme canadien-anglais, face aux Etats-Unis, et les nécessités de l'administration publique favorisent la concentration du pouvoir entre les mains de l'Etat fédéral. La structure provinciale est déjà partiellement périnée, notamment dans le domaine économique et de plus en plus il est question de rediviser le territoire canadien en grandes régions aux fins d'une planification économique qui ne peut être sérieusement effectuée que sous l'égide d'une autorité centrale.

Or ces trois tendances, si elles sont parfaitement compréhensibles du point de vue du Canada anglais, sont absolument inacceptable pour le Canada français dont elles ne peuvent qu'enrayer l'épanouissement, voire menacer l'existence.

Dans la mesure où il veut jouer son rôle de gouvernement national, le gouvernement québécois a besoin, lui aussi, de plus en plus de revenus. Il réclame donc une part sans cesse croissante des impôts, d'où de perpétuelles revendications et négociations auprès du gouvernement fédéral qui aboutissent systématiquement à des résultats insatisfaisants.

D'autre part, le gouvernement du Québec, pour répondre aux besoins et aux désirs de la population dont il est mandataire, doit intervenir de plus en plus dans la vie nationale, dont les divers secteurs sont interdépendants. Loin de pouvoir consentir à l'abandon de quelques pouvoirs que ce soit au gouvernement fédéral, il tend au contraire à s'efforcer d'en récupérer.

Enfin, le gouvernement québécois doit, lui aussi, centraliser le pouvoir politique. Ainsi, la planification offre au peuple québécois la seule façon de tirer le meilleur parti possible de ses ressources et de prendre la maîtrise de son économie. Or une planification québécoise est nécessairement différente d'une planification pan-canadienne, quant aux principes et aux priorités, et les deux sont souvent inconciliables. Par exemple, Ottawa peut considérer qu'il est de l'intérêt de l'ensemble du Canada que la création d'un vaste centre sidérurgique ait lieu en Ontario, alors que l'intérêt du Québec voudrait qu'elle se produise plutôt sur son territoire. De même l'octroi de subventions aux producteurs de blé de l'ouest canadien peut servir les intérêts du parti au pouvoir à Ottawa, mais le Québec, pour sa part, n'y gagne rien. Dans le même ordre d'idées, il y a une opposition nette entre la prétention du gouvernement d'Ottawa à établir un réseau d'électricité pan-canadien et le projet du gouvernement du Québec d'utiliser ses ressources hydrauliques en vue de l'établissement d'un réseau national québécois.

20
Bref, les gouvernements de Québec et d'Ottawa sont, par la force des choses, en perpétuelle rivalité. Chaque affirmation d'un des deux gouvernements affaiblit le prestige et les pouvoirs de l'autre. En conséquence, l'inévitable conflit entre Québec et Ottawa pousse le Canada français et le Canada anglais à se mettre réciproquement des bâtons dans les roues et entrave l'évolution des deux peuples. Tant que demeurera la structure constitutionnelle actuelle, ce conflit ne pourra que se prolonger et même s'aggraver.

Les besoins fondamentaux de la nation canadienne-française peuvent se répartir en deux genres:

- d'une part des besoins universels, qui sont ceux de tous les peuples du monde: bien-être général des citoyens, plein emploi, utilisation des ressources nationales dans l'intérêt de la collectivité, sécurité sociale, etc;
- d'autre part des besoins particuliers, qui découlent de l'histoire et de la situation actuelle du peuple canadien-français: reconquête de l'économie, épanouissement de la culture nationale, décolonisation, etc.

Pour satisfaire à tous ces besoins, certaines conditions s'imposent, sur un plan interne et sur un plan externe.

Sur le plan interne, la nation canadienne-française aspire à se gouverner elle-même afin de protéger ses intérêts particuliers. Le peuple du Québec, qui a longuement lutté pour une autonomie sans cesse croissante, doit maintenant obtenir la plénitude de cette autonomie.

Sur le plan externe, la nation canadienne-française a besoin de pouvoir coopérer librement avec les autres nations du monde, dans le sens de leurs intérêts communs et en vue de la solution des problèmes universels qui confrontent tous les peuples de la terre.

Ainsi se rejoignent deux des grandes tendances historiques de notre époque, qui se prolongent et se complètent: le nationalisme qui de dominateur est devenu humaniste et libérateur, et l'internationalisme qui repose sur la libre volonté de coopération entre les peuples.

L'Etat national, dirigé par ceux que la nation a choisis et auxquels elle a confié l'autorité, doit non seulement exercer les pouvoirs qui influent directement sur la vie des citoyens, mais aussi être en mesure de se charger de nouveaux pouvoirs si la nation veut lui en remettre.

En conséquence, il importe que la nation canadienne-française définisse les pouvoirs qu'elle entend confier à son gouvernement et les conditions auxquelles ces pouvoirs seront exercés, en se dotant d'une constitution issue d'elle, qu'elle pourra modifier selon sa volonté.

Il importe également que selon les conditions fixées par la nation le gouvernement du Québec détienne le pouvoir constitutionnel exclusif dans tous les grands domaines de la vie nationale.

Dans le domaine politique, le gouvernement québécois doit pouvoir adopter et appliquer sur le territoire du Québec toutes les lois qui serviront les intérêts de la nation sans que ces lois soient soumises à la ratification ni même à l'acceptation d'un autre gouvernement.

Dans le domaine économique, le gouvernement du Québec doit recueillir tous les impôts perçus en territoire québécois, l'impôt étant une propriété de la nation. Il doit aussi détenir tous les pouvoirs économiques que la population consent à confier à l'Etat, en vue d'effectuer une planification démocratique. Il doit donc avoir la maîtrise des grands leviers de l'économie nationale, soit:

- . les impôts, taxes et douanes
- . le crédit
- . les institutions bancaires
- . la monnaie
- . les secteurs étatisés: services publics, monopoles, etc.

Dans le domaine social, le gouvernement du Québec doit avoir le contrôle des activités et des institutions qui définissent la société québécoise et permettent l'organisation de la vie collective, soit:

- . la sécurité sociale
- . le syndicalisme
- . le droit et l'administration de la justice, la police
- . le mariage
- . l'assurance collective

Dans le domaine culturel, le gouvernement du Québec a pour première tâche de protéger, de transmettre et de développer la culture nationale, qui reflète et façonne la personnalité de la nation. Dans ce domaine plus encore que dans les autres on ne saurait tolérer d'ingérences étrangères. Le gouvernement québécois doit donc être le seul gouvernement à avoir des pouvoirs sur:

- . l'enseignement à tous les niveaux
- . la formation technique
- . l'éducation populaire et la formation des adultes
- . les grands moyens d'information publiques: presse, radio, télévision, cinéma
- . le financement des institutions culturelles.

De plus, le gouvernement québécois doit pouvoir instaurer au Québec une situation linguistique favorable en faisant de la langue nationale, le français, la seule langue officielle sur son territoire.

Un gouvernement qui ne contrôle pas l'activité de l'Etat dans ces divers domaines n'est pas pleinement en mesure de servir la nation, et un peuple dont le gouvernement n'a pas tous les pouvoirs définis ci-haut mais les laisse en partie à un autre gouvernement ne peut pas prétendre se gouverner lui-même.

29

Ce n'est que lorsqu'il détient, au départ, la plénitude de ces pouvoirs politiques et constitutionnels que l'Etat national peut en partager certains avec d'autres Etats ou en déléguer une partie à des organismes internationaux.

L'internationalisme

De nos jours, aucune nation ne peut vivre dans l'isolement. La plupart des peuples ont compris la nécessité de coopérer entre eux selon leurs intérêts communs et d'entreprendre un nombre croissant d'initiatives conjointes.

Cette tendance s'exprime...

- par des traités, des ententes et des accords portant sur des projets précis, à des conditions définies, pour des durées limitées;
- par la participation à des organismes internationaux auxquels les peuples adhèrent librement et au sein desquels ils sont égaux entre eux.

Dans ce contexte, la nation canadienne-française doit sortir de son isolement pour traiter désormais avec les autres nations du monde et participer aux grands organismes internationaux.

En conséquence:

- l'Etat québécois doit être présent sur la scène internationale et s'y faire reconnaître pour ce qu'il est: l'Etat national des Canadiens-français.
- L'Etat québécois doit avoir le contrôle de la défense nationale sur son territoire afin de pouvoir suivre en ce domaine comme dans les autres la politique désirée par le peuple du Québec. En plusieurs occasions, par le passé, les Canadiens-français ont été entraînés dans des conflits internationaux, sans avoir au préalable été consultés. Désormais, c'est le peuple québécois qui devra décider librement de son attitude si de tels conflits se reproduisent.

- 78
- Le gouvernement du Québec doit s'efforcer de diversifier les origines du capital étranger dont le pays a besoin. A cette fin, l'Etat du Québec doit avoir le contrôle des principaux leviers de l'économie nationale. De plus, il doit être en mesure non seulement d'inviter les investissements étrangers au niveau de l'industrie privée mais aussi d'emprunter à d'autres Etats.
 - Enfin, l'Etat québécois doit être libre de contracter les alliances et les ententes qui lieront l'avenir du Québec à celui d'autres nations.

Il importe de comprendre que si la communauté canadienne-française veut vraiment s'épanouir elle doit s'ouvrir sur le monde entier et cesser de regarder uniquement du côté de ses voisins immédiats. Le Québec doit désormais s'intéresser aux grands courants politiques, économiques et sociaux de notre époque et participer au façonnement du monde d'aujourd'hui... et de demain.

Tout le monde, au Canada français, reconnaît que la situation constitutionnelle actuelle est insatisfaisante. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'Assemblée législative du Québec a créé le Comité parlementaire de la Constitution.

Il s'agit donc de trouver une formule qui règlera le problème constitutionnel du Québec aux conditions suivantes:

- en se fondant sur les intérêts, l'histoire et les besoins de la nation canadienne-française;
- en tenant compte de l'avenir autant que du présent, car l'histoire est mouvante et toute solution serait sans valeur si elle n'était qu'un expédient d'une portée limitée à l'immédiat;
- en offrant à la nation canadienne-française un maximum de garanties: la formule à trouver ne doit pas seulement être théoriquement rationnelle, elle doit établir une situation stable, un cadre d'épanouissement national qui ne sera pas continuellement remis en question.

C'est dans cet esprit qu'il faut examiner les diverses options qui s'offrent aujourd'hui à la nation québécoise.

Une réforme de la constitution

Rares sont ceux qui au Québec veulent maintenir le British North America Act tel qu'il est. Le statu quo constitutionnel n'est plus défendu que par la minorité des éléments les plus rétrogrades parmi les fédéralistes.

Certains, par contre, proposent une "refonte" ou une "réforme" de la constitution, tout en demeurant fidèle à ses principes fondamentaux.

Cette formule présente la plupart des inconvénients du statu quo et pose un grand nombre de problèmes.

Tout d'abord elle ne reconnaît pas le statut national de la communauté canadienne-française et elle maintient le rapport majorité-minorité dans lequel continueront de se trancher, à notre désavantage, les conflits entre le Canada français et le Canada anglais. En conséquence, cette formule ne vise qu'à une augmentation relative des pouvoirs d'un gouvernement québécois qui reste "provincial" au lieu de devenir authentiquement national. Elle ne modifie donc pas une situation faussée à la base.

De plus, la simple "réforme" de la constitution ne tient pas compte des tendances historiques des deux nations et n'offre aucune garantie pour l'avenir. Elle ne fait que prolonger des sources de conflit qui ont de tout temps existé et elle maintient entre les deux peuples un climat de méfiance et même d'hostilité.

Enfin, cette proposition suppose une acceptation tout à fait hypothétique de la part du Canada anglais. Malgré une certaine désunion, qui d'ailleurs n'est certes pas un gage de stabilité future, le Canada anglais, dans son ensemble, s'oppose nettement à toute modification profonde d'un statu quo qui jusqu'à présent a servi ses intérêts. En fait, ceux qui veulent simplement réformer la constitution actuelle acceptent de lier le destin du Canada français à celui d'une nation étrangère, ce qui n'est, au fond, qu'une forme de colonialisme.

Le projet d'une "réforme" de la constitution n'est d'ailleurs proposé qu'en des termes très vagues par des milieux politiques d'esprit conservateur qui ne comprennent pas les aspirations nouvelles du peuple québécois et s'attachent à des schèmes de pensée périmés. Leur formule ne représente, à vrai dire, qu'un statu quo déguisé.

Une nouvelle formule fédérative

Certains éléments, parmi les fédéralistes, proposent l'abolition de la constitution canadienne actuelle et son remplacement par une véritable confédération où les deux nations seraient censément sur un pied d'égalité.

Cette formule est à la fois utopique et anti-historique.

En premier lieu, elle consacre le principe colonialiste selon lequel le destin du peuple québécois doit être institutionnellement lié à celui du Canada anglais, au lieu de reconnaître en la nation canadienne-française une nation égale à toutes les autres nations du monde.

De plus, une nouvelle confédération poserait le grave problème de l'Etat central:

- ou bien l'Etat central continuerait d'être dominé par la majorité, ce qui serait démocratique mais maintiendrait le peuple québécois dans sa situation de minorité et à cet égard ne changerait rien à l'état de choses actuel;
- ou bien la constitution accorderait une force égale aux deux nations et alors l'Etat central se trouverait paralysé par les divergeances de vues entre les deux peuples et à toutes fins pratiques le régime deviendrait profondément instable.

Cette proposition, de toutes façons, est loin d'être acceptée ni même envisagée par l'ensemble du Canada anglais dont le concours serait absolument indispensable à sa réalisation.

Par surcroît, le projet d'une nouvelle et authentique confédération est anti-historique. L'histoire enseigne en effet qu'on ne peut guère réveiller un peuple à moitié. Pour imposer

au Canada anglais une nouvelle forme de fédéralisme, il faudra provoquer chez le peuple québécois un haut degré de politisation, un enthousiasme et une ferveur qui l'empêcheront d'accepter une libération partielle. Le Québec éprouvera alors le désir d'aller jusqu'à l'aboutissement logique de son action. L'idée même d'une nouvelle confédération remet en cause la base du régime. Si cette base, qui est la Conquête britannique, n'est plus considérée valable, le régime cessera aussi de l'être.

Il reste donc comme autre solution au problème politique et constitutionnel du Canada français l'instauration de la souveraineté nationale, c'est-à-dire la création d'un Etat québécois indépendant.

Tout indique que cette option est la seule qui peut apporter une solution complète au problème, conformément aux conditions que nous avons définies.

L'indépendance s'intègre à l'évolution historique du Canada français

Tout au cours de notre histoire, on constate une lutte continue de la part de la nation canadienne-française pour une plus grande mesure d'autonomie et pour l'accroissement des pouvoirs du gouvernement québécois. Sur le plan historique, l'indépendance veut tout simplement dire la plénitude de l'autonomie, la transformation du gouvernement "provincial" en un gouvernement authentiquement national. Bref, l'indépendance de l'Etat québécois est l'aboutissement logique de toute l'histoire du Canada français.

L'indépendance correspond aux besoins de la nation canadienne-française

L'indépendance donne à la nation canadienne-française des moyens normaux d'épanouissement. Elle accorde, par exemple, une entière liberté d'action au gouvernement québécois et lui confie en retour une responsabilité totale. Ainsi, le peuple du Québec peut enfin s'identifier à son gouvernement, ce qui est un des principes fondamentaux de la démocratie. Par l'intermédiaire de son Etat souverain, la nation canadienne-française peut désormais s'autodéterminer, se façonner elle-même par des lois et des institutions qui ne dépendent que d'elle.

Ainsi la souveraineté permet au gouvernement du Québec de s'acquitter pleinement de son rôle national, notamment en ce qui a trait au domaine économique. Avec l'indépendance, le gouvernement québécois acquiert le contrôle des grands leviers économiques et peut effectuer une planification qui servira les intérêts de la population.

En outre, l'indépendance politique abolit le rapport majorité-minorité, sur le plan institutionnel, pour établir à la place un rapport d'égalité entre le Canada français et le Canada anglais. Elle met ainsi fin à la longue hostilité entre les deux peuples et permet d'envisager une véritable "bonne entente".

Sur le plan constitutionnel, l'indépendance règle le problème du partage des pouvoirs en les remettant en entier à l'Etat du Québec. Du fait elle confie au peuple québécois son propre avenir, tout en dégageant le Canada anglais des entraves que lui impose actuellement la présence du Québec.

Enfin, la souveraineté nationale confère enfin à l'Etat du Québec un statut international grâce auquel il peut jouer un rôle sur le plan mondial et traiter avec les autres Etats et les autres peuples selon ses intérêts.

Seule l'indépendance offre à la nation canadienne-française de sérieuses garanties pour l'avenir

Depuis que la Confédération existe, la nation canadienne-française a consacré une grande partie de ses énergies à lutter contre l'assimilation et contre la centralisation fédérale. Or un peuple ne peut pas s'épanouir en vivant continuellement sur la défensive. Il importe donc que le problème constitutionnel soit réglé de façon stable et définitive, et que les futures générations québécoises n'aient plus à reprendre indéfiniment les luttes de leurs prédécesseurs.

Dans cette optique, l'indépendance du Québec est la seule formule qui règle une fois pour toutes le problème de la coexistence des deux nations, parce qu'elle le règle à la base, et pour l'avenir aussi bien que dans l'immédiat. De plus, une fois l'indépendance acquise, les québécois pourront enfin concentrer leurs efforts en vue de la solution des problèmes internes de leur société.

Par contre, tout système fédératif nouveau ou rénové ne pourrait au mieux qu'établir un équilibre provisoire entre deux forces qui resteraient inégales. De telles formules risqueraient fort de préparer d'autres conflits et d'autres luttes du genre qui a déjà marqué toute notre histoire. Avec l'indépendance, tout conflit qui opposerait le Québec et le Canada serait situé sur le plan international entre deux peuples égaux devant le monde, au lieu d'être une simple "crise interne" entre le plus faible et le plus fort.

L'indépendance offre plus que toute autre formule

La propagande adverse a souvent tenté de présenter l'indépendance comme une proposition essentiellement négative qui se fonderait uniquement sur un sentiment d'hostilité envers la population anglo-saxonne. De même, les Canadiens-anglais, en général, ont voulu y voir une simple attitude de vengeance à leur égard, dont ils se sont efforcés de faire un épouvantail. De telles réactions sont purement émotives et ne tiennent pas compte de la logique ni de la réalité.

En fait, l'indépendance permet tout ce que permet toute autre formule, alors qu'aucune autre formule ne permet tout ce que permet l'indépendance.

On parle souvent avec emphase des "intérêts communs" entre le Québec et le Canada, sans toutefois préciser la nature ni la portée de ces intérêts. On oublie trop souvent, par exemple que si, sur le plan économique, le Canada représente un certain marché pour certaines productions québécoises, le Québec représente un marché beaucoup plus important pour le reste du Canada. Les domaines des produits alimentaires et des articles manufacturés en général l'illustrent éloquemment.

De toute façon il est évident que dans la mesure où il existe des intérêts communs entre le Québec et le Canada anglais, la transformation du statut politique et constitutionnel du Québec ne changerait rien à cette communauté d'intérêts. La coopération économique, les ententes et les échanges de toutes sortes ne deviennent pas impossibles du simple fait de l'indépendance du Québec. Bien au contraire, c'est dans la mesure où ils possèdent leur souveraineté politique que les Etats, de nos jours, contractent entre eux des ententes valables et stables qui reposent sur des intérêts communs et non pas sur l'imposition au plus faible des volontés du plus fort.

L'opposition irréductible de certains milieux canadiens-anglais à l'idée même d'un Québec indépendant, leur violent refus d'examiner une telle option, indiquent simplement que la situation actuelle leur semble favoriser leurs intérêts particuliers au détriment des intérêts nationaux du Québec. C'est une attitude colonialiste typique.

Pour les indépendantistes lucides, l'indépendance signifie non seulement l'épanouissement de la nation québécoise mais aussi la possibilité de rapports harmonieux avec le Canada anglais grâce à un sentiment d'égalité réelle que les Canadiens-français n'éprouveront jamais profondément tant que le Québec ne sera pas souverain.

Il importe de souligner ici que contrairement à ce que la propagande de leurs adversaires a voulu faire croire, les indépendantistes ne voient pas dans la solution qu'ils proposent une panacée. L'indépendance ne résoudra entièrement que le problème constitutionnel. Par ailleurs, la plupart de nos grands problèmes nationaux ne peuvent trouver de solution valable sans l'indépendance nationale. Autrement dit, l'indépendance n'est qu'un moyen... mais un moyen essentiel.

Au terme de la présente étude, le RIN réitère que seule l'indépendance du Québec peut satisfaire aux conditions nécessaires au plein épanouissement de la nation canadienne-française.

L'accession du Québec à l'indépendance doit être le résultat de la volonté de la majorité du peuple québécois. Dès que le peuple du Québec aura choisi cette solution, rien ne pourra plus l'arrêter.

Le RIN invite donc le Comité parlementaire de la constitution à demander au Parlement du Québec de se prononcer en faveur de l'indépendance nationale et de s'engager officiellement à la réaliser.

D'autre part, le RIN estime que dans l'intérêt du peuple québécois, l'indépendance peut et doit être préparée dès maintenant par diverses mesures. En conséquence, le RIN invite aussi le Comité à soumettre au Parlement du Québec les recommandations suivantes:

- 1^e Que le gouvernement du Québec entreprenne la formation des cadres et de toutes les compétences dont la nation aura besoin, non seulement dans les domaines où s'exerce actuellement la juridiction provinciale mais dans tous les domaines de juridiction des Etats souverains.
- 2^e Que le gouvernement du Québec s'efforce de récupérer la totalité du pouvoir fiscal et proclame le principe que tous les impôts des Québécois doivent être versés à l'Etat québécois.
- 3^e Que le gouvernement du Québec envoie dès maintenant une délégation d'observateurs à l'ONU et maintienne des contacts continuels avec les grands pays du monde et les principaux organismes internationaux, notamment le Marché Commun Européen et la Communauté française.

- 4e Que le gouvernement du Québec s'engage résolument dans la voie de la libération économique, notamment en plaçant sous le contrôle de l'Etat les services publics à caractère de monopole, en diversifiant l'origine des capitaux étrangers et des emprunts de l'Etat à l'étranger et en instaurant un système de planification économique à l'échelon national.
- 5e Que le gouvernement du Québec instaure l'unilinguisme officiel sur le territoire national. Le français, seule langue officiellement reconnue et employée par l'Etat deviendra en conséquence nécessaire dans la vie courante. Des spécialistes employés par l'Etat devront, à cette fin, prévoir les étapes nécessaires au passage du bilinguisme actuel à l'unilinguisme généralisé.
- 6e Que le gouvernement du Québec assume entièrement l'administration de la justice et la direction de la police en territoire québécois, et que la Gendarmerie fédérale y soit remplacée par la Sûreté nationale québécoise.
- 7e Que le gouvernement du Québec assume la direction des forces armées en territoire québécois.
- 8e Que le gouvernement du Québec supprime sur le territoire national les symboles du colonialisme: noms de villes et de rues, monuments, cérémonies de caractère britannique, etc.

Convaincu que l'indépendance politique est indispensable à la solution du problème constitutionnel du Québec et à l'épanouissement de la nation canadienne-française, le RIN est résolu à poursuivre jusqu'au bout la lutte qu'il mène depuis quatre ans. Le RIN invite tous les partis et tous les citoyens à participer à cette entreprise de libération nationale.

Considérant que la création du Comité de la constitution, par le Parlement du Québec, est une initiative d'intérêt national qui peut contribuer à amener le peuple québécois à prendre conscience de sa situation et à chercher les moyens de se libérer, le Rassemblement pour l'Indépendance Nationale soumet le présent mémoire au dit comité. Le RIN entend ainsi exposer son point de vue non seulement au Comité mais aussi au Parlement du Québec et à la nation entière.

La nation canadienne-française

La communauté française d'Amérique du nord, établie depuis quatre siècles sur le territoire de l'actuelle province de Québec, constitue une nation au même titre que toutes les autres nations du monde. Cette nation possède en effet son histoire, sa culture, son territoire, des institutions qui lui sont propres, une forte homogénéité ethnique et religieuse, et un dynamisme particulier.

Dès les débuts de son histoire, la société de la Nouvelle-France s'est différenciée de la métropole, au point qu'on pouvait y déceler la naissance d'un authentique sentiment national. La conquête britannique a brusquement interrompu l'évolution normale de cette société, privant le peuple canadien-français du pouvoir politique et économique. Mais malgré cet "arrêt de mort" le sentiment national ne s'est jamais éteint chez le peuple canadien-français qui aujourd'hui plus que jamais lutte pour conquérir la maîtrise de son destin.

Une des principales caractéristiques de cette nation canadienne-française, surtout par rapport au contexte nord-américain, est qu'elle constitue un des principaux pays français au monde, et appartient ainsi à une des grandes cultures universelles de notre époque.

La nation canadienne-française occupe le territoire de l'actuelle "province de Québec". C'est là seulement que les Canadiens-français sont vraiment chez eux parce qu'ils constituent la très forte majorité et contrôlent leur Etat. Les diverses minorités françaises en Amérique doivent être considérées comme des prolongements de la nation québécoise, dont le sort dépend de celui de la métropole. C'est au Québec que se joue le destin de la culture française sur le continent nord-américain.

Au Québec, la nation canadienne-française possède des institutions qui lui sont propres, soit par leur nature, leur forme ou leur fonction. Ainsi le gouvernement du Québec, bien que "provincial" est en fait un gouvernement national. La situation des partis politiques, au Québec, est foncièrement différente de celle qui existe dans le reste du Canada. Nombre d'organismes et de mouvements, au Québec, ont un caractère nettement national: coopératives, caisses populaires, organisations professionnelles, sociétés Saint-Jean-Baptiste, etc.

A ces diverses caractéristiques nationales vient s'ajouter, dans le cas du Québec, une très forte homogénéité ethnique et religieuse qui contribue à accentuer la personnalité de la société québécoise en Amérique du Nord.

Enfin, les grandes préoccupations actuelles de la société québécoise, en voie de transformation, ne correspondent pas à celles des pays voisins. Devant des problèmes qui lui sont propres, le Québec fait preuve actuellement d'un dynamisme qui le différencie du contexte qui l'entoure.

La seule façon réaliste et logique d'envisager le problème constitutionnel qui se pose au Québec est donc de partir du principe qu'il existe une nation québécoise dont il y a lieu de définir les besoins en vue de son épanouissement.

L'Etat québécois

L'Etat québécois est l'expression politique de la nation canadienne-française, son principal instrument d'organisation de la vie nationale, son principal moyen d'action collective.

Cependant, les pouvoirs et les capacités de cet Etat sont extrêmement limités, tant dans les faits que dans le contexte constitutionnel.

Le gouvernement du Québec, en effet, n'a que des revenus fiscaux très restreints, la majeure partie des impôts allant au gouvernement d'Ottawa. Cette situation est aggravée du fait que les pouvoirs constitutionnels réduits de l'Etat québécois l'entravent dans ses relations avec l'étranger où il a du mal à trouver l'appui financier diversifié dont il aurait besoin. De plus, le système politique actuel, par la caisse électorale, contribue à maintenir le gouvernement dans une situation de dépendance envers la haute finance et la grande entreprise étrangère.

Le British North America Act n'accorde, au surplus, que des pouvoirs d'importance secondaire au gouvernement québécois, réservant au gouvernement fédéral les pouvoirs les plus importants. En résumé, le gouvernement du Québec, gouvernement national des Canadiens-français, n'a sur son propre territoire le contrôle d'aucun des grands domaines dans lesquels un Etat moderne exerce sa juridiction. A cet égard, la Confédération canadienne fournit un excellent exemple de colonialisme.

Cette situation est d'autant plus grave que de nos jours le rôle de l'Etat prend une importance croissante dans la vie des nations. Aussi, dans la mesure où il veut agir le gouvernement du Québec se heurte sans cesse à la limitation de ses moyens financiers et de ses pouvoirs constitutionnels.

Le conflit Québec-Ottawa

Le conflit entre le Canada anglais et le Canada français est une constante de notre histoire. Il est la conséquence de l'existence de deux nations au Canada et il provient de la fausseté du régime existant.

De même que le gouvernement de Québec est le gouvernement national des Canadiens-français, le gouvernement d'Ottawa est celui de la population canadienne-anglaise qui entend le mettre au service de ses aspirations. Or en voulant faire du gouvernement d'Ottawa un gouvernement supra-national on perpétue le rapport majorité-minorité et l'hostilité entre les deux peuples.

Le gouvernement d'Ottawa suit naturellement trois tendances: augmentation de ses revenus, augmentation de ses pouvoirs et centralisation. Ces trois tendances sont inacceptables pour le Canada français dont elles enrayent l'épanouissement, quand elles ne menacent pas son existence.

De son côté, le gouvernement du Québec a besoin de plus en plus de revenus. Il doit aussi augmenter ses pouvoirs et les centraliser, pour jouer le rôle que la population attend de lui.

En conséquence, les deux gouvernements, de Québec et d'Ottawa, sont en perpétuelle rivalité et ce conflit ne pourra aller qu'en s'aggravant tant que demeurera la structure constitutionnelle actuelle.

Les besoins du Canada français

Pour s'épanouir, la nation canadienne-française doit satisfaire certains besoins universels, qui sont ceux de tous les peuples du monde, et des besoins particuliers qui découlent de son histoire et de sa situation actuelle.

Sur le plan interne, la nation canadienne-française aspire à se gouverner elle-même. Sur le plan externe, il lui faut pouvoir

coopérer librement avec les autres nations du monde, selon ses intérêts. Ainsi se rejoignent un nationalisme et un internationalisme qui, loin de s'opposer, se prolongent et se complètent.

Dans le domaine politique, le gouvernement québécois doit pouvoir adopter et appliquer toutes les lois qui serviront les intérêts de la nation.

Dans le domaine économique, le gouvernement du Québec doit détenir tous les pouvoirs que la population consent à confier à l'Etat. Il doit notamment avoir la maîtrise des grands leviers de l'économie nationale afin de pouvoir effectuer une planification démocratique.

Dans le domaine social, le gouvernement du Québec doit avoir le contrôle des activités et des institutions qui définissent la société et permettent l'organisation de la vie collective.

Dans le domaine culturel, le gouvernement québécois doit pouvoir protéger, transmettre et développer la culture nationale et il doit être le seul gouvernement à avoir des pouvoirs dans ce domaine.

C'est seulement lorsqu'il détient la plénitude des pouvoirs dans ces divers domaines que l'Etat national peut en partager certains avec d'autres Etats ou avec des organismes internationaux.

Justement, il importe que la nation canadienne-française sorte de son isolement pour traiter désormais avec les autres nations du monde. L'Etat québécois doit donc se faire reconnaître sur la scène internationale. Il doit avoir le contrôle de sa défense nationale et de son commerce extérieur.

La communauté canadienne-française, en effet, ne pourra s'épanouir qu'en s'ouvrant sur le monde et en participant aux grands courants politiques, économiques et sociaux de notre époque.

Les options possibles

Il est généralement reconnu que la situation constitutionnelle actuelle est insatisfaisante et ne correspond pas aux besoins présents de la nation québécoise.

Il s'agit donc de trouver une solution qui se fonde sur les intérêts et les besoins de la nation québécoise, qui tienne compte de l'avenir comme du présent et qui offre au Québec un maximum de garanties.

Dans cette perspective, le statu quo étant inacceptable, il se présente tout d'abord la possibilité d'une "refonte" ou "réforme" de la constitution actuelle. Cette formule ne reconnaît pas le caractère national de la communauté canadienne-française et maintient le rapport majorité-minorité. Elle ne tient pas compte des tendances historiques des deux nations et au lieu d'offrir des garanties pour l'avenir laisse prévoir au contraire le prolongement du conflit actuel. Enfin, elle suppose une acceptation tout à fait hypothétique de la part du Canada anglais. En fait, le projet de réforme constitutionnelle n'est généralement exposé qu'en des termes très vagues et ne représente qu'un statu quo déguisé.

Certains fédéralistes, par ailleurs, proposent l'abolition de la constitution canadienne actuelle et son remplacement par une nouvelle formule fédérative où les deux nations seraient consensément sur un pied d'égalité. Ce projet, cependant, consacrerait le principe colonialiste selon lequel le destin du peuple québécois doit être institutionnellement lié à celui du Canada anglais. De plus, une nouvelle confédération poserait encore le grave problème de l'Etat central. Ou bien cet Etat serait dominé par la majorité et le peuple québécois demeurerait dans sa situation actuelle de minorité, ou bien les deux nations auraient un poids égal et le régime deviendrait instable du fait de la paralysie de l'Etat central. D'ailleurs, le projet d'une nouvelle confédération est loin d'être envisagé par le Canada anglais et il risque fort d'être rejeté également par le peuple québécois du fait qu'il met en cause la base même du régime, c'est à dire la conquête britannique.

La refonte de la constitution et le projet d'une nouvelle confédération sont donc des formules irréalistes et insatisfaisantes, qu'il y a lieu de rejeter. Mais il reste une autre option.

La souveraineté nationale

Le RIN propose comme seule solution complète et définitive au problème politique et constitutionnel du Canada français l'instauration de la souveraineté nationale, c'est-à-dire l'indépendance du Québec.

L'indépendance, en effet, s'intègre à l'évolution historique du Canada français. Elle veut dire, tout simplement, la plénitude de l'autonomie, la transformation du gouvernement "provincial" en un gouvernement authentiquement national. En ce sens, elle constitue l'aboutissement logique de toutes nos luttes historiques.

L'indépendance satisfait aux besoins actuels de la nation canadienne-française. Elle donne enfin une entière liberté d'action au gouvernement québécois et lui confie en retour une responsabilité totale, de sorte que le peuple du Québec peut s'identifier à son gouvernement.

Dans le domaine économique, l'indépendance accorde au gouvernement du Québec le contrôle des grands leviers de l'économie nationale et lui permet d'effectuer une planification au service de la population.

Sur le plan des institutions politiques, l'indépendance abolit le rapport majorité-minorité et établit un rapport d'égalité entre le Canada français et le Canada anglais. De plus, elle confère à l'Etat du Québec un statut international et lui permet de traiter avec les autres Etats du monde, selon ses intérêts.

Pour ce qui est de l'avenir, seule l'indépendance offre de sérieuses garanties à la nation canadienne-française. Un peuple ne peut pas s'épanouir en vivant continuellement sur la défensive. L'indépendance règle à la base le problème des relations entre les deux peuples. Ainsi les futures générations québécoises n'auront plus à reprendre les luttes de leurs prédécesseurs.

Enfin, l'indépendance a l'énorme mérite de permettre tout ce que permettent les autres formules, tandis qu'aucune autre formule ne permet tout ce que permet l'indépendance. Dans la mesure où il

existe des intérêts communs entre le Québec et le Canada anglais, ces intérêts demeureront quoi qu'il advienne et la politique du Québec libre pourra en tenir compte. Par ailleurs, les ententes et les échanges de toutes sortes entre le Québec et la Canada, avec l'indépendance, seront fondés non pas sur la volonté du plus fort mais sur la libre acceptation des deux parties, ce qui fera leur valeur.

Pour le RIN, l'indépendance ne représente pas la solution "magique" de tous les problèmes du Canada français, mais un préalable à la solution de ces problèmes. Elle n'est pas une fin mais un moyen... un moyen essentiel.

Recommandations

Réitérant que l'indépendance du Québec est indispensable à l'épanouissement de la nation canadienne-française, le RIN invite le Comité parlementaire de la constitution à demander au Parlement du Québec de se prononcer en faveur de l'indépendance nationale.

Le RIN croit aussi que l'indépendance peut et doit être préparée par diverses mesures, qu'il invite le Comité à recommander au Parlement:

- 1 - la formation de cadres et de compétences dans tous les domaines de juridiction des Etats souverains;
- 2 - la récupération de la totalité du pouvoir fiscal
- 3 - l'envoi de délégations du Québec à l'OINU et l'établissement de contacts permanents entre le Québec et les grands pays du monde ainsi que les principaux organismes internationaux;
- 4 - l'établissement de contrôles de l'Etat sur les services publics à caractère de monopole, la diversification des capitaux étrangers et la planification économique;
- 5 - l'instauration de l'unilinguisme français officiel au Québec;

- 6 - la prise en charge par le gouvernement du Québec de l'administration de la justice et de la police; le retrait de la Gendarmerie fédéral;
- 7 - la prise en charge par le gouvernement du Québec de la direction des forces armées en territoire québécois;
- 8 - la suppression des symboles du colonialisme.

Le DIN réaffirme son intention de lutter jusqu'au bout pour l'indépendance du Québec et invite tous les partis et tous les citoyens à participer à cette entreprise de libération nationale.

Avril 1964

215

NOTES

- 1 - Aux fins du présent mémoire, on utilisera le terme "constitution" pour désigner le British North America Act, bien qu'en l'occurrence ce terme puisse être considéré abusif étant donné que par "constitution" on entend généralement "la loi fondamentale" que se donne une nation pour définir ses institutions politiques. Il est évident que le British North America Act ne satisfait pas à cette définition.
 - 2 - La notion pourtant fondamentale de "nation" est précisément une de celles qui divisent le plus les Canadiens-français et les Canadiens-anglais. Pour les Anglais, la nation est plus un résultat qu'une donnée humaine: c'est en quelque sorte une création de l'Etat. Pour eux la nation est l'ensemble des populations soumises à l'autorité d'un même Etat et ils parlent de la nécessité de la formation d'une "Canadian Nation" parce qu'il existe un Etat canadien. Pour les Français, au contraire, c'est l'Etat qui procède de la nation. L'Etat est simplement l'organe que se donne une nation pour s'administrer et son rôle est de réaliser les volontés de la nation. Cette distinction est primordiale et elle illustre deux conceptions politiques bien différentes.
 - 3 - C'est exactement l'expression qu'emploie l'historien Guy Frégault, dans son excellent ouvrage: La guerre de la conquête (Fides - Montréal-Paris - 1955).
 - 4 - Sur le plan international, la démocratie exige que chaque nation puisse se gouverner elle-même et façonner son destin: c'est le principe de l'autodétermination des peuples.
 - 5 - Il y aura lieu aussi de prévoir des mesures spéciales dans le cas des populations indiennes et esquimaudes du Québec, en consultation avec ces populations.
-

Annexe - RENSEIGNEMENTS SUR LE RIN

Le Rassemblement pour l'Indépendance Nationale (RIN) est un parti politique qui a pour but d'instaurer au Québec une république indépendante, par des moyens légitimes et démocratiques. Sur le plan juridique, le RIN est donc dans la même situation que les autres partis politiques québécois.

Le siège social du RIN est au Secrétariat général du RIN, 6908, Deuxième Avenue, Rosemont, Montréal.

Le comité exécutif du RIN se compose des personnes suivantes:

M^{re} Guy Pouliot, président général

M. Marc Girard, vice-président général

M. André d'Allemagne, vice-président général

M. Jean Garon, directeur

M. Pierre Renaud, directeur

Le soin de rédiger et de présenter le présent mémoire a été confié au comité exécutif du RIN, par une résolution du conseil central, qui constitue la plus haute autorité du parti, entre les assemblées générales du RIN. Le plan du mémoire a été soumis au conseil central qui l'a approuvé. Le mémoire, sous sa forme définitive, a été ultérieurement soumis au comité exécutif qui l'a approuvé.

<u>Préambule.....</u>	page 1
-----------------------	--------

Le statut du Comité
La composition du CCF

<u>Chapitre I - Le Comité.....</u>	page 4
------------------------------------	--------

Initiative
Unité culturelle
Le territoire
Les institutions
L'héritage culturel
L'unité religieuse
Le système éducatif

<u>Chapitre II - La Démocratie.....</u>	page 13
---	---------

Dans les faits
Dans le concept constitutionnel

<u>Chapitre III - Le Comité.....</u>	page 18
--------------------------------------	---------

<u>Chapitre IV - Le Comité.....</u>	page 20
-------------------------------------	---------

La démocratie
La participation

<u>Chapitre V - Le Comité.....</u>	page 25
------------------------------------	---------

Une réforme de la constitution
Une nouvelle formule électorale

<u>Chapitre VI - Le Comité.....</u>	page 29
-------------------------------------	---------

<u>Chapitre VII - Le Comité.....</u>	page 33
--------------------------------------	---------

Résumé et conclusions.....page 35

Notes..... page 44

Annexe: renseignements sur le RIN.....page 45

APPENDIX VI

Programme politique du RIN - 1962



R.I.N.

RASSEMBLEMENT POUR L'INDEPENDANCE NATIONALE

PROGRAMME POLITIQUE 1962

PROGRAMME POLITIQUE

Dans son programme le RIN a tenté de dégager les grandes lignes du genre d'Etat qu'il voudrait réaliser au Québec libre en s'en tenant aux principes. Certaines des propositions pourraient être réalisées dès maintenant, avant l'indépendance; d'autres pourront l'être peu après; d'autres enfin ne pourront être mises en vigueur que par étapes échelonnées sur plusieurs années.

Les résolutions qui suivent serviront de base à l'élaboration d'un programme politique plus précis et plus complet, d'ici les prochaines élections provinciales auxquelles le RIN participera.

DOMAINE CULTUREL

La nation est essentiellement une communauté historique et culturelle. Elle est pluraliste par ses éléments ethniques, sociaux, politiques et religieux, qui s'allient dans une culture commune à laquelle doivent s'assimiler les apports nouveaux.

C'est par leur culture et leur histoire que les Canadiens-français sont différents des Canadiens anglais et de tous les autres peuples du monde. Cette différence est plus importante que les ressemblances, provenant de facteurs économiques et matériels qui d'ailleurs sont sujets à de continuelles transformations.

L'option qui se présente au peuple canadien-français est donc la suivante:

- ou bien abolir le divorce entre une culture et une réalité quotidienne qui ne correspondent pas et alors s'assimiler le plus promptement possible au monde anglo-saxon d'Amérique afin de tirer le maximum d'avantages de cette nouvelle situation;
- ou bien conserver sa culture et sa langue, mais à condition d'en faire des réalités vivantes et des instruments d'épanouissement de la personne, c'est-à-dire en faisant du Québec un Etat authentiquement français.

Ce sont là en effet les deux seules voies possibles. Toute autre solution ne peut être que transitoire et aboutit inévitablement à l'une ou l'autre de ces deux situations. Le R.I.N. a choisi la deuxième solution: conserver notre et notre langue en en faisant des réalités vivantes; le R.I.N. préconise donc la mesure suivante qui est à la racine même de notre volonté d'indépendance:

LA SEULE LANGUE OFFICIELLE DE L'ETAT DU QUEBEC
SERA LE FRANCAIS.

Mais la langue n'est que le véhicule et le reflet d'une culture. La tragédie de la langue française au Québec réside précisément en ceci qu'elle est en voie de devenir le véhicule de la culture anglo-américaine. Il ne faut pas chercher ailleurs la principale raison de la dégradation de notre langue. Nous ne voulons pas seulement parler français, nous voulons restaurer chez nous une culture authentiquement française et nationale qui au lieu de nous isoler nous permettra de participer activement à la culture française à travers le monde.

Afin d'atteindre ces objectifs, le R.I.N. préconise les mesures suivantes qui ont trait à l'instruction publique, l'épanouissement, la diffusion et la décentralisation de la culture:

AU QUEBEC LIBRE, L'INSTRUCTION SERA GRATUITE A
TOUS LES NIVEAUX.

Il ne suffit pas que l'instruction soit gratuite pour qu'elle soit accessible à tous. Il faudra aussi que l'Etat prenne les mesures nécessaires pour permettre à chaque citoyen de s'instruire selon ses talents et ses capacités, plutôt que selon ses moyens financiers.

De plus, pour que la nation profite pleinement des talents de tous les citoyens, et pour que chaque citoyen puisse atteindre son plein épanouissement humain, le R.I.N. préconise:

L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE GRATUITE SERA INTÉGRÉE À TOUT LE SYSTÈME D'INSTRUCTION.

DANS LE CADRE DE SON PROGRAMME D'ÉDUCATION DES ADULTES, L'ÉTAT DEVRA ASSURER, PAR VOIE DE SÉLECTION, LA FORMATION DES TECHNICIENS ET DES SPECIALISTES DONT LE PAYS AURA BESOIN.

Pour que toutes les mesures relatives à l'instruction publique soient pleinement efficaces, il est nécessaire qu'elles soient coordonnées. L'instrument normal d'une telle coordination est un ministère de l'éducation nationale. Certes il est compréhensible que sous le régime actuel où le pouvoir public, ainsi que l'a récemment expliqué notre premier ministre, est soumis à des pressions et à des influences extérieures, on continue à se méfier de la participation de l'Etat dans le domaine de l'instruction publique. Cependant, au Québec libre, où nous serons dotés d'un gouvernement vraiment démocratique, c'est-à-dire soumis aux volontés de la nation, une telle méfiance tombera d'elle-même n'ayant plus sa raison d'être. En conséquence le R.I.N. prétend que:

L'ORGANISATION ET LE FONCTIONNEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE DOIVENT RELEVER D'UN MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE.

Ce ministère sera d'ailleurs l'instrument indispensable à la politique de revalorisation de l'enseignement, politique vigoureusement préconisée, mais mollement appliquée par les autorités actuelles. Ainsi le ministère de l'éducation nationale devra procéder à l'uniformisation et à la coordination des programmes et des manuels, des qualités exigées des professeurs et de leurs traitements. Ces mesures, en permettant aux citoyens des diverses régions du pays de bénéficier d'un enseignement de même valeur, amorceront un programme de décentralisation culturelle. C'est dans cet ordre d'idées que se situent nos prochaines résolutions:

L'ÉTAT MULTIPLIERA, A TRAVERS LE PAYS LES CENTRES D'ART, BIBLIOTHEQUES, THÉÂTRES ET MUSÉES ET AIDERA FINANCIÈREMENT LES INSTITUTIONS QUI PARTICIPERONT À SON PROGRAMME DE DÉCENTRALISATION CULTURELLE.

Parmi les tâches du ministère de l'éducation nationale se trouvera celle d'offrir aux parents la possibilité de faire instruire leurs enfants selon leurs croyances religieuses. L'Etat doit satisfaire au désir de la majorité de la population qui veut des écoles catholiques. Cependant les principes de la démocratie exigent de façon non moins impérieuses, chaque fois que la chose est possible que des parents qui

désirent des écoles d'autres confessions ou des écoles non confessionnelles puissent en obtenir. En démocratie, en effet, on doit tenir compte des intérêts des minorités nationales lorsqu'ils ne sont pas incompatibles avec ceux de la majorité. Ce n'est pas alors une question de nombre, mais de droit. En conséquence, nous proposons:

AU QUÉBEC LIBRE, L'ÉTAT DEVRA ASSURER AUX CITOYENS DES DIVERSES CONFESSIONS LES ÉCOLES QU'ILS DÉSIRENT. EN VERTU DU MÊME PRINCIPE DE RESPECT DES CROYANCES DES CITOYENS CEUX QUI DÉSIRERONT DES ÉCOLES NON CONFESSIONNELLES Y AURONT DROIT. POUR APPLIQUER UN TEL SYSTÈME, L'ÉTAT DEVRA ÉTABLIR LA VOLONTÉ DES PARENTS PAR VOIE DE RECENSEMENT OU AUTREMENT.

Une culture ne se crée pas artificiellement comme on a tenté de le faire dans le cas d'une prétendue culture canadienne. L'indépendance ne pourra que favoriser l'essor de notre culture sous toutes ses formes. Elle nous sortira de l'isolement dans lequel nous maintient notre situation actuelle qui nous prive de contacts directs avec les autres parties du monde. Nous proposons donc:

LE QUÉBEC LIBRE AURA DES ATTACHÉS CULTURELS AUPRÈS DE TOUS LES GRANDS PAYS DU MONDE ET PARTICULIÈREMENT DES PAYS DE LANGUE FRANÇAISE AINSI QUE DES ORGANISMES CULTURELS INTERNATIONAUX.

LE QUÉBEC LIBRE NÉGOCIERA DES ENTENTES FAVORISANT LES ÉCHANGES CULTURELS AVEC DIVERS PAYS, PRINCIPALEMENT CEUX DE LANGUE FRANÇAISE.

Parmi les mesures qui favorisent l'essor des arts et des lettres au Québec, nous préconisons, à titre d'exemple, la suivante:

AU QUÉBEC LIBRE, IL N'Y AURA AUCUNE TAXE NI IMPÔT SUR LES ACTIVITÉS DE NATURE CULTURELLE, CONTRAIREMENT À LA SITUATION ACTUELLE.

La radio et la télévision jouent un rôle croissant dans la vie des citoyens. Elles servent non seulement à leur divertissement, mais aussi à leur information et à leur éducation. L'Etat ne peut se désintéresser de ces puissants moyens d'épanouissement et de diffusion de la culture. Nous préconisons donc ce qui suit:

L'ÉTAT DU QUÉBEC ÉTABLIRA UN RÉSEAU NATIONAL DE RADIO-TÉLÉDIFFUSION ET UN ORGANISME RESPONSABLE, INDÉPENDANT DE LA POLITIQUE, SÉRA CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE DES RÉSEAUX ET DES POSTES PRIVÉS.

LE RÉSEAU NATIONAL DE L'ÉTAT DU QUÉBEC COLLABORERA AVEC LES RÉSEAUX INTERNATIONAUX DE RADIO-TÉLÉDIFFUSION.

DOMAINE ECONOMIQUE

Ainsi qu'on l'a souvent souligné, et nos adversaires eux-mêmes le reconnaissent, notre renaissance culturelle ne sera possible que si le peuple québécois acquiert le contrôle de son économie.

Dans le monde d'aujourd'hui, aucun peuple n'a intérêt à refuser l'apport de capitaux étrangers. Sans doute n'y en a-t-il pas un seul qui contrôle son économie à cent pour cent. Aussi, quand nous parlons du contrôle de l'économie du Québec par les Québécois, nous entendons ce contrôle relatif qui est nécessaire et suffisant pour assurer le plein épanouissement de la nation. Or, l'indépendance fournira à la nation québécoise un moyen efficace entre autres de conquérir progressivement la maîtrise de son économie: la planification.

Le gouvernement du Québec libre devra assumer pleinement ses responsabilités dans le domaine économique en élaborant une politique à portée non seulement technique mais aussi sociale. C'est dire que l'indépendance marquera la fin d'une ère, celle de l'anarchie, et le début d'une nouvelle, celle de la planification.

La planification, telle qu'elle sera conçue et réalisée par le gouvernement d'un Québec libre est l'unique moyen dont nous disposons pour instaurer au Québec une économie démocratique. Par économie démocratique, nous entendons celle qui fait passer le bien commun avant les intérêts particuliers.

Mais à quoi servirait de soustraire notre peuple à l'asservissement par des intérêts particuliers, qui sont chez nous en majorité des intérêts étrangers à notre culture, si c'était pour le soumettre aussitôt à l'asservissement par l'Etat. Il importe donc au plus haut point de préciser à quelles conditions la planification sera démocratique.

Les principaux objectifs et les grandes lignes du plan, définis par des experts, seront soumis à l'examen, à la discussion et à l'approbation des représentants du peuple. Le plan tiendra compte des exigences des individus quant au maintien et à l'amélioration de leur niveau de vie, autant que des besoins de la collectivité en fait d'équipement social et culturel. Il faudra enfin que la planification maintienne au minimum les contraintes de l'Etat, compte tenu de l'efficacité du plan; qu'elle évite la centralisation bureaucratique à outrance et la dictature des experts; qu'elle garantisse le plus possible la liberté des entreprises et des individus, et en particulier la liberté syndicale et le droit de grève. Nous proposons donc:

LE GOUVERNEMENT DU QUEBEC INSTITUERA UN PROGRAMME DE PLANIFICATION ECONOMIQUE FONDE SUR LES INTERETS DE TOUS LES ELEMENTS DE LA POPULATION. TOUS LES GROUPES ECONOMIQUES SERONT CONSULTES DANS LE PROCESSUS DE PLANIFICATION. ILS Y PARTICIPERONT PAR L'INTERMEDIAIRE D'UN CONSEIL D'ORIENTATION ECONOMIQUE COMPRENANT DES REPRESENTANTS DE LA CLASSE AGRICOLE, DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE DU TRAVAIL ET DES CONSOMMATEURS, SOUS L'EGIDE DES TECHNICIENS DU GOUVERNEMENT.

LES PLANS PROPOSES PAR LE CONSEIL D'ORIENTATION ECONOMIQUE ET PAR LES ORGANISMES DE PLANIFICATION ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT SERONT SOUMIS A L'ASSEMBLEE NATIONALE POUR DISCUSSION ET APPROBATION.

L'un des principaux objectifs de la planification sera l'abaissement des coûts de production de notre industrie. Dans le cadre d'une union douanière avec le Canada ou d'un rattachement éventuel au Marché commun ou à tout autre bloc commercial, nous ne pourrions nous permettre de nous laisser distancer en cette matière. Nos possibilités d'exporter des produits manufacturés seront en partie déterminées par notre capacité de les vendre à des prix inférieurs à ceux des pays concurrents. C'est un défi que notre industrie, avec l'aide de l'Etat, devra relever sous peine de périliter, en procédant à la transformation des entreprises familiales en entreprises publiques, à la concentration de la production et à la modernisation de l'équipement. Nous proposons donc :

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ÉTABLIRA UN INSTITUT DE RECHERCHES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES. CET INSTITUT INFORMERA RÉGULIÈREMENT LES HOMMES D'AFFAIRES ET LES ENTREPRENEURS DU QUÉBEC DE SES TRAVAUX, DANS LE BUT D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DES PRODUITS, D'AUGMENTER LA PRODUCTIVITÉ ET DE PROMOUVOIR LA MISE EN MARCHÉ. IL AIDERA AINSI L'INDUSTRIE PRIVÉE À METTRE AU POINT DES PRODUITS PROPRES À LA CONSOMMATION DOMESTIQUE ET À L'EXPORTATION.

L'INSTITUT DE RECHERCHES POURRA CONFIER UNE PARTIE DE SES TRAVAUX À DES CENTRES UNIVERSITAIRES SPÉCIALISÉS.

Parallèlement à la modernisation du secteur industriel, il faut réaliser celle, non moins importante, du secteur agricole. L'Etat devra favoriser la transformation d'une agriculture de type artisanal qui est la nôtre, en une agriculture de type industriel. Il est nécessaire qu'on en vienne à la concentration de la production agricole par l'agrandissement des fermes et leur mécanisation, et par la spécialisation agricole rationnelle. Il s'agit de décider si nous allons la laisser se faire tant bien que mal, au détriment de notre classe agricole et de notre prospérité, ou si nous allons la planifier.

On ne fait que commencer à voir les résultats de la politique de laisser-faire : nos fermiers ne gagnent pas leur vie, leurs enfants se désintéressent de la ferme, quantité de fermes sont abandonnées alors que nous importons de l'extérieur du Québec des produits de la ferme que nous pourrions cultiver ici, ou même, ce qui est encore plus ridicule, que nous cultivons déjà ici, sans que nos fermiers trouvent à les vendre. Il faut doter l'Etat du Québec d'un secteur agricole moderne, conçu rationnellement en fonction des besoins de l'Etat moderne que sera le Québec indépendant. Nous proposons donc :

DANS LE CADRE DE SON PROGRAMME DE PLANIFICATION, LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC LIBRE PROCÉDERA À LA MODERNISATION DE L'AGRICULTURE; EN OUTRE, LE QUÉBEC INDÉPENDANT DEVRA GARANTIR AUX CULTIVATEURS DU QUÉBEC LA CONSOMMATION QUÉBÉCOISE DE PRODUITS AGRICOLES QUAND CE SERA ÉCONOMIQUEMENT RÉALISABLE.

La formule coopérative a déjà rendu de grands services à la nation québécoise en lui permettant de garder ou de reprendre le contrôle de certains secteurs de l'économie. Aussi, nous proposons :

AFIN DE FAVORISER L'ESSOR DE L'ÉCONOMIE LOCALE, REGIONALE ET NATIONALE, L'ÉTAT SOUTIENDRA, PAR UNE AIDE ET UNE PROTECTION TOUTES PARTICULIÈRES, L'ÉTABLISSEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT DE COOPÉRATIVES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION.

Si les Québécois font leur indépendance au nom de principes démocratiques, il faut qu'ils soient logiques avec eux-mêmes. Il n'est pas démocratique que les services publics soient entre les mains d'intérêts privés. Ces entreprises ne comportent pas les risques pour lesquels les capitaux privés ont normalement droit à une rétribution. Elles imposent à la population des services dont elle ne peut se passer et pour lesquels elle ne peut faire appel à d'autres. Elles sont en fait des monopoles sur lesquels les citoyens n'ont aucune influence, contre lesquels ils n'ont aucun recours. Chez nous, ces monopoles ont un caractère particulièrement odieux du fait de la discrimination qui s'y exerce à l'endroit des nôtres. Il ne fait aucun doute qu'il faudra les nationaliser. Il faudra le faire graduellement, selon nos moyens, et en traitant avec justice les propriétaires actuels. La nationalisation des services publics soustraira les citoyens à la dictature de monopoles, tout en permettant aux nôtres d'y prendre la place qui leur revient.

AU QUÉBEC LIBRE, LES SERVICES PUBLICS À CARACTÈRE DE MONOPOLE DEVIENDRONT, AU FUR ET À MESURE DES POSSIBILITÉS PROPRIÉTÉS DE L'ÉTAT ET SERONT ADMINISTRÉS PAR LUI EN FONCTION DU BIEN COMMUN.

Si la nationalisation apporte de tels bienfaits, dira-t-on, pourquoi ne pas l'étendre à d'autres domaines? Il faudrait bien se garder de nationaliser à tort et à travers, car nous risquerions de fausser irréparablement le mécanisme de notre économie. Déléguons l'entreprise privée des services publics où elle n'a pas sa place et ne joue pas son rôle. Instituons un secteur mixte où les capitaux privés et l'Etat collaboreront. Dans tous les autres cas, il faut maintenir l'entreprise privée et faire en sorte qu'elle donne son plein rendement. Dans ces conditions, la planification ne saurait être qu'à l'avantage de l'entreprise privée elle-même.

Après l'indépendance comme avant, il faudra s'efforcer d'attirer chez nous des capitaux étrangers. Evidemment, ce qui incite des capitalistes à investir dans un pays donné, ce n'est aucunement que ce pays soit libre ou non, mais bien des considérations d'ordre purement économique. Aussi on ne peut raisonnablement considérer l'accession à l'indépendance comme un facteur propre à attirer ou à éloigner des capitaux étrangers. Ceux-ci viendront s'établir au Québec libre si le climat leur est favorable. En remplaçant le climat d'incertitude qui règne actuellement par le dynamisme d'une économie planifiée dans le sens indiqué plus haut, il sera d'autant plus facile d'inviter les capitalistes étrangers à investir chez nous. Par ailleurs, les rapports étroits que le Québec libre entretiendra avec les pays francophones seront de nature à attirer chez nous des capitaux en provenance de ces pays. Nous admettons que les capitaux étrangers auront un rôle important et fécond à jouer dans l'économie du Québec, mais nous n'acceptons pas pour autant que se perpétue le régime de colonialisme économique qui existe aujourd'hui. Nous proposons:

L'ÉTAT QUÉBÉCOIS DEVRA DÉFINIR CERTAINES CONDITIONS ET OBLIGATIONS AUQUELLES DEVRONT SE SOUMETTRE LES ENTREPRISES ÉTRANGÈRES QUI SONT ÉTABLIES ET QUI S'ÉTABLIRONT AU QUÉBEC, PARTICULIÈREMENT CELLES QUI EXPLOITENT ET QUI EXPLOITERONT LES RESSOURCES NATURELLES. PARMI CES CONDITIONS SE TROUVERA L'OBLIGATION POUR CES SOCIÉTÉS DE FAIRE APPEL À LA PARTICIPATION DES CAPITAUX LOCAUX, DE PRÉINVESTIR UNE PARTIE DE LEURS BÉNÉFICES DANS LE PAYS ET DE FAIRE UNE LARGE PLACE AUX ADMINISTRATEURS, AUX CADRES, AUX TECHNICIENS ET À LA MAIN-D'ŒUVRE DU PAYS.

Les capitaux étrangers auront un rôle important à jouer au Québec, mais il faudra que les capitaux nationaux prennent une part de plus en plus grande à la vie économique du pays. L'État encouragera l'épargne nationale et la canaliserà dans le sens des intérêts de la nation. Il facilitera aux Québécois une plus grande participation au développement de leur pays et diminuera d'autant l'emprise des capitaux étrangers. De plus, il exercera l'une des prérogatives de tout État libre, qui lui est refusée par la Confédération, de la façon suivante:

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC LIBRE ÉTABLIRA UNE LOTERIE NATIONALE DONT LES REVENUS SERVIRONT AU FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE.

DOMAINE SOCIAL

Les réformes économiques ne suffisent pas pour créer la société humaniste que nous envisageons; elles doivent se compléter par des mesures d'ordre social. En effet, dans les domaines culturel et économique, nos résolutions s'inspiraient du principe que la société doit s'efforcer d'offrir au citoyen les meilleures chances possibles d'épanouissement personnel. À notre époque de l'histoire, il existe certains droits fondamentaux que toute société moderne doit garantir à ses citoyens. Nous proposons donc:

AU QUÉBEC LIBRE, LES CITOYENS, QUELLE QUE SOIT LEUR ORIGINE, JOUIRONT DES DROITS CIVILS DÉMOCRATIQUES, SOIT: LE DROIT À LA VIE, LE DROIT À L'INTÉGRITÉ CORPORELLE, LE DROIT À LA PROPRIÉTÉ, LE DROIT À L'INSTRUCTION, LE DROIT DE PAROLE Y COMPRIS LA LIBERTÉ DE PRESSE, LA LIBERTÉ POLITIQUE QUI PERMET À TOUT CITOYEN DE PRENDRE PART AUX AFFAIRES PUBLIQUES DE SON PAYS, LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE ET DE RELIGION, LA LIBERTÉ PERSONNELLE QUI SIGNIFIE LE DROIT POUR CHAQUE CITOYEN DE N'ÊTRE ARRÊTÉ OU DÉTENU QUE DANS LES CAS ET SELON LES FORMES PRÉVUES PAR LA LOI, LA LIBERTÉ DU TRAVAIL QUI EST LE DROIT POUR CHAQUE CITOYEN DE CHOISIR ET D'EXERCER LE GENRE DE TRAVAIL QUI LUI CONVIENT LE MEUX, LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION, LA LIBERTÉ DE RÉUNION QUI EST LE DROIT DE MANIFESTER PUBLIQUEMENT POURVU QUE L'ORDRE PUBLIC N'EN SOIT PAS TROUBLÉ. LE QUÉBEC LIBRE RECONNAÎTRA AUSSI LE DROIT À L'OBJECTION DE CONSCIENCE.

Le statut de la femme au Québec a fait l'objet de bien des doléances, projets et bonnes intentions, mais on tarde encore à lui reconnaître l'égalité véritable avec le statut de l'homme comme l'ont fait tous les pays modernes. Pour ne prendre qu'un exemple, est-il conforme à la dignité humaine et à la démocratie véritable qu'une institutrice touche un traitement inférieur à celui d'un instituteur pour prodiguer le même enseignement? Nous proposons donc ce qui suit:

AU QUÉBEC LIBRE, LA FEMME DU POINT DE VUE JURIDIQUE SERA L'ÉGALE DE L'HOMME; ELLE AURA TOUS LES DROITS CIVILS ET POLITIQUES DU CITOYEN. PAR CONSÉQUENT, ELLE AURA ACCÈS À TOUTES LES CARRIÈRES ET, POUR LE MÊME TRAVAIL, ELLE RECEVRA LE MÊME SALAIRE QUE L'HOMME.

La famille est la cellule première de la société, c'est en son sein que l'individu prend son essor, elle le marque pour la vie. En se préoccupant du sort de la famille, l'Etat prend soin de son bien le plus précieux: les personnes qui la composent; il participe à la formation des citoyens de demain. Nous préconisons donc pour le Québec libre une politique familiale s'inspirant de ce qui suit:

L'ÉTAT DOIT ASSURER À LA FAMILLE UN NIVEAU DE VIE CONFORME AUX EXIGENCES DE LA DIGNITÉ HUMAINE PAR DES MESURES DE SÉCURITÉ SOCIALE, TELLES QUE LES ALLOCATIONS FAMILIALES À TAUX CROISSANT, LES SOINS MÉDICAUX GRATUITS À LA NAISSANCE DE CHAQUE ENFANT, LA GRATUITÉ DE L'ENSEIGNEMENT ET L'AIDE À L'HABITATION FAMILIALE.

Dans le même esprit, la première préoccupation de l'Etat devant être la dignité de l'homme, il est impérieux de prévoir la réhabilitation ou la réintégration sociale de tous les individus qui jusqu'ici ont été trop souvent tenus à l'écart de la société. Plutôt que de parquer ces infortunés dans des asiles ou dans des prisons, l'Etat devra mettre en oeuvre une politique de réintégration sociale qui devra reposer sur la compréhension de tous les citoyens. Afin d'illustrer ici notre pensée, il nous semble opportun de souligner certaines mesures qui s'imposent:

LES PRINCIPES DU DROIT PÉNAL DOIVENT REPOSER SUR LA NECESSITÉ DE PROTECTION DE LA SOCIÉTÉ ET DE LA RÉHABILITATION DE L'INDIVIDU ET NON PAS SUR LE CONCEPT ÉRIMÉ DE LA PUNITION. EN CONSÉQUENCE, LE SYSTÈME PÉNITENTIAIRE DOIT ÊTRE COMPLÈTEMENT RÉFORMÉ ET REMPLACÉ PAR UN SYSTÈME DE RÉÉDUCATION SOCIALE. DE PLUS, LES PEINES CORPORELLES AINSI QUE LES MÉTHODES D'AFFAIBLISSEMENT DE CONSCIENCE OU DE DESTRUCTION DE LA RESISTANCE NERVEUSE DE L'INDIVIDU DOIVENT ÊTRE ENTIÈREMENT ABOLIES.

AU QUÉBEC LIBRE, LA PEINE DE MORT SERA ABOLIE.

L'ÉTAT DOIT ASSURER AUX MALADES MENTAUX DES TRAITEMENTS CONFORMES AUX DONNÉES DE LA PSYCHIATRIE MODERNE, EN VUE DE LEUR RÉINTÉGRATION À LA SOCIÉTÉ. LES HÔPITAUX PSYCHIATRIQUES PARTICIPERONT À TOUT PLAN NATIONAL D'ASSURANCE-SANTÉ.

L'ÉTAT DOIT ASSURER AUX VIEILLARDS UN MODE DE VIE COMPATIBLE AVEC LES EXIGENCES DE LA DIGNITÉ HUMAINE ET CONFORME AU NIVEAU DE VIE GÉNÉRAL DE LA POPULATION.

Par ailleurs, le cadre dans lequel l'homme vit a d'importantes répercussions sur son comportement. Il ne suffit pas de prévoir la réintégration des inadaptés sociaux, mais il faut aussi faire en sorte que le milieu social favorise l'épanouissement de l'individu plutôt que le déséquilibre et la criminalité. Nous inspirant de ce principe, nous proposons:

L'ÉTAT DOIT ADOPTER ET APPLIQUER VIGOREUSEMENT UNE POLITIQUE D'URBANISME ET DE LOGEMENT VISANT AU BIEN-ÊTRE DE LA POPULATION EN TENANT COMPTE DE L'AVENIR AUTANT QUE DES BESOINS IMMÉDIATS, POLITIQUE À LAQUELLE DEVRONT ÊTRE SUBORDONNÉS LES INTÉRÊTS PARTICULIERS.

Evidemment, ce programme d'urbanisme prévoira la création de centres récréatifs, parcs et terrains de jeux qui relèveront d'un programme de santé nationale. La mesure principale de ce programme sera d'assurer à tous les citoyens des soins médicaux gratuits. Nous proposons donc:

L'ÉTAT DOIT ÉTABLIR UN PROGRAMME NATIONAL DE SANTÉ ET DE BIEN-ÊTRE PUBLIC QUI PRÉVOIRA NOTAMMENT DES SOINS MÉDICAUX GRATUITS POUR TOUS LES CITOYENS. LE PROGRAMME NATIONAL DE SANTÉ VISERA À ASSURER L'ÉDUCATION PHYSIQUE DE LA JEUNESSE, À MULTIPLIER LES CENTRES RÉCRÉATIFS ET À ENCOURAGER LA PRATIQUE DES SPORTS AMATEURS.

Toujours dans le domaine social, il importe aussi de préciser la législation en matière de travail. Parmi les mesures qui nous semblent les plus indispensables, nous proposons les suivantes:

AFIN QUE TOUS LES SALARIÉS PUISSENT PROTÉGER LEURS INTÉRÊTS ET FAIRE VALOIR LEUR DROIT, L'ÉTAT DU QUÉBEC LIBRE DEVRA LEUR RECONNAÎTRE LE DROIT DE SE SYNDIQUER ET DE FAIRE LA GRÈVE. CE PRINCIPE S'APPLIQUERA ÉGALEMENT AUX FONCTIONNAIRES ET AUX CADRES. L'ÉTAT DEVRA VOIR AU MAINTIEN ET À L'APPLICATION DE CES DROITS ET À L'ABOLITION DES SYNDICATS DE BOUTIQUE.

LES TRAVAILLEURS QUÉBÉCOIS AURONT LE DROIT DE S'AFFILIER À DES ORGANISMES INTERNATIONAUX, MAIS LES SYNDICATS, AU QUÉBEC LIBRE, DEVRONT ÊTRE NATIONAUX ET NON PAS ASSUJETIS AU CONTRÔLE D'ORGANISME ÉTRANGERS.

TOUTE LA RÉGULATION RELATIVE AUX QUESTIONS OUVRIÈRES SERA MISE À JOUR ET COORDONNÉE DANS UN CODE DU TRAVAIL.

LES PERTURBATIONS SOCIALES ET ÉCONOMIQUES CAUSÉES PAR L'AUTOMATISATION SERONT L'OBJET DE PRÉOCCUPATIONS SPÉCIALES DU CONSEIL D'ORIENTATION ÉCONOMIQUE DONT LES RECOMMANDATIONS SERONT SOUMISES AU GOUVERNEMENT POUR FINS DE LÉGISLATION.

DOMAINE POLITIQUE

Passons enfin au domaine politique. Nous revendiquons l'indépendance en cette terre d'Amérique que nos ancêtres ont découverte il y a plus de quatre siècles et que, depuis, notre peuple a humanisée, pour y assurer l'épanouissement de notre culture française. Nos revendications sont d'abord d'ordre culturel, mais elles ne sauraient s'arrêter là. Nous voulons créer au Québec libre une véritable société humaniste et c'est pourquoi nous avons abordé les problèmes sociaux et économiques auxquels, selon nous, l'épanouissement d'une culture véritable est indissolublement liée.

Mais toutes ces revendications demeureront stériles si nous nous contentons des cadres politiques actuels, du simulacre de démocratie qui se pratique au Canada, à Québec comme à Ottawa. Sans une réforme en profondeur de nos institutions politiques, il n'y aura jamais pour nous de politique de grandeur authentique. Nous proposons donc ce qui suit:

LE RIN PRÉCONISE L'INSTAURATION AU QUÉBEC LIBRE D'UN RÉGIME VÉRITABLEMENT DÉMOCRATIQUE, DANS LEQUEL LE POUVOIR POLITIQUE SERA EXERCÉ POUR LE BIEN DE LA POPULATION ET NE SERA PLUS À LA MERCI DES PUISSANCES DE L'ARGENT.

Il est physiquement impossible de réaliser la représentation proportionnelle parfaite du peuple à l'Assemblée nationale. Mais on ne saurait justifier le système actuel selon lequel un parti qui a obtenu 48 pour cent des suffrages peut détenir 80 pour cent des sièges. Pour corriger cette anomalie qui va à l'encontre de la démocratie, nous proposons la mesure suivante:

AU QUÉBEC LIBRE, LA REPRÉSENTATION À L'ASSEMBLÉE NATIONALE DEVRA, DANS LA MESURE DU POSSIBLE, ÊTRE PROPORTIONNELLE À LA POPULATION.

Pour permettre au gouvernement d'assumer ses responsabilités et lui interdire de camoufler toute son administration derrière une mesure populaire par un recours inopportun au peuple, nous préconisons la mesure suivante:

POUR SANCTIONNER DES MESURES URGENTES D'IMPORTANCE NATIONALE SUR LESQUELLES LE PEUPLE NE SE SERA PAS PRONONCÉ, LE GOUVERNEMENT AURA RECOURS AU REFERENDUM.

L'assainissement des mœurs politiques et électorales au Québec doit cesser de faire l'objet de pieuses pensées et de bonnes intentions. Le sort de la démocratie est trop étroitement lié à la façon dont fonctionnent les partis et dont se font les élections pour qu'au Québec libre l'Etat continue d'y aller aussi mollement sur la voie des réformes. Nous préconisons donc les deux mesures suivantes:

LES FINANCES DES PARTIS POLITIQUES SERONT ASSUJETIES ;
UNE CERTAINE RÉGLEMENTATION; AUSSI, LES PARTIS DEVRONT
PRÉSENTER UN COMPTE RENDU ANNUEL DE LEURS FINANCES À
L'ÉTAT. DE PLUS, LES DÉPENSES D'ÉLECTIONS SERONT LIMITÉES
PAR LA LOI ET PARTIELLEMENT ASSUMÉES PAR L'ÉTAT.
AUX FINS DES RÉGLEMENTS QUI PRÉCÈDENT, UN PARTI NE POURRA
ÊTRE RECONNU OFFICIELLEMENT QUE LORSQU'IL AURA UN
PROGRAMME DÉMOCRATIQUEMENT APPROUVÉ PAR SES MEMBRES.

LA CORRUPTION POLITIQUE QUI FAUSSE LE JEU DE LA DÉMOCRATIE
CONSTITUE UN CRIME CONTRE LA NATION ET DOIT DONC
ENTRAÎNER DES SANCTIONS RIGOREUSES.

À son congrès d'octobre 1961, le RIN recommandait au gouvernement de créer une école d'administration et de diplomatie où celui-ci pourrait recruter ses fonctionnaires et représentants à l'étranger. Cette école n'existe pas encore. Dans le régime actuel, les réformes les mieux inspirées sont souvent bloquées au niveau administratif soit par l'incompétence des fonctionnaires responsables, soit par leur loyauté mal placée envers un régime antérieur qui les a placés là par favoritisme. Pour combattre tous ces maux au sein de la fonction publique, nous ajoutons au vœu exprimé en 1961, la proposition suivante:

AU QUÉBEC LIBRE LES FONCTIONNAIRES DEVRONT ÊTRE RECRUTÉS
PAR VOIE DE CONCOURS SELON LEUR COMPÉTENCE; LEUR
CARRIÈRE DEVRA ÊTRE SOUSTRAITÉ À L'INFLUENCE DES PARTIS
POLITIQUES.

Dans le régime actuel, le député est plus souvent un trafiquant des faveurs du pouvoir qu'un législateur. Il est certain que le fait de travailler pour le bien de la nation plutôt que pour les intérêts des bailleurs de fonds de son parti sera de nature à développer chez le député du Québec libre le sens de la responsabilité et de la dignité de ses fonctions; mais pour lui faciliter encore la tâche, nous proposons:

AFIN DE LIBÉRER LES DÉPUTÉS DES SERVITUDES ADMINISTRATIVES
QUI NE SONT PAS DE LEUR RESSORT ET DE LEUR PERMETTRE DE MIEUX
EXERCER LEURS FONCTIONS DE LÉGISLATEURS, L'ADMINISTRATION
PUBLIQUE DANS CHAQUE CIRCONSCRIPTION RELÈVERA D'UN
ADMINISTRATEUR DESIGNÉ PAR L'ÉTAT. CETTE MESURE AURA POUR
EFFET DE RAPPROCHER L'ADMINISTRATION DE LA POPULATION ET
DE LA SOUSTRaire AUX INFLUENCES PUREMENT POLITIQUES.

En devenant indépendant, le Québec prendra la place qui lui revient dans le concert des nations du monde. Dans le cadre d'une politique de présence et de collaboration sur la scène internationale, nous proposons:

LE QUÉBEC LIBRE DEMANDERA SON ADMISSION À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET TRAVAILLERA ACTIVEMENT, SELON SES MOYENS, AU SEIN DE CET ORGANISME ET DE SES ORGANES AFFILIÉS, À PROMOUVOIR LA PAIX ET LE RÈGNE DE LA JUSTICE ENTRE LES PEUPLES.

POUR MANIFESTER L'AMITIÉ QU'IL PORTE AUX PEUPLES DES DEUX AMÉRIQUES AU DELÀ DES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES ET CULTURELS QU'IL PEUT PARTAGER AVEC EUX, LE QUÉBEC LIBRE ADHÉRERA À L'ORGANISATION DES ÉTATS D'AMÉRIQUE AFIN DE COLLABORER ACTIVEMENT À L'AMÉLIORATION DU SORT DE TOUS LES HABITANTS DE NOTRE CONTINENT.

L'indépendance ne nous servirait de rien si l'humanité devait sombrer dans un conflit atomique. La démocratie humaniste que nous voulons réaliser au Québec, nous souhaitons que chaque peuple en jouisse également selon les modalités qu'il aura librement choisies. Mais cet idéal n'est réalisable que dans un climat d'entraide et de paix parmi les peuples. Nous préconisons donc les mesures suivantes qui nous paraissent indispensables à la réalisation de notre idéal:

L'ÉTAT DU QUÉBEC LIBRE S'OPPOSERA AUX EXPÉRIENCES NUCLÉAIRES ET À L'UTILISATION D'ARMES NUCLÉAIRES QUI METTENT EN DANGER LA SANTÉ ET LA VIE HUMAINE PARCE QU'ELLES CONSTITUENT DES CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ.

LE QUÉBEC LIBRE REJETTERA LE RECOURS À LA GUERRE COMME SOLUTION AUX DIFFÉRENTS INTERNATIONAUX.

LE QUÉBEC LIBRE PRÉCONISERA UNE POLITIQUE DE DÉSARMEMENT INTERNATIONALE AVEC MESURES DE CONTRÔLE; PUIS, COMME PREMIER PAS VERS UNE PAIX DURABLE, IL REFUSERA D'ENTREPOSER TOUTE ARME NUCLÉAIRE SUR SON TERRITOIRE ET DECLARERA CADUCS TOUS ACCORDS ANTÉRIEURS AYANT PERMIS L'ENTREPOSAGE D'ARMES OU L'INSTALLATION DE BASES DE LANCEMENT D'ENGINS MILITAIRES OFFENSIFS OU DEFENSIFS, NUCLÉAIRES OU NON.

LE QUÉBEC LIBRE S'EFFORCERA DE CONSACRER UNE PART DE SON REVENU NATIONAL À L'AIDE AUX PAYS MOINS FAVORISÉS ET IL ENDOSSERA EN PRINCIPE LE RECOMMANDATION DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES EN CETTE MATIÈRE, QUI EST DE CONSACRER AU MOINS DEUX POUR CENT DE SON REVENU NATIONAL BRUT À CETTE CAUSE.

LE QUÉBEC LIBRE RECONNAÎTRA LE DROIT DE TOUTES LES NATIONS À LA LIBERTÉ ET À L'INDÉPENDANCE ET IL S'OPPOSERA À L'IMPÉRIALISME, AU COLONIALISME ET À TOUS LES RÉGIMES QUI ASSUJETTISSENT UN PEUPLE À LA DOMINATION D'UN AUTRE CONTRE SA VOLONTÉ.

Enfin aucun programme du RIN ne saurait être complet sans un rappel du but que nous poursuivons et qui est le moyen pour nous de réaliser "cette société française, libre, démocratique et humaniste dans laquelle nous voulons vivre demain": nous en avons fait notre dernière résolution:

LE RASSEMBLEMENT POUR L'INDÉPENDANCE NATIONALE RÉCLAME
L'INDÉPENDANCE TOTALE DU QUÉBEC ET LA PROCLAMATION DE
LA RÉPUBLIQUE.

AGRICULTURE

Les résolutions suivantes ont été ajoutées au programme du R.I.N.
à son congrès de mai 1964.

- 1e Suppression immédiate pour les agriculteurs de l'impôt foncier sur le fonds de terre.
- 2e Création au Québec d'un office de la Machinerie agricole, assurant aux cultivateurs une subvention sur l'achat de tracteurs ou d'outillage agricole, ceci afin de permettre une mécanisation à bon marché de l'agriculture, et d'abaisser le coût de revient des produits agricoles.
- 3e Suppression de toutes les taxes d'importation sur l'outillage agricole, et création au Québec de chaînes de montage de tracteurs.
- 4e Création d'un office national des engrais chimiques, chargé de la fabrication au Québec et de la vente aux cultivateurs à un prix réduit des engrais agricoles.
- 5e* Office des produits agricoles
 - a) Exploitation rationnelle des marchés extérieurs
 - b) Protection au besoin des produits du Québec contre l'envahissement du marché par les produits étrangers.
- 6e Institution d'assurances contre la perte de récoltes et de bétail.

* Le texte officiel de ces résolutions n'était pas établi au moment de la réimpression du programme.

APPENDIX VII

Programme politique du RIN - 1965



R.I.N.

RASSEMBLEMENT POUR L'INDEPENDANCE NATIONALE

1382 EST, RUE BEAUBIEN, MONTRÉAL - 274-8055

PROGRAMME POLITIQUE

DU

RASSEMBLEMENT POUR L'INDEPENDANCE NATIONALE

tel qu'adopté à son congrès de

MAI 1965

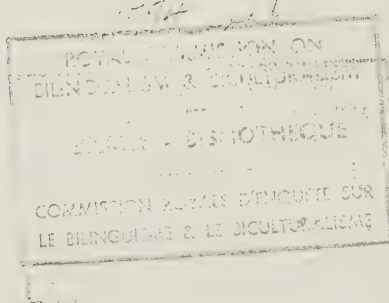
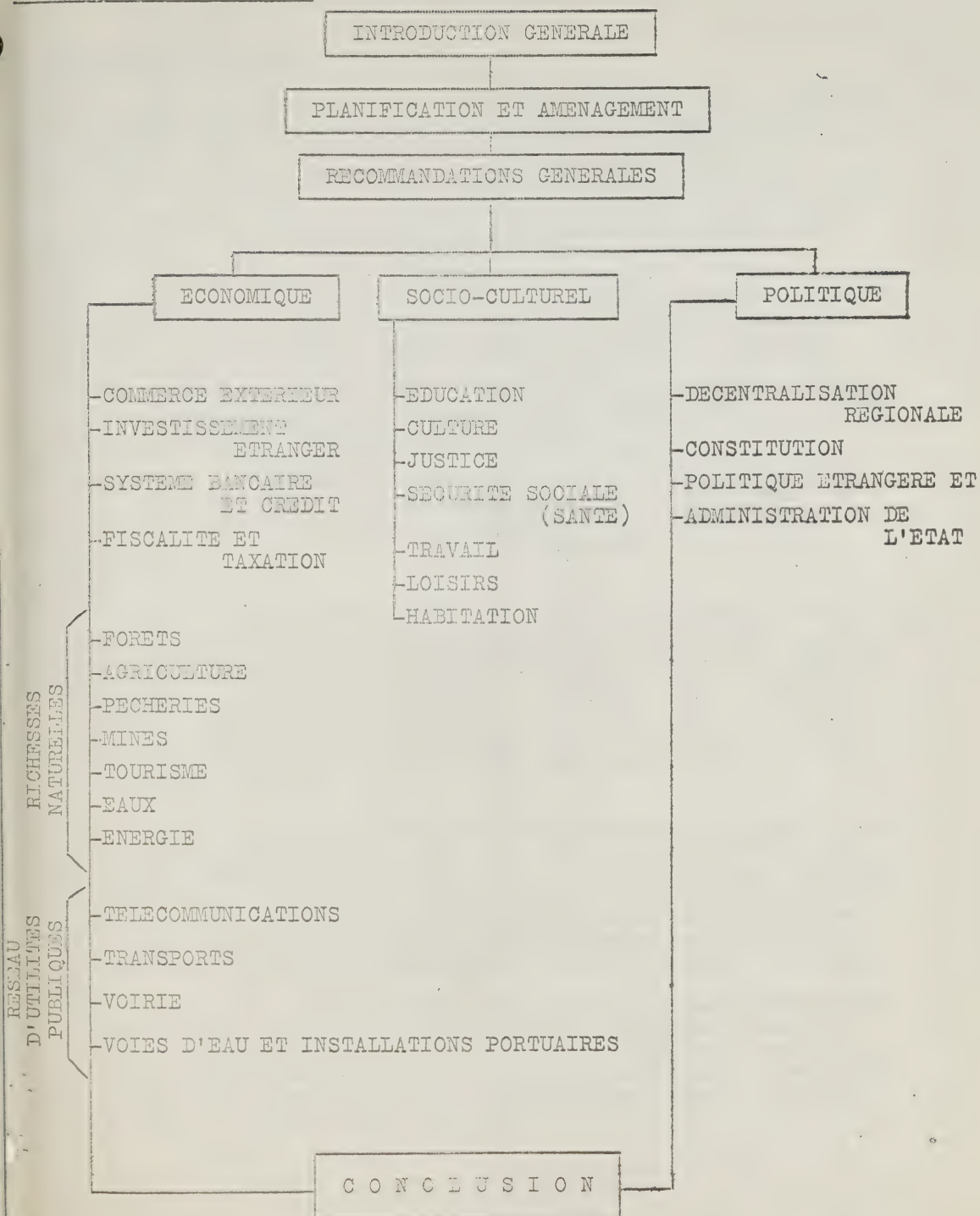


TABLE DES MATIERES

STRUCTURES DU PROGRAMME	1
INTRODUCTION GENERALE	2
PLANIFICATION ET AMENAGEMENT	4
RECOMMANDATIONS GENERALES	6
LES AFFAIRES ECONOMIQUES	
Introduction	9
Commerce Extérieur	11
Investissement étranger	12
Système bancaire et Crédit	13
Fiscalité et Taxation	15
Forêts	16
Agriculture	20
Pêcheries	23
Mines	26
Tourisme	28
Eaux	29
Réseaux d'utilité publique	30
Energie	31
Télécommunications	31
Transports	33
Voirie	34
Voies d'eau et Installations portuaires	35
LES AFFAIRES SOCIO-CULTURELLES	
Introduction	36
Éducation	37
Culture	38
Justice	42
Sécurité sociale (Santé)	43
Travail	51
Loisirs	57
Habitat	61
LES AFFAIRES POLITIQUES	
Introduction	62
Décentralisation régionale	64
Constitution	66
Politique étrangère et Administration de l'Etat	68
LISTE DES MINISTRES	73
STRUCTURES DU GOUVERNEMENT	74
CONCLUSION	75

STRUCTURES DU PROGRAMME



PROGRAMME POLITIQUE DU R.I.N.

Introduction générale

Le R.I.N. s'est donné comme but d'établir les conditions nécessaires à l'épanouissement de la nation québécoise. Cet épanouissement, la nation ne pourra le poursuivre efficacement que lorsqu'elle aura la maîtrise de sa destinée, en particulier lorsqu'elle aura récupéré toute son initiative dans le domaine politique et qu'elle aura ordonné l'activité économique à la satisfaction des besoins de la collectivité.

L'entreprise de libération que poursuit le R.I.N. ne peut s'arrêter à la conquête de l'indépendance politique. Tout le monde admet, aujourd'hui, que la politique et l'économique sont inextricablement liées. Notre volonté de libération doit atteindre l'individu, car c'est lui que nous voulons libérer. Nous rejetons cette société dans laquelle l'individu possède un illusoire droit de vote alors qu'économiquement, c'est-à-dire pour son travail et sa subsistance, il est totalement à la merci des puissances de l'argent. Nous rejetons ce principe que le profit personnel doit être le mobile des actes du citoyen. Il ne s'agit pas de détruire l'entreprise privée et toute initiative personnelle, mais de subordonner la poursuite du gain personnel à la poursuite du bien de la collectivité.

A cause de circonstances historiques, le peuple québécois se retrouve dans un état de grand dénuement au moment même où il songe à prendre en mains sa destinée. Écarté du monde de la haute finance et de la grande entreprise par sa pauvreté séculaire, écarté des problèmes essentiels de la politique par le jeu de la constitution et par celui des politiciens, le peuple québécois se trouverait en très mauvaise posture s'il ne possédait, pour atteindre ses fins, un levier très puissant : l'Etat.

Qu'on n'aille pas dire que nous voulons perpétuer l'aliénation des Québécois en les incitant à s'en remettre à un Etat paternel et tout-puissant pour résoudre leurs problèmes. C'est bien là plutôt ce qui se produit dans le régime actuel où, à tous les quatre ans, le citoyen donne carte blanche à un parti de faire ce qu'il veut et d'organiser l'activité économique du pays en fonction des besoins des amis du pouvoir.

Au Québec libre, le rôle de l'Etat sera celui d'ordonnateur, de planificateur, en même temps que d'exécutant dans les recherches du bien-être de tous les citoyens, mais il faudra aussi que tous les citoyens puissent participer à l'élaboration de cette politique, de ce plan, comme à son exécution, et cela à tous les échelons.

Il s'agit, en somme, d'utiliser le principe de l'association qui a si bien réussi aux coopératives "en vue d'atteindre des objectifs qui dépassent les capacités et les moyens dont peuvent disposer les individus". Ce sont les termes qu'emploie l'encyclopédie "Mater et Magistra" pour décrire le phénomène de la socialisation.

L'Etat aura donc pour but d'assurer l'épanouissement culturel de la population, d'éliminer l'injustice sociale, d'assurer le plein emploi dans l'économie et de garantir l'exercice d'une démocratie réelle et efficace.

Tous ces objectifs sont inextricablement liés, de telle sorte qu'il est illusoire de prétendre en atteindre un en délaissant les autres. Notre programme politique n'est donc pas une liste de mesures à appliquer comme des cataplasmes. Il constitue un plan car les objectifs que nous poursuivons ne seront atteints qu'au moyen d'une politique globale, intégrant les structures politiques qui seront créées, l'ensemble des institutions sociales et culturelles et les organismes économiques nécessaires à la planification.

Dans chaque domaine, nous nous sommes appliqués à examiner la situation actuelle, puis à proposer les mesures à prendre pour corriger les déficiences. Nous avons voulu éviter de faire de la théorie politique en partant des principes pour passer ensuite aux institutions et, enfin, à la réalité.

Nous sommes partis de la réalité économique et socio-culturelle pour établir les besoins et les objectifs et ensuite déterminer les mesures à prendre et les structures à mettre sur pied. Enfin, nous avons coiffé le tout d'institutions politiques qui nous ont paru le mieux répondre à cette réalité et les plus efficaces pour assurer le règne de la justice et de la démocratie.

En tout premier lieu, nous avons examiné tous les aspects d'une planification qui se veut démocratique dans les objectifs comme dans les moyens : le rôle des entreprises publiques et privées, les institutions économiques à créer sur le plan national et régional dotées de responsabilités et de pouvoirs de décisions émanant d'une base démocratique et représentant pleinement les corps socio-économiques.

Au chapitre des affaires économiques, nous avons examiné le rôle que doit jouer l'Etat vis-à-vis l'investissement et la consommation, son influence sur le développement de l'industrie secondaire et l'aménagement des régions sous-développées; les structures à mettre en place pour rationaliser le commerce extérieur et intégrer les investissements étrangers au plan national de développement. Enfin, nous avons examiné le rôle de la banque, du crédit, de la fiscalité et de la taxation.

Au chapitre des affaires socio-culturelles, nous avons étudié tous les aspects de la sécurité sociale vis-à-vis l'individu et ses conséquences sur l'économie nationale; nous avons défini les structures à mettre en place dans les domaines de l'éducation, de la culture et des loisirs; nous avons examiné le rôle et le statut des organisations syndicales dans une économie planifiée et dans les entreprises, de même que la place de ceux-ci dans les corps politiques et économiques.

Au chapitre de la politique, nous avons étudié la composition des assemblées, la représentation des groupes politiques et socio-économiques, la relation entre les deux pouvoirs en présence, le rôle et les responsabilités des partis politiques de même que la décentralisation administrative au niveau des régions. A cet effet, nous proposons une politique de réactivation régionale et rurale qui comporte une large décentralisation des tâches et des services.

Enfin, ces efforts seraient sans lendemain sans une prise de conscience du citoyen, le véritable artisan de cette révolution. Nous avons examiné son rôle dans la vie de la nation et recherché les moyens de l'amener à participer à l'élaboration des politiques nationales.

Pour ce faire, la politisation de la masse nous est apparue comme un des éléments essentiels de cette décentralisation et de cette prise de conscience. Afin d'arriver à cette fin, l'éducation et l'information seront réorientées pour que l'opinion publique soit tenue au courant des grands problèmes de l'Etat.

Ajoutons que, dans la mesure du possible, nous avons conçu ce programme non pas en fonction de critères abstraits empruntés à d'autres pays mais en fonction de la réalité québécoise. Pour les besoins de l'exposé, nous avons envisagé cette réalité selon trois aspects : l'économique, le social et le politique, mais il importe de se rappeler que tout se tient dans ce plan et qu'on doit étudier toutes les parties de celui-ci à la lumière de l'ensemble.

Planification

et

Aménagement

L'instrument que nous placerons entre les mains de l'Etat pour atteindre ces objectifs, c'est la planification. La planification est "une technique de l'organisation du travail des hommes et de leurs échanges". Elle doit remplacer l'im-

provisation actuelle. Elle permettra aussi une participation effective du citoyen à l'exercice du pouvoir.

La planification vise essentiellement à une meilleure distribution de l'AVOIR, du SAVOIR et du POUVOIR de la collectivité nationale. Elle implique donc une véritable prise en main, par cette collectivité, de ses destinées, une participation active à son gouvernement. C'est dans la mesure où la population toute entière aura ainsi participé à l'élaboration du plan qu'elle collaborera à sa mise en oeuvre. La population participera à l'exécution du plan si celui-ci fait la démonstration de son efficacité.

Le plan met en jeu les solidarités nationales, les interdépendances des différents secteurs d'activités. Il n'est donc pas uniquement économique mais global, c'est-à-dire qu'il touche à tous les aspects de la vie nationale - aussi bien le social et le politique que l'économique.

Les buts d'une pareille planification sont de déterminer la part du revenu national qui doit s'orienter vers chacun de ces secteurs : vers l'investissement si l'on veut que la croissance économique soit suffisamment rapide pour absorber la main-d'oeuvre disponible, la part qui doit servir à la consommation, et celle qui sera consacrée à la sécurité sociale et au fonctionnement des cadres administratifs.

Le rôle de la planification sera d'établir, à partir d'un relevé des besoins et des moyens, l'échelle des priorités à partir desquels seront élaborés des programmes à court et à long termes. Il est à prévoir en ce sens que la part de l'investissement devra pour un temps être plus considérable que la part de la consommation et que les structures économiques prendront le pas sur les structures socio-culturelles. Quant aux structures proprement politiques, elles seront considérées à la fois comme un aboutissement social à longue échéance et comme un pré-requis économique.

L'action du plan sera verticale et horizontale, c'est-à-dire qu'elle doit viser à la fois à organiser chacune des activités économique, sociale et politique et à les intégrer à un plan à l'échelle du pays, compte tenu de la conjoncture internationale; de la même façon elle doit voir à l'aménagement de chacune des régions et à leur intégration dans un plan général d'aménagement du territoire.

L'aménagement du territoire consiste en la mise en valeur, suivant le plan, des différents facteurs de production en tant qu'éléments fonctionnels du territoire et en la mise en place des différentes structures nécessaires à cette mise en valeur. Les richesses naturelles, le capital humain, les structures et les infrastructures existantes doivent aussi être intégrés territorialement sur le plan régional et sur

le plan national à la planification. Au niveau municipal enfin, l'urbanisme en particulier doit devenir l'un des aspects les plus importants de cette planification et de cet aménagement.

Les principaux leviers de la planification sont d'ordre légal et fiscal. L'appareil législatif devra être remanié de façon à assurer au gouvernement les pouvoirs nécessaires en matière de planification, d'aménagement et d'urbanisme. Le système fiscal devra aussi être complètement revu pour en faire un instrument à la fois universel et particulier. L'investissement public direct devra être considéré comme un outil essentiel du plan. Par ailleurs, étant donné que certains objectifs globaux, par exemple l'éducation et la sécurité sociale, constituent aussi des instruments de la planification, l'effort de développement s'appuiera sur une collaboration étroite entre les organismes politiques, culturels et sociaux d'une part, et les organismes économiques d'autre part. Enfin, une attention particulière sera apportée à la formule coopérative dans l'élaboration et la réalisation du plan.

Quant à la nationalisation, elle ne saurait constituer une fin en soi; elle n'est qu'un moyen parmi d'autres pour assurer une planification véritable. En effet, les capitaux requis pour nationaliser un secteur monopolistique, par ailleurs facilement contrôlable, pourront être infiniment plus profitables à d'autres fins plus importantes : l'éducation, le développement de l'industrie secondaire, le plein emploi, etc.

Les grands objectifs de la planification sont dans le domaine économique : l'industrialisation, le plein emploi, la décentralisation industrielle, la "nationalisation" de l'économie, la participation des travailleurs à l'entreprise. Dans le domaine social : l'éducation et la formation technique, la sécurité sociale complète et universelle, la diffusion culturelle, l'urbanisation, l'atténuation des disparités de niveau de vie. Dans le domaine politique : la participation de la population aux décisions, la régionalisation, l'intégration des corps intermédiaires, la coordination administrative.

En conséquence, un gouvernement R.I.N. :

1. créera un Haut Commissariat au Plan, c'est-à-dire un organisme central de planification, composé d'experts par secteur, d'experts régionaux et d'experts financiers. La fonction de

cet organisme sera uniquement technique, c'est-à-dire que c'est lui qui définira les différents modèles possibles de développement. Le Haut Commissariat au Plan, s'inspirant des données recueillies aux niveaux régional et national, rédigera le plan que le gouvernement soumettra aux Chambres.

2. établira au départ des plans à court terme, de deux ans, permettant un maximum de flexibilité et, en cas d'erreur, la réorientation rapide du programme de développement. Dans la suite, ces plans à court terme pourront être modifiés en plans quinquennaux, eux-mêmes intégrés à l'intérieur de plans de perspective établissant les disponibilités futures de main-d'oeuvre et les besoins de matières premières, de capital ou de ressources énergétiques.
3. adoptera le système d'industries pilotes pour orienter la production industrielle, étendra la formule coopérative à l'industrie secondaire, consacrera la participation syndicale à la gestion des entreprises, établira la standardisation progressive des facteurs d'industrialisation.
4. créera des Commissions des secteurs primaires (mines, forêts, agriculture, pêcheries et énergie) et des secteurs secondaires et tertiaires (industrie, commerce, finance, construction, transports et communications) chargées d'établir pour chaque domaine un programme de développement à être intégré au Plan.
5. créera un système de comptabilité nationale, décrivant d'une manière précise et détaillée les relations inter-industrielles et permettant d'estimer les répercussions économiques d'une action planificatrice dans certains secteurs.
6. établira des budgets gouvernementaux basés sur la période d'élaboration du plan, tenant compte non seulement des sommes votées, mais aussi du moment où elles seront dépensées. Il s'agit ainsi d'introduire le principe du budget de capital, de façon à éviter la confusion entre les dépenses courantes et les investissements gouvernementaux.
7. nationalisera tout monopole ou tout secteur industriel qui opposerait à l'Etat la force de l'inertie contre la politique du plan et créera des entreprises d'Etat, lorsqu'il y a carence de l'initiative privée en présence de besoins indiscutables.
8. créera un commissariat à l'aménagement du territoire, rattaché au Haut Commissariat au Plan et chargé d'établir et d'assurer la structure régionale générale et de préparer un plan d'aménagement du territoire où viendront s'inscrire et s'équilibrer les différents plans régionaux.

9. établira une structure régionale fondée sur le découpage du territoire, en une douzaine de régions conçues comme des entités autonomes et supra-municipales aux fonctions socio-économiques fortement intégrées par leur concentration sur un pôle de croissance.
10. verra à faire établir par chacune des régions un plan de développement et d'aménagement régional précisant le zonage à grande échelle des différents espaces fonctionnels et, en particulier, la définition des périmètres d'agglomération, des parcs industriels et récréatifs, des zones agricoles et forestières, etc.
11. fera en sorte que l'aménagement du territoire distingue au départ entre la région de Montréal, qui concentre près de la moitié de la population du Québec et plus de la moitié de son activité économique, et le reste du pays où se trouve dispersée l'autre moitié des effectifs à même les richesses naturelles du territoire.
12. veillera à ce que la région de Montréal reçoive un traitement de décongestion industrielle interne, et que le reste du pays soit conçu comme un ensemble à intégrer, par sa régionalisation et sa polarisation accélérée sur la base de la centralisation des facteurs de production, et par l'établissement d'un vaste programme d'infrastructures de raccordement inter-régional.
13. créera des sociétés d'état, des sociétés mixtes et des sociétés d'aménagement et d'exploitation chargées de la mise en valeur des différents facteurs de production.
14. établira le contrôle de la spéculation foncière par la normalisation de l'évaluation, l'application différée de la taxation à certains usages, la récupération de la plus-value à l'expropriation sous la forme d'une taxe du gain de capital sur les transactions immobilières commerciales.
15. intensifiera, dans le cadre de la planification de l'aménagement régional, les programmes de développement urbain, de rénovation urbaine centrale, aussi bien commerciale que résidentielle, et créera des villes nouvelles satellites ou d'exploitation primaire, des parcs industriels et récréatifs.
16. créera une commission d'urbanisme reliée aux directions de la planification et de l'aménagement du territoire.
17. créera un ministère de l'urbanisme et de l'habitation remplaçant le ministère des affaires municipales, celles-ci devant désormais relever plutôt, en tant qu'affaires politico-administratives et au même titre que les affaires régionales, d'un ministère de l'intérieur.

18. élargira le cadre municipal en général et en particulier le cadre municipal urbain, et regroupera les municipalités urbaines à l'intérieur de ce cadre, ou périmètre d'agglomération, tel que défini par l'aménagement régional.
19. procédera à une révision complète de la loi des cités et villes et à sa refonte en une véritable loi d'urbanisme, en fonction de cette nouvelle perspective d'action, dans le but d'accroître les pouvoirs de réglementation d'usage des municipalités de façon à assurer l'intensification et la densification ordonnées du milieu urbain.
20. donnera des pouvoirs généraux égaux à toutes les municipalités urbaines, et les obligera à créer un service d'urbanisme, à élaborer et à faire sanctionner un plan d'urbanisme qui aura force de loi.
21. donnera aux municipalités le pouvoir d'inscrire au plan d'urbanisme des projets d'entreprise municipale, dépassant le niveau des services publics ordinaires et touchant aux domaines jusqu'ici strictement privés de l'industrie, du commerce et de l'habitation.

LES AFFAIRES ECONOMIQUES

Introduction

L'économie du Québec présente la complexité même de la situation où nous place le libre jeu des forces du marché à l'intérieur d'un schéma de concurrence pure, où les facteurs de production sont considérés comme parfaitement mobiles, et cela sans compter qu'ici, ces forces et cette conjoncture nous sont largement étrangères.

Il serait téméraire, même en théorie, de vouloir se soustraire à l'économie de marché, et d'autant plus que les leviers de cette économie nous échappent en pratique; mais nous possédons certainement assez d'atouts pour imposer collectivement, tout au moins, certaines conditions et certains contrôles à pareille situation, et notamment par le truchement d'une planification globale.

L'économie du Québec, c'est connu, est celle d'une colonie évoluée, c'est-à-dire basée en grande partie sur l'exportation de matière première et l'importation corollaire de produits finis, à savoir, sur l'exploitation par l'étranger de nos richesses naturelles et de notre marché de consommation à la fois, la population étant maintenue à un niveau de

fortune et de formation moyen pouvant satisfaire en même temps aux besoins de l'industrie en main-d'oeuvre à bas salaire, et à ceux du commerce d'un pouvoir d'achat suffisant.

Il n'y a donc pas ici, ou peu, d'industrialisation véritable, c'est-à-dire intégrée et structurée; il n'y a pas de transformation sur place qui seule peut donner lieu à une industrie spécialisée et diversifiée, à haute valeur ajoutée, à une industrie d'exportation et de biens d'équipement. Il n'y a qu'une industrie de biens de consommation et de services, liée elle aussi aux deux aspects moyens, marché et main-d'oeuvre, d'une population qu'elle suit et entraîne à la fois, dans le processus normal de concentration, par les mécanismes du marché, des facteurs de production.

Cette industrie locale est par ailleurs également largement contrôlée par l'étranger quand elle ne donne pas lieu à un petit capitalisme autochtone totalement soumis à la conjoncture extérieure.

Dans ce contexte, il devient évident que seule une action gouvernementale énergique peut arriver, à force de planification subtile mais intensive, à réorienter une situation qui autrement ne peut aller que se détériorant davantage sans cesse : concentration accélérée, verticale et horizontale, des facteurs de productions, à savoir principalement, le capital, le travail et les ressources du pays.

Actuellement, seul le gouvernement fédéral peut pratiquer une timide politique de prévisions et de prescriptions économiques, et ce, dans une perspective centralisatrice normale mais totalement opposée à nos aspirations nationales et sociales. Au Québec, un essai audacieux de planification globale, entrepris par le Conseil d'Orientation Economique, s'est avéré un échec total, en particulier devant l'insuffisance des moyens politiques de mise en oeuvre du Plan.

En effet, tant que nous ne posséderons pas l'arsenal complet des leviers politiques dont dispose tout état national normal pour l'application d'une politique économique concertée, tout effort de planification est voué à l'échec. Il faudra donc s'assurer d'abord le pouvoir politique avant de penser en termes de contrôle de notre vie économique; et alors seulement pourrons-nous parler vraiment de planification socio-économique.

Commerce Extérieur

Une économie est en général d'autant plus difficile à planifier que l'importance du secteur extérieur y est considérable et que, comme c'est probablement le cas de celle du Québec, elle est fortement intégrée à une économie externe par l'échange des produits semi-finis; l'offre et la demande étrangères sont en effet des facteurs sur lesquels la planification ne peut exercer aucune influence. D'autre part, un plan de développement ne saurait progresser selon les prévisions qui, en plus, serait soumis à des fluctuations importantes des prix à l'exportation et à l'importation, et devrait s'adapter continuellement aux exigences de l'équilibre extérieur.

Pour ces raisons, il sera nécessaire d'assurer non seulement la stabilité des échanges, mais encore celle du taux de change de l'unité monétaire nationale.

A cet effet, un gouvernement R.I.N. :

22. conclura des accords douaniers avec le Canada et avec les Etats-Unis. Les négociations qui mèneront à ces accords seront faites par produit et la politique commerciale, tout en s'efforçant de respecter les principes du GATT, sera définie en conséquence. Le Québec s'efforcera de diversifier son marché extérieur et étudiera la possibilité de s'affilier au Marché Commun.
23. adoptera un système de taux de change fixe, inférieur à celui des principales monnaies étrangères, notamment le dollar américain et la livre sterling. Cette adoption d'un système de taux de change fixe entraînera la nécessité d'instituer un fonds de stabilisation des changes, relié à la banque centrale et détenant toutes les réserves d'or et de change étranger de l'Etat. Elle est, par ailleurs, en accord avec la volonté de l'Etat du Québec d'adhérer au Fonds Monétaire International.
24. élaborera une politique de stockage des principales matières premières exportées sensibles à l'évolution du cycle, de façon à tempérer les répercussions, sur les revenus intérieurs et la production, des fluctuations de la demande internationale.
25. établira, à l'intérieur du Haut Commissariat au Plan, une commission du commerce extérieur. Cette commission aura le double but d'étudier les possibilités de développement des

mais de canaliser une partie des capitaux vers les industries secondaires, en lui offrant les mêmes avantages qu'à l'investissement domestique.

Un gouvernement R.I.N. :

29. créera une commission de l'information relevant du Haut Commissariat au Plan dont le but sera de faire connaître aux investisseurs étrangers les avantages de même que les priorités d'investissement tels que définis par le Plan.
30. encouragera les investissements étrangers dans la mesure où ceux-ci tiennent compte des objectifs fixés par le plan et en particulier le développement de l'industrie secondaire et la décentralisation industrielle.

Système bancaire et

Crédit

Parmi les parts respectives, que la planification veut déterminer, de la consommation, de l'investissement et des dépenses gouvernementales dans le revenu national, celle de l'investissement est nécessairement la plus importante, puisque c'est l'investissement qui est le moteur de l'expansion économique et qui permet de développer de nouvelles industries; la part de la consommation n'entre en ligne de compte qu'en autant que l'investissement est financé par l'épargne; quant à celle des dépenses gouvernementales, elle doit être établie parce que, d'un côté, l'Etat est lui-même un consommateur important et, de l'autre, parce qu'il finance une partie de son activité en faisant appel au marché du capital, qui est aussi une des sources de fonds à investir.

La nécessité de l'épargne implique que l'expansion de la consommation, sans être arrêtée, devra être contrôlée, particulièrement à l'aide du crédit à la consommation. Ce contrôle sera effectué, sous les directives de la banque centrale, par le système bancaire, qui reprendra graduellement des sociétés de crédit à tempérament, des sociétés de petits prêts et des détaillants la part du crédit à la consommation qu'ils détiennent actuellement. En même temps, le crédit à l'investissement sera développé afin notamment de favoriser l'expansion des petites entreprises ou l'apparition de nouvelles firmes et de fournir à l'économie un volume adéquat des fonds à court terme qui seront requis par la politique de stockage des principales matières premières exportées.

Dans ce domaine du crédit à la consommation et du crédit à l'investissement,

un gouvernement R.I.N. :

31. réduira les charges d'intérêt imposées par les sociétés de crédit à tempérament et les sociétés de petits prêts (i.c. les compagnies de finance) au niveau de celui des banques, sur leurs prêts nouveaux et sur les soldes dus. Cette mesure de justice sociale restera en vigueur tant que le crédit à la consommation n'aura pas été entièrement repris par le système bancaire. D'autre part, afin d'éviter que la diminution des charges d'intérêt n'entraîne une augmentation excessive des crédits accordés, l'expansion de ces crédits sera soumise au contrôle gouvernemental.
32. accordera des facilités de crédit aux entreprises nouvelles dont le développement s'inscrit dans les cadres du Plan, sous forme d'octroi de capitaux, à bas taux d'intérêt, avec garanties gouvernementales. Ce contrôle sélectif d'une partie du crédit à l'investissement s'effectuera tant sur le plan régional (décentralisation) que sur le plan sectoriel (planification de l'industrie secondaire).

Quant à l'organisation du système bancaire, elle sera nécessairement appelée à subir certaines modifications, à la fois à cause des changements intervenus sur le plan politique et du souci de décentralisation régionale.

Aussi, un gouvernement R.I.N. :

33. établira une banque centrale, possédant tous les attributs normaux d'un tel organisme et dirigée par un bureau de gouverneurs et les représentants des banques de réserve régionales.
34. créera des banques de réserve régionales, à l'aide de fonds souscrits par les caisses populaires et les filiales des banques à charte situées dans chaque région. Le nombre de ces banques correspondra au nombre de régions économiques.
35. élargira les pouvoirs des Caisses Populaires pour les rendre capables de participer au développement industriel selon les modalités du Plan.
36. créera une caisse centrale de dépôts et placements.

Fiscalité et Système de taxation

La fiscalité et la taxation jouent le rôle primordial de fournir à l'Etat les revenus nécessaires à l'assistance sociale, aux investissements à long terme qui n'ont pas de rentabilité économique directe, ou mesurable (écoles, routes, hôpitaux, etc.) et aux dépenses courantes de l'administration gouvernementale; elles servent aussi à atténuer l'injustice sociale, à supposer qu'elles soient correctement établies, en atténuant les disparités des revenus. Ces incidences en font donc le centre nerveux de la planification globale et de la vie économique, sociale et culturelle de toute la nation.

La fiscalité occupe également une place de choix dans la planification industrielle proprement dite et, en tant qu'outil direct, se subdivise en deux catégories principales : l'impôt sur le revenu des sociétés et l'impôt sur le revenu des particuliers. L'impôt sur le revenu des particuliers est l'instrument le plus direct de la politique d'épargne, entendons du contrôle de la consommation, tandis que l'impôt sur les sociétés sert à orienter les investissements nouveaux par des formes d'encouragement sélectif à l'industrie naissante.

C'est en tenant compte de tous ces aspects

qu'un gouvernement R.I.N. :

37. éliminera à long terme les taxes "spéciales" dont les revenus servent à des fins spécifiques, et qui sont le plus souvent très régressives. Cette discrimination introduit dans l'administration gouvernementale des rigidités artificielles. L'Etat s'emploiera simplement à distribuer le revenu global selon les priorités et les besoins existants.
38. prendra en charge l'impôt foncier sur les sociétés et diminuera temporairement les taxes foncières pour encourager la naissance de firmes nouvelles dans les cadres du Plan et pour appliquer la politique de décentralisation industrielle et d'aménagement régional.
39. créera une taxe sur les profits non distribués, afin de réduire l'auto-financement (sauf dans les cas prévus par les deux recommandations qui suivent). Cette mesure a pour but d'accroître la mobilité du capital sur les marchés financiers où il est soumis aux lois économiques normales du taux d'intérêt et de l'efficacité marginale du capital.

40. pourra exiger le paiement d'une partie de l'impôt à même le capital-actions déjà émis, dans le cas de certaines industries (grands monopoles d'utilité publique, compagnies de finance, industrie primaire, etc.), le rachat d'actions par les compagnies étant autorisé à cette fin, aux conditions fixées par l'Etat.
41. encouragera les industries nouvelles, dans le cadre des facilités accordées à l'industrie naissante, par une détaxation temporaire, sur les profits, ou un amortissement accéléré des facteurs de production (machinerie), afin d'aider la capitalisation de l'industrie.
42. effectuera une restructuration plus progressive de l'impôt sur le revenu des particuliers pour obtenir une répartition plus égalitaire des revenus, et contrôlera plus sévèrement les revenus déguisés en comptes de dépenses.
43. éliminera progressivement les taxes de vente généralisées, qui sont fortement régressives, suivant un ordre de priorité.
44. établira une loterie nationale.

LA FORET

Définition

La forêt publique est une richesse naturelle renouvelable composée de végétaux et d'animaux, associés dans un état d'équilibre et dans un milieu physique déterminé, exploitable industriellement et commercialement d'une façon scientifique sous la surveillance immédiate de l'Etat pour assurer le mieux-être et l'épanouissement économique, social et culturel de la collectivité à laquelle elle appartient.

Description sommaire de la forêt québécoise

Le Québec se classe au rang des plus riches pays forestiers du monde. Son territoire, d'une superficie de 595,000 milles carrés, est, dans une proportion de 60%, peu ou bien boisé. Bien que l'importance de la forêt soit généralement méconnue chez nous, tellement elle fait partie du paysage quotidien, elle constitue une donnée essentielle de la majorité des économies régionales.

Au sud du 52° parallèle de latitude, les forêts couvrent

une superficie de 270,000 milles carrés dont 244,000 milles carrés appartiennent à l'Etat. On y distingue la zone boréale, formée de forêts résineuses d'épinette et de sapin, la zone des forêts mélangées et la zone des forêts feuillues dans le sud du territoire.

Au nord du 52°, on distingue la zone arctique où poussent peu ou pas d'arbres et la zone subarctique formée de forêts discontinues et plutôt pauvres.

Exploitation de la forêt québécoise

Les forêts publiques du Québec, qui se trouvent au sud du 52°, comprennent :

	<u>Superficie d'environ</u>		
a) concessions forestières	86,000	milles carrés	
b) réserves cantonales	3,000	" "	
c) forêts domaniales	800	" "	
d) réserves for. spéciales	800	" "	
e) lots de colonisation disponibles	2,600	" "	
f) terrains vacants disponibles	151,000	" "	

Les forêts des particuliers (26,000 milles carrés) sont partagées entre les grands propriétaires (8,000 m.c.) et les petits propriétaires (18,000 m.c.).

Les coupes annuelles dans les forêts publiques s'élèvent à environ 6,000,000 de cunits (200 pieds cubes) dont environ 4,000,000 de cunits servent à l'approvisionnement de l'industrie des pâtes et papiers. Il se coupe environ 2,000,000 de cunits sur les terrains privés pour alimenter cette même industrie qui est la plus importante du Québec.

L'industrie

Elle se partage entre deux grandes activités : les pâtes et papiers et le sciage. En 1962, la première comptait 54 usines, qui faisaient travailler 42,000 employés. Il s'y payait \$200,000,000 en salaires et la valeur des produits à l'usine s'établissait à \$600,000,000. La seconde comptait 1,127 scieries qui employaient 14,000 personnes. Les salaires versés s'élevaient à \$24,000,000 et la valeur des produits à l'usine, à \$83,000,000.

Vices et faiblesses de l'exploitation

Même s'il faut noter une amélioration au cours des vingt

dernières années, il n'en demeure pas moins que la forêt québécoise a fait l'objet d'une exploitation sélective (se limitant à quelques essences destinées aux pâtes et papiers et au sciage), abusive, sans souci de l'avenir et sans préoccupation sociale.

L'industrie forestière du Québec a toujours été une industrie migratoire établie sans plan d'ensemble. Il n'existe aucune cartographie fondamentale générale. Les plans d'aménagement forestier ne tiennent compte que des besoins de l'usine ou des usines en matière première. Les forêts les plus accessibles sont surexploitées et la sylviculture est à peu près inexistante.

Les concessions forestières ont été accordées au hasard des demandes; cette politique, ou plutôt, cette absence de politique entraînant un gaspillage des moyens de transport et une distribution illogique par rapport à la localisation de certaines usines.

D'autre part, le taux de croissance de l'industrie forestière québécoise est faible si on le compare à celui des autres pays. C'est ainsi que nos usines de pâtes et papiers ne produisent pas plus qu'en 1956 alors que la production totale du monde libre a augmenté de 41% depuis cette date. Cette situation peut s'expliquer en bonne partie par le fait que la grande industrie des pâtes et papiers est plutôt routinière dans ses procédés de fabrication et dans ses méthodes d'exploitation de la forêt. Elle s'empare d'immenses étendues de forêts en vue d'en faire un usage très sélectif sans se soucier de mettre en valeur les essences qu'elle n'utilise pas. L'industrie secondaire en est paralysée.

Rôle de l'Etat

La forêt constituant une richesse naturelle du domaine public qu'il importe de protéger efficacement et d'exploiter rationnellement en vue du bien commun, le contrôle rigoureux de l'Etat nous apparaît nécessaire :

- a) Pour assurer un aménagement forestier polyvalent qui favorise et encourage certaines activités reliées à la forêt : villégiature, chasse, pêche, récréation, etc.
- b) Pour mettre de l'ordre partout, encourager l'industrie privée à prendre les intérêts de la nation sans quoi l'Etat devra s'y substituer.
- c) Pour éviter que les forêts soient laissées inactives, mal exploitées ou utilisées à des fins de spéculation seulement.

- d) Pour assurer l'application des ordonnances des plans d'aménagement (exploitation, voirie, sylviculture, reboisement, restauration, etc.).

En conséquence, un gouvernement R.I.N. :

45. établira l'inventaire global et la cartographie fondamentale du domaine forestier québécois (essences, usines, etc.).
46. procédera à la redistribution rationnelle des concessions et à la revision des baux, et aussi à la confection d'un plan d'aménagement pour chacune des régions économiques et d'un plan général, en s'assurant que toutes les essences soient utilisées par l'industrie primaire et l'industrie secondaire (à mettre sur pied dans la plupart des cas).
47. veillera à ce que les plans d'aménagement régional comprennent les plans d'aménagement forestier de chaque unité (300 à 1,000 milles carrés) soient préparés par l'État et s'incorporent aux plans économiques régionaux d'ensemble. Ils deviendront ainsi un atout précieux de toute politique de décentralisation industrielle.
48. établira quatre ténures pour les forêts du domaine public :
 - a) les forêts affermées pour la grande industrie des pâtes et papiers qui n'aura droit qu'aux seules essences qu'elle utilise;
 - b) les forêts domaniales pour l'industrie du sciage et les autres industries secondaires. Elles seront situées à proximité des régions habitées et remplaceront les forêts cantonales et autres réserves;
 - c) les forêts expérimentales;
 - d) les forêts vacantes, non aménagées à cause de leur éloignement.
49. assumera la protection forestière dans toutes les forêts québécoises et veillera à ce que les méthodes d'exploitation s'inscrivent dans ce plan de protection.
50. assumera le contrôle de la voirie forestière dans toutes les forêts publiques (afferchées ou non).
51. aura recours à la méthode de l'amortissement accéléré pour inciter les entreprises à réinvestir une partie de leurs bénéfices dans la modernisation de l'équipement, facteur indispensable à la croissance et à la diversification de la production.

52. mettra sur pied un vaste programme de recherches, poursuivi en collaboration avec le Conseil national de la recherche, et qui portera principalement sur la mise au point de nouveaux produits et sur l'exploration de nouveaux marchés.
53. accordera son appui à la création de sociétés coopératives à tous les stades de l'exploitation et de la transformation, la présence de ces organismes dans l'exploitation des forêts domaniales permettant d'intégrer une partie du domaine forestier à l'économie rurale.
54. établira une véritable politique de la syticulture, accompagnée d'une campagne de vulgarisation et d'éducation.

L'AGRICULTURE

Introduction

Dresser le bilan de l'agriculture québécoise, c'est enregistrer la détérioration constante et de plus en plus marquée, au cours des dernières années, d'une activité économique de base.

La valeur brute de la production s'accroît très légèrement -les chiffres de 1962 indiquent un accroissement de moins de \$3 millions par rapport à ceux de 1961- et elle ne représente plus qu'une part de moins en moins importante de la production totale du Québec. Dans le secteur agricole, le rythme de l'augmentation de la production est de 15 fois inférieur à celui de l'ensemble de l'économie.

Quant au revenu net par ferme, il est passé de \$1,946 en 1951 à \$1,870 en 1961. D'autre part, comme les prix que l'agriculteur doit payer pour se procurer les fournitures nécessaires à son exploitation ont subi une hausse de 45% entre 1949 et 1963 et que les prix qu'il reçoit pour ses produits n'ont augmenté que de 4.8% pendant la même période, son pouvoir d'achat n'est plus que de 72.1% de ce qu'il était en 1949. Devant ces chiffres, il ne faut plus se surprendre qu'en dix ans, l'effectif de la main-d'oeuvre agricole ait baissé de 60,000.

Il n'est certes pas question de prôner une politique de retour à la terre au moment où la vocation industrielle du Québec apparaît comme une certitude. Mais il importe, pour des raisons économiques et sociales, que chacun des secteurs de l'économie se développe dans les meilleures conditions possibles.

Il existe au Québec un domaine agricole dont il faut assurer la rentabilité pour maintenir l'équilibre de l'ensemble et pour permettre à cette partie de la population qui s'y trouve engagée de vivre honorablement sans avoir à compter sur les secours de l'assistance sociale ou à envisager, comme seule solution possible à ses problèmes, l'exode vers les centres urbains avec toutes les difficultés d'adaptation et d'embauchage qui en découlent. Les agriculteurs ont droit à un niveau de vie égal à celui de la société dont ils font partie et l'agriculture doit tendre à progresser au même rythme que celui de l'économie nationale à laquelle elle est intégrée. Si ces deux objectifs ne sont pas atteints alors que les méthodes administratives et techniques mises à notre portée sont de plus en plus nombreuses et efficaces, c'est qu'on cède devant l'ampleur de la tâche à accomplir ou qu'on refuse de mettre en oeuvre une solution globale qui entraînerait une nouvelle orientation de la politique suivie jusqu'à ce jour, d'importantes réformes d'ordre administratif et la participation collective des intéressés.

En effet, il apparaît de plus en plus certain que l'agriculture ne doit plus être considérée comme une activité artisanale et marginale, mais comme une fonction économique importante qui s'appuie sur la recherche scientifique, qui doit compter sur la présence de spécialistes aux plans de la gestion, de la production et de la mise en marché et qui obéit aux lois générales de l'offre et de la demande. Cette nouvelle orientation de l'activité agricole n'a toutefois aucune chance de s'opérer si, au départ, elle ne peut compter sur le dynamisme et la diversification des services gouvernementaux et si elle ne s'accompagne pas d'un regroupement des fermes et des agriculteurs, conditions indispensables d'une exploitation commercialement et industriellement rentable et, à plus ou moins longue échéance, d'une intégration verticale de tous ces éléments.

Rénover l'agriculture, c'est aussi maintenir et améliorer notre participation à l'un des secteurs les plus importants et les plus stables de l'économie, celui de l'alimentation, dont les ventes au détail représentaient, en 1964, plus d'un milliard et demi de dollars et dont l'approvisionnement se faisait en bonne partie à l'aide d'importations (agneaux, 78%; boeufs, 62%; dindons, 50%; oeufs, 50%; pommes de terre, 40%).

Pour relancer l'agriculture québécoise et pour permettre à ceux qui s'y livrent de bénéficier d'un niveau de vie comparable à celui de leurs concitoyens,

un gouvernement R.I.N. :

55. réorganisera le ministère de l'Agriculture en attachant autant d'importance aux disciplines économiques et sociologiques qu'aux disciplines agronomiques et en coordonnant son activité à celle du Haut commissariat au Plan.
56. élaborera un vaste programme de recherches indispensables à la spécialisation de la production agricole, élément essentiel de sa rentabilité.
57. accélérera la formation de techniciens de la gestion, de la production et de la commercialisation agricoles.
58. établira des plans d'ensemble de drainage, d'irrigation, de production et de distribution des engrais et de voirie rurale.
59. prendra des mesures au plan de l'aménagement du territoire pour protéger les régions les plus fertiles contre la spéculation foncière et l'urbanisation inconsidérée sans tenir compte de l'équilibre à maintenir entre les zones rurales et les zones urbaines.
60. abolira l'impôt foncier sur le fonds de terre parce qu'il constitue un moyen de production.
61. établira un régime d'assurance d'Etat contre la perte, globale ou partielle de récolte et de bétail.
62. procédera à l'inventaire du domaine agricole en vue de définir une politique de régionalisation des cultures, de spécialisation et de diversification des productions qui se feront, d'une part, pour répondre aux besoins du commerce intérieur (boeuf de boucherie, agneaux, etc.) et qui bénéficieront d'un encouragement à la consommation et, d'autre part, en fonction de l'exportation en s'attachant à certaines spécialités du Québec : bleuets, produits de l'érable, pommes, fromages, etc.
63. fera une étude des besoins et des diverses sources d'approvisionnement en grains de provende.
64. favorisera le reboisement des fermes non agricoles et le regroupement des terres et des fermes ainsi que le regroupement de la population au sein de villages-centres dotés de services sociaux et culturels plus étendus et plus variés.
65. encouragera la formation de coopératives d'approvisionnement, de services, de moyens de production et de commercialisation.
66. favorisera le regroupement des producteurs agricoles au sein de syndicats spécialisés d'envergure nationale qui, de concert avec une Régie d'Etat, fixeront les prix des produits agricoles et en contingeront l'offre.

67. établira des centres de classification, de conditionnement et de stockage des produits agricoles.
68. fera en sorte que l'augmentation de la superficie productive des fermes se fasse au bénéfice du plus grand nombre possible de cultivateurs propriétaires, de façon à empêcher que l'exploitation profite aux sociétés dont l'activité tend à leur faire contrôler la production et la vente des produits agricoles.

LES PÊCHERIES

Introduction

La situation des pêcheurs de la Gaspésie a fait récemment l'objet de tant d'études que son tragique n'échappe plus à personne. La pêche n'offre plus que des revenus insuffisants à ceux qui s'y adonnent encore; l'emploi dans les usines de transformation n'offre aucune stabilité. Depuis des années, la région se dépeuple, les plus vigoureux de ses habitants aggravent le problème de l'urbanisation, tandis que ceux qui restent vivent dans la misère et ne subsistent que grâce à une injection massive de subsides et à l'assistance sociale.

Pourtant, il n'est pas indispensable qu'en prenant des mesures énergiques et rationnelles, on puisse permettre aux pêcheurs de la Gaspésie de vivre de leur travail dans la dignité et de profiter des avantages que la société moderne met à la disposition des citoyens dans les régions moins défavorisées.

La mise en marche de ces réformes doit venir du gouvernement, mais leur élaboration et leur exécution doivent être poursuivies avec le concours constant des intéressés, les pêcheurs eux-mêmes et autres travailleurs de la région, avec la participation active des coopératives et des syndicats. L'Etat fournira l'éducation, l'aide technique et les appuis financiers nécessaires au départ. Les subventions doivent aller à la coopérative, au syndicat ou à toute association formée par les intéressés, plutôt qu'à l'individu. Il n'appartient pas à l'Etat de faire des amis du parti au pouvoir de petits capitalistes avec les deniers publics. L'association des travailleurs eux-mêmes doit jouer le premier rôle dans l'acquisition des moyens de production et leur exploitation au profit de la collectivité.

La situation actuelle, ses caractéristiques

Dans le secteur primaire, celui de la production du poisson, c'est-à-dire de la pêche, signalons d'abord la faiblesse de la prise dans le Golfe qui semble avoir atteint un point de saturation depuis quelques années, et une diminution du rendement que l'on attribue à la baisse de compétence du personnel et à l'utilisation de bateaux non appropriés au travail. La carence du personnel s'explique par l'exode de la main-d'oeuvre vers la ville, ce qui entraîne le recrutement chez des jeunes sans expérience, et par le fait que l'accroissement du nombre d'unités de pêche amène des capitaines de compétence inférieure.

Dans le secteur secondaire, notons la dispersion et la multiplicité des établissements de transformation; leur fermeture forcée pendant 4 à 5 mois par année et l'insuffisance des approvisionnements pendant la saison d'exploitation (les établissements fonctionnent à moins de 65 p. 100 de leur capacité).

Dans le secteur tertiaire, retenons l'insuffisance des connaissances et des moyens techniques, en particulier dans la détection du poisson et la réparation des navires; et l'insuffisance des installations portuaires qui ne permettent pas de se risquer en mer dès que le temps est incertain, qui n'offrent pas d'abri suffisant; et la dispersion et la multiplicité des installations existantes.

Les solutions

Un gouvernement R.I.N. adoptera les mesures suivantes, que nous groupons sous quatre chefs :

69. L'intégration de toute l'industrie de la pêche du Québec,

- a) de la flotte
- b) des services d'entretien
- c) des services de recherche
- d) des établissements de transformation
- e) des services de transport et de mise en marché.

Cette intégration doit se faire par le truchement des coopératives ou autres associations mises sur pied par les intéressés et c'est à ces coopératives ou associations que l'aide de l'Etat doit aller.

70. Le regroupement des moyens de production par

- a) la création de centres de pêche complets
- b) la construction d'usines de transformation et d'entrepôts dans ces centres

- c) la création de chantiers maritimes dans certains centres, ce qui stabilisera l'emploi en créant du travail l'hiver
- d) l'aide au rétablissement de la population dans les nouveaux centres ainsi créés, où les citoyens pourront jouir des services sociaux et culturels que nous voulons établir dans toutes les régions.

71. L'accroissement de la productivité par

- a) la formation de la main-d'oeuvre (écoles avec options-pêcheries, cours d'hiver...)
- b) la prolongation de la saison de pêche au printemps et à l'automne, grâce à l'amélioration des installations et à une hausse saisonnière des prix
- c) l'organisation scientifique de la pêche et de la transformation par l'établissement de centres de recherche, l'amélioration des méthodes de détection du poisson, l'amélioration des services d'entretien des navires qui devrait se faire par des équipes de terre spécialisées qui libéreraient les pêcheurs à leur rentrée au port.
- d) l'intensification de l'effort de pêche dans le Golfe et sur les Grands Bancs en mettant à la disposition des pêcheurs des navires conçus pour cette pêche.

72. L'organisation du marché :

- a) côté production :
 - normalisation de la production
 - diversification de la production
 - exploitation des sous-produits de la pêche
- b) mise en marché : par l'entremise de coopératives de distribution :
 - organisation du transport, frigorifique ou autre, même par avion
 - établissement de comptoirs dans les principales villes
- c) mise sur pied d'un service de recherche sur le marché :
 - éducation du public sur l'appât et la dégustation du poisson
 - publicité sur la consommation des produits de la pêche du Québec.

73. La protection des zones de pêches par des ententes sur la limitation des eaux territoriales.

LES MINES

Introduction

1. Au vingtième siècle, dans les pays où l'agriculture est dominante, l'économie est pauvre : l'Irlande, l'Inde, certains pays de l'Amérique latine en sont des exemples. Ils ne possèdent pas le minerai qui ferait fonctionner une industrie de transformation. Par contre, les pays ayant un riche sous-sol ont une vocation naturelle à un standard de vie économique plus élevé. Les Etats-Unis, la Suède, la Russie et le Canada sont devenus riches à cause des ressources minérales disponibles pour alimenter leurs industries.

2. Le degré de richesse dépend non seulement de la disponibilité des minéraux mais également du contrôle que le pays a sur ces richesses naturelles. Il est évident qu'un pays colonisé où Pierre, Jean, Jacques (c'est-à-dire, chez nous, Tom, Dick et Harry) viennent piller le sous-sol à la mesure de leur cupidité, que ce pays ne deviendra pas riche. Ce n'est pas la bauxite qui industrialisera la Guyanne ni le pétrole qui enrichit le peuple du Yémen. Et l'on peut se demander dans quelle mesure le fer a bénéficié au peuple québécois jusqu'à ce jour.

3. Le monde de l'industrie minière est un milieu essentiellement dynamique, spéculatif, terre-à-terre, où le dollar est dieu. Malgré sa force apparente, ce secteur économique est très vulnérable, car il ressent vivement les grèves qui paralysent toute l'économie, la concurrence internationale, les mesures prises par les pays importateurs, etc. C'est la raison pour laquelle tous les gouvernements soucieux et compétents attachent tant d'importance à l'industrie minière.

4. Dans cette industrie, 32.000 mineurs québécois triment à des centaines de pieds sous terre. La valeur de la production minière au Québec va dépasser les 500 millions de dollars en 1965 et, selon l'Economic Research Corporation, elle est appelée à plus que tripler au cours des 20 prochaines années. L'industrie minière du Québec est entre les mains de 50 sociétés. Six de ces entreprises seulement sont contrôlées par des Canadiens français, et elles ne sont ni les plus importantes ni les plus rentables. La représentation canadienne-française à la direction des mines et des usines de traitement est dérisoire. Sur les 50 entreprises, au moins 9 exploitent au Québec avec une charte de l'Ontario, 5 avec une charte d'Ottawa et 2 avec une charte américaine. Notre absence au sein de cette industrie et notre statut de colonisés se précisent davantage si l'on constate que 25 compagnies minières du Québec ont leur siège social à Toronto et que pas moins de 9 autres sont contrôlées hors du Canada. Il y a donc de 70 à 80 p. 100 de nos entreprises minières qui sont dirigées de l'extérieur, au profit d'intérêts étrangers.

5. L'exploitation se fait selon le seul critère du profit. C'est l'appât du gain qui détermine l'ampleur de l'exploitation, son rythme et sa durée. L'Etat n'a pas assumé ses responsabilités dans l'orientation de l'exploitation minière et il semble disposé à céder à l'entreprise privée toute l'initiative et tous les profits dans cette activité capitale, y compris l'établissement d'une industrie sidérurgique québécoise. Il importe donc de définir cette industrie et d'y apporter les réformes qui s'imposent pour que son exploitation soit subordonnée au bien-être de la population québécoise.

Aussi, un gouvernement R.I.N. :

74. procédera à l'établissement d'un inventaire global du domaine minier, à la revision complète des concessions et des baux et à l'élaboration d'un plan d'exploitation.
75. mettra en oeuvre les mesures nécessaires pour équilibrer la production annuelle de façon à atténuer le chômage cyclique, par la création de stock tampon pour stabiliser la production et les prix.
76. prendra des mesures pour assurer le caractère québécois des entreprises en exigeant d'elles :
 - a) une charte du Québec;
 - b) qu'elles aient leur siège social au Québec;
 - c) que la majorité de leurs directeurs résident au Québec;
 - d) qu'elles assument la formation et le perfectionnement de leurs cadres québécois.
77. créera un organisme conjoint (Etat-syndicats-entreprises) pour
 - a) définir les normes de sécurité et de salubrité;
 - b) prévenir et guérir les maladies industrielles;
 - c) réorienter les mineurs mis à pied par la fermeture d'une exploitation.
78. créera un institut de la recherche géologique et minière, et établira des écoles techniques minières en relevant, dans les trois principales régions minières : pour les métaux non ferreux, en Abitibi; pour l'amiante, en Estrie; pour le fer, sur la Côte Nord.
79. conclura des contrats à long terme pour alimenter en minerais de fer l'industrie sidérurgique.

80. prendra les mesures nécessaires pour favoriser la transformation du minerai brut au Québec et l'intégrer à l'industrie secondaire.
81. procédera à la planification totale de l'industrie sidérurgique québécoise et à la nationalisation de la Sidbec.
82. créera une société nationale d'exploration minière et mettra sur pied, éventuellement, une société d'exploitation.
83. entreprendra des négociations en vue de former, pour chaque produit primaire, des syndicats internationaux au sein des producteurs, comportant une politique de stockage au pays et la conclusion avec les grands consommateurs de contrats de ravitaillement avec prix garantis.

LE TOURISME

Le tourisme peut être considéré comme une industrie primaire d'exploitation d'une richesse naturelle - le cadre global du pays, géographie et histoire, territoire et nation.

Cette industrie en est à la fois une d'exportation et de consommation locale, auquel cas elle s'assimile soit aux échanges inter-régionaux, soit aux loisirs en tant que service public. Industrie d'exportation, elle s'adresse au tourisme international qu'attire le cadre général ou un attrait particulier et qui fait entrer des devises étrangères.

On compte au Québec environ 8.000.000 de visiteurs annuels, dont 3.000.000 américains qui ont laissé à peu près \$300.000.000 au pays, ce qui classe le tourisme comme deuxième source de revenus pour l'économie nationale. Néanmoins, cela ne représente que 17% du revenu touristique canadien. Cela est dû au fait que les relations quotidiennes de l'Ontario, surtout, sont totalisées dans le compte touristique d'une part, mais, d'autre part, à ce que le touriste moyen ne séjourne ici que 3 à 5 jours suivant la saison, se contentant le plus souvent du trajet Montréal-Québec.

Il faudra donc songer à multiplier les centres d'attraction touristiques et plus, à les intégrer dans des circuits amenant le touriste à s'éloigner des sentiers battus et à pénétrer plus profondément et plus longuement le territoire, à couvrir plus également les diverses régions de ce territoire.

Cependant, il ne faudra pas concevoir ce plan en stricte fonction du tourisme international, si important soit-il; on ne doit pas subordonner l'aménagement du potentiel récréatif à l'idée stéréotypée que pourrait s'en faire l'étranger et que l'opérette pour lui notre actuel Ministère, mais bien aux besoins et à l'image de la collectivité nationale, quitte au promeneur étranger, toujours bienvenu, de venir apporter par dessus le marché l'incidence de son tribut d'approbation...

Il n'y a pas d'opposition de principes entre les deux ordres de préoccupations, au contraire, il faut songer à leur harmonieuse complémentarité. C'est pourquoi il sera davantage traité du tourisme en tant que forme de loisir, au chapitre des affaires socio-culturelles.

Néanmoins, étant donné le caractère particulier du tourisme international et surtout son importance économique,

un gouvernement R.I.N. :

84. créera un véritable Ministère du Tourisme d'où sera détaché celui de la Chasse et de la Pêche.

Ce Ministère ne s'occupera directement que du tourisme international et inter-régional et fonctionnera en collaboration étroite avec le Ministère des loisirs. Il sera chargé de veiller à l'accommodation des visiteurs, à établir un plan d'équilibre et d'équipement, à proposer des mesures de contrôle aux sorties, etc.

LES EAUX

Etant donné la situation présente où la production énergétique se trouve nationalisée, nous ne pouvons que souscrire à la politique de l'Hydro-Québec. Néanmoins, nous pouvons présager que, dans un Québec indépendant, il faudra accentuer davantage l'intégration déjà bien amorcée. Par ailleurs, les eaux font actuellement l'objet de plusieurs organismes dispersés dans divers ministères et qu'il faudra songer à rassembler.

Un gouvernement R.I.N. :

85. intégrera à l'Hydro-Québec toute production d'énergie, quel qu'en soit le type.

86. étudiera la diversification des sources énergétiques et, en particulier, l'utilisation de l'énergie nucléaire.
87. permettra que le trop-perçu de l'Hydro-Québec puisse être versé à la caisse centrale de dépôts et placements, faute de quoi les tarifs devraient être réduits.
88. fera en sorte que la Régie des Eaux voie ses pouvoirs élargis et puisse procéder à l'épuration des eaux par bassins versants.
89. verra à ce que la Régie des Eaux encourage la construction de systèmes d'égouts et d'aqueducs sur une base inter-municipale.
90. prévoira des dégrèvements spéciaux pour les industries qui veulent construire leur propre système de contrôle des eaux usées.
91. créera un Ministère des Eaux où seront intégrées l'Hydro-Québec et la Régie des Eaux, de même que tout autre organisme traitant d'un aspect de l'utilisation des eaux, hormis la navigation.

LES RESTES D'UN VIEUX POUVOIR

Il existe au Québec un fouillis invraisemblable tant dans l'administration que dans l'utilisation des réseaux d'utilité publique. On retrouve d'une part des réseaux entièrement gérés par l'entreprise privée, d'autre part, des réseaux d'Etat contrôlés par la même entreprise privée. La situation est d'autant plus chaotique que le Québec ne possède pratiquement aucune juridiction sur la plupart de ces domaines. Si l'on excepte la voirie et la distribution de l'énergie, le Fédéral possède des droits et privilèges absolus en tout ce qui a trait aux télécommunications, aux transports aériens, ferroviaires et maritimes, aux installations portuaires.

Faut-il préciser l'importance dans la vie politique, économique et sociale d'une nation de ces réseaux d'utilité publique. Le Québec indépendant aura donc à récupérer un vaste champ d'activité actuellement de juridiction fédérale et, d'autre part, à mettre de l'ordre dans des secteurs où l'entreprise privée fait souvent la pluie et le beau temps. C'est dans dire qu'il faut tendre à une refonte complète des concepts et des attitudes, le rythme de notre développement l'exige. Cet objectif, il va de soi, ne saurait être atteint

sans une politique de planification et un contrôle direct de l'Etat québécois.

Le contrôle de l'Etat pourra se faire dans bien des cas par une législation appropriée et la mise sur pied de régies à pouvoirs étendus. La création de sociétés mixtes, par fusion des réseaux d'Etat et des réseaux privés dans les domaines comme les télécommunications et les transports aériens et ferroviaires, apparaît également comme un autre moyen d'assurer ce contrôle de l'Etat. Les nationalisations massives au lendemain de l'indépendance risqueraient d'immobiliser inutilement des capitaux importants et de déplacer les ordres de priorité qui sont l'industrialisation, l'éducation et l'aménagement des régions sous-développées. Il reste néanmoins que certaines nationalisations devront être entreprises, même à court terme, dans les domaines où il s'agit de compléter ce qui est déjà amorcé ou de combler des lacunes flagrantes.

L'énergie

La nationalisation de l'électricité étant chose faite, il y aura lieu d'intégrer à l'Hydro-Québec les autres réseaux actuels et éventuels de production et de distribution de l'énergie.

Aussi, un gouvernement R.I.N. :

92. intégrera immédiatement à l'Hydro-Québec les sociétés de distribution du gaz par canalisation souterraine.

Les télécommunications

Elles comprennent la radio et la télévision, le télégraphe et le téléphone. Tous ces services publics sont desservis à la population dans un système concurrentiel. Dans un tel marché commercial, la coordination et l'harmonie sont difficiles, d'autant plus que les pouvoirs du Québec sont nuls ou subordonnés à ceux du Fédéral.

Téléphone

Actuellement, la Bell Telephone dessert la moitié de la population, alors que quelque 130 petites et moyennes compagnies étendent leurs services sur l'autre moitié du territoire. Cette prolifération de petites compagnies dont l'équipement est souvent désuet fait que le milieu rural est mal

desservi. Une politique rationnelle de l'aménagement du territoire doit viser à ce que toutes les régions soient pourvues du meilleur équipement possible. Pour les raisons exposées précédemment, une nationalisation immédiate de toutes les compagnies serait peu souhaitable, c'est-à-dire difficilement réalisable, à cause des déboursés importants de capitaux qu'une telle action suppose. Dans ce domaine, comme dans bien d'autres d'ailleurs, il apparaît plus réaliste de procéder par étapes.

Aussi, un gouvernement R.I.N. :

93. procédera d'abord à l'amalgamation des petites et moyennes compagnies; le réseau d'Etat ainsi créé étendra sa juridiction sur plus de la moitié du territoire québécois.
94. instituera une législation qui verra à assurer la coordination entre ce réseau d'Etat et celui de la Bell Telephone.
95. intégrera graduellement les services de la Bell Telephone à ce réseau d'Etat; la nationalisation dans ce cas pourra se faire par un impôt sous forme de capital-action.

Télégraphe

La plus grande partie des installations télégraphiques qui desservent le public québécois sont possédées par le C.N.R. et quelques grandes compagnies privées. Il va de soi que les installations du C.N.R. situées en territoire québécois feraient partie de l'avoir national après que les ententes préalables auront été négociées. La concurrence inutile qui se pratique dans le marché actuel ne saurait être indéfiniment tolérée car elle rend difficile sinon impossible toute coordination. La récupération des réseaux du C.N.R. mettra le Québec dans une position avantageuse et lui permettra donc de contrôler directement une certaine partie du réseau des télécommunications.

Grâce à une législation efficace, il pourrait également s'assurer un droit de regard sur l'activité des compagnies privées. Cependant, il semble que ce contrôle pourrait être plus efficace si l'Etat devenait l'actionnaire majoritaire de ces compagnies.

Aussi, un gouvernement R.I.N. :

96. réalisera la fusion des réseaux de télégraphie et créera une société mixte où l'Etat sera l'actionnaire majoritaire. De

cette façon, le Québec s'assurera un contrôle sur l'activité, l'implantation et l'expansion des réseaux de télégraphie sans avoir à recourir pour cela à des déboursés importants de capitaux.

Transport

Les transports ferroviaires

Le but primordial des chemins de fer est de pourvoir le public en général du meilleur service de transport par rail qu'il soit possible de lui fournir. Actuellement, le territoire du Québec est desservi par une société d'Etat (C.N.R.) et une société privée. Il va de soi que les installations ferroviaires du C.N.R. sur le sol québécois feront partie de l'avoir national après que les ententes à cet effet auront été conclues. Cependant, il serait illogique que la situation actuelle où un réseau privé et un réseau d'Etat se font concurrence soit indéfiniment tolérée. Le dédoublement de lignes ferroviaires dans certaines parties du territoire et l'absence d'un réseau adéquat dans d'autres parties constituent un état de fait qu'il importe de corriger. Cette politique ne saurait être menée à bien si l'Etat québécois ne possédait pas un contrôle direct sur l'activité et l'implantation de ces réseaux d'utilité publique. Pour les raisons exposées précédemment, la nationalisation immédiate du C.P.R. serait difficilement réalisable et risquerait de déplacer les ordres de priorité. Même si l'intégration sous une société d'Etat de tous les transports ferroviaires qui desservent le public constitue un objectif à long terme, il s'avère plus réaliste de songer pour l'avenir immédiat à la mise sur pied d'une société mixte, assujettie à une régie des transports.

Aussi, un gouvernement R.I.N. :

97. réalisera la fusion des installations du C.P.R. et de la société d'Etat et la création d'une société mixte où l'Etat sera l'actionnaire majoritaire; de cette façon, le Québec s'assurera un contrôle direct sur cet important secteur d'activité sans immobiliser pour cela des capitaux trop considérables.

Les transports aériens

A cause de sa superficie considérable, le Québec a besoin de liaisons aériennes pour assurer une communication rapide entre les diverses régions de son territoire; de plus, à cause de sa volonté de s'ouvrir sur le monde extérieur, le Québec

doit s'efforcer de maintenir des liaisons faciles avec les grandes capitales du monde. A l'heure actuelle, ce service intérieur et extérieur est assuré par Air Canada et plusieurs compagnies privées d'inégales importances. Il est entendu qu'une partie de l'avoir d'Air Canada sera récupéré par le Québec après négociations préalables; de même la juridiction du ministère fédéral des Transports en ce qui concerne l'aviation civile sera transférée au ministère des Transports du Québec.

Aussi, un gouvernement R.I.N. :

98. créera une société d'Etat (Air Québec) dont le rôle sera d'assurer les meilleures communications possibles entre les diverses régions du territoire et de maintenir des liaisons adéquates avec les principales villes du continent nord-américain.
99. créera une régie de l'aviation civile, rattachée au ministère des Transports du Québec, et dont le but sera d'établir les conditions selon lesquelles les compagnies privées pourront offrir leurs services au public, et qui verra à coordonner leur implantation et leur expansion afin de les rendre conformes aux objectifs du plan national et des plans régionaux de développement et d'aménagement.

VOIRIE

Les investissements routiers représentent actuellement près du quart du budget national. Or dans ce domaine, comme dans bien d'autres, il existe une absence de politique d'ensemble. L'arbitraire, le caprice, la pression, le marchandage, le patronage président au choix des solutions et des priorités. Aucun plan d'ensemble n'existe, et les implantations d'ouvrages routiers se font la plupart du temps à partir de critères de rentabilité électorale. De plus, onze autorités disparates (fédérales et provinciales) ont droit de regard sur le domaine routier du Québec; de même la construction des ponts relève du ministère des Travaux publics alors que les autoroutes dépendent d'une régie autonome.

Si l'on veut assurer le développement harmonieux du territoire québécois, il importe de repenser toute la politique de la Voirie. Il devient impérieux de mettre sur pied une autorité qui aura les pouvoirs nécessaires pour réaliser un

plan d'ensemble routier sur tout le territoire. Ce plan devra tenir compte de la nécessité de relier adéquatement les diverses régions du Québec, afin de favoriser les échanges inter-régionaux.

Aussi, un gouvernement R.I.N. :

100. réorganisera complètement le ministère de la Voirie qui devra travailler en étroite collaboration avec le Commissariat à l'aménagement du territoire.
101. établira des plans quinquennaux d'investissements routiers; ces plans seront rendus publics et contribueront à extraire le domaine routier de la plateforme électorale.
102. fera que la construction des ponts dépende désormais du ministère de la Voirie.
103. fera que l'office des autoroutes ne dépende plus d'une régie autonome, mais qu'il soit intégré au ministère de la Voirie qui verra à l'abolition graduelle du péage.
104. dotera le ministère de la Voirie de certains pouvoirs pour acheter et revendre les terrains contigus aux grandes voies d'ossature afin que la plus-value créée par les investissements publics serve au fonds routier.

VOIES D'EAU ET INSTALLATIONS PORTUAIRES

L'eau est un des grands éléments constituant le territoire québécois et représente en quelque sorte la denrée la plus précieuse pour son avenir. Or, il n'existe pas encore de politique générale quant à l'utilisation de nos eaux.

A l'heure actuelle, bon nombre de nos cours d'eau sont sous contrôle fédéral du fait qu'ils sont ou peuvent être navigables. Il en est de même des installations portuaires qui marquent profondément le pays tant au point de vue économique que social. Le Québec indépendant aura donc à récupérer un vaste domaine sur lequel il n'a à l'heure actuelle qu'un droit de possession symbolique. Cette prise de possession, toutefois, aura davantage de portée si elle s'accompagne d'une refonte complète des lois et des structures actuelles. Le législateur aura à établir les priorités quant à l'utilité des projets et quant à l'exercice des droits des intéressés

tels l'Etat, les régions, les municipalités, les corporations publiques, les groupes industriels privés. Pour être efficaces, ces nouvelles lois et structures devront rejeter tout concept désuet quant aux priorités et s'appuyer sur la technologie moderne.

En ce qui a trait aux voies navigables,

un gouvernement R.I.N. :

105. créera une Direction des plans d'eaux navigables et des installations portuaires sous l'égide du ministère des Transports du Québec; comme les installations portuaires ont un rôle souvent déterminant dans la vie politique, économique et sociale de l'arrière-pays, le ministère des Transports devra consulter les gouvernements régionaux avant d'entreprendre des implantations nouvelles sur leurs territoires respectifs.
106. procédera à la prise en charge de la voie maritime du St-Laurent par le ministère des Transports du Québec; celui-ci verra à assurer son ouverture durant toute l'année.
107. travaillera à l'intérieur des organismes internationaux pour faire porter les limites territoriales à douze milles.

LES AFFAIRES SOCIO-CULTURELLES

Introduction

La politique économique proposée au chapitre précédent vise principalement les objectifs suivants : d'une part, augmenter la production, répartir les investissements, accroître la richesse générale et, d'autre part, améliorer la distribution de ces richesses pour aboutir à une situation sociale plus juste. Pour être effective, la planification doit être menée sur tous les fronts. C'est pourquoi le Plan économique doit se compléter d'un Plan social et d'un Plan culturel.

Éducation, culture, loisirs, domaines importants pour lesquels on ne saurait trop insister sur la démocratisation, c'est-à-dire participation du plus grand nombre. Continuer à envisager ces domaines comme le privilège d'une minorité, au détriment des intérêts de la nation, c'est se payer un luxe coûteux, dont les conséquences pèsent lourd sur l'économie du pays. Le principe de "l'égalité des chances" doit

nous amener à remplacer les privilèges par les droits : droit à l'éducation, à la culture, aux loisirs, à la sécurité, au travail; autant d'éléments qui permettront à l'Etat de protéger les citoyens contre les inégalités des chances et réaliser dans le pays un équilibre social.

La sécurité sociale, la justice, le travail, l'habitation, autant de leviers importants qui, intégrés au Plan social, contribueront aussi à protéger le citoyen et à lui assurer la dignité.

L'Etat devra faire des choix, clarifier ses objectifs en vue de réaliser cet équilibre, non plus improviser, au gré des campagnes électorales, mais planifier.

Education

Au moment où le Québec se lance dans une politique d'industrialisation intensive, l'augmentation de la population du secteur secondaire et la diminution de la population agricole créent des problèmes particuliers : formation d'ouvriers spécialisés, de techniciens, de scientifiques, de professeurs, de chercheurs, etc. Dans ces conditions, la démocratisation de l'enseignement prend une importance particulière; il ne faut plus se contenter d'instruire le petit nombre, mais la nation toute entière; la prospérité de notre économie en dépend.

Aussi, un gouvernement R.I.N. :

108. établira la gratuité scolaire à tous les niveaux.
109. rendra l'instruction obligatoire jusqu'à l'âge de 18 ans.
110. assurera aux citoyens des diverses confessions les écoles qu'ils désirent. En vertu du même principe de respect des croyances des citoyens, ceux qui désireront des écoles non confessionnelles y auront droit. Pour appliquer un tel système, l'Etat devra établir la volonté des parents par voie de recensement ou autrement.
111. fera que le système d'instruction publique, à tous les niveaux, soit exclusivement français et que seul il ait droit aux subventions de l'Etat. Les privilèges qui subsistent dans ce domaine seront maintenus pour une période déterminée et l'Etat verra progressivement à uniformiser le système.

- 112. fera que tous les manuels scolaires, à tous les niveaux, soient de langue française et de conception française.
- 113. établira le programme de l'enseignement technique en fonction des objectifs du Plan afin d'assurer l'intégration de la main-d'oeuvre à l'industrie nouvelle.
- 114. établira le programme de formation technique des adultes en fonction des objectifs du Plan afin d'assurer l'intégration de la main-d'oeuvre ainsi formée.
- 115. accordera une priorité à l'enseignement scientifique.
- 116. fera que toute personne ayant dépassé l'âge de la scolarité obligatoire, même si elle n'a pas suivi le cycle normal des études pré-universitaires, ait le droit de se faire admettre dans une université après avoir subi un examen individuel.

Dans le cadre de son programme de décentralisation culturelle et de réanimation régionale :

- 117. implantera progressivement des universités dans toutes les régions du Québec.

Culture

À l'aube de la civilisation des loisirs, il faut envisager de rendre la culture accessible à toute la population. La culture ne doit plus être considérée comme un luxe mais bien comme le prolongement normal de l'enseignement obligatoire et universel. Elle doit cesser d'être le privilège de quelques-uns, pour devenir un droit pour tous les citoyens.

Aussi, faudra-t-il mettre l'accent sur la participation de tous aux activités d'ordre culturel et ce, depuis l'école. Il s'agit en somme de favoriser l'épanouissement d'une véritable culture populaire. Ici encore, l'Etat aura à jouer le rôle d'ordonnateur en mettant sur pied des structures et en favorisant les échanges.

Cette diffusion populaire de la culture ne sera possible que si le citoyen, dans quelque région du Québec qu'il habite, dispose des instruments nécessaires : bibliothèques, musées, théâtres, cinémas, etc. Phénomène particulier et anormal au Québec : nous sommes surtout des consommateurs de cultures étrangères qui disposent chez nous de moyens de diffusion que les Québécois ne possèdent pas pour leur propre

culture. Il conviendra donc de prendre des mesures afin que les manifestations d'ordre culturel de notre pays puissent concurrencer avec succès ces apports extérieurs. Il ne saurait être question de nous fermer à toute influence étrangère, ce qui serait la négation même de la culture, mais plutôt de rétablir au Québec une situation normale.

L'activité culturelle n'étant pas de sa nature commercialement rentable, il va de soi que l'Etat doit suppléer au vide laissé par l'exploitation de la culture par des entreprises à but lucratif. Les méthodes utilisées jusqu'ici ont contribué à centraliser les activités culturelles en quelques points, laissant de vastes régions du pays insuffisamment pourvues.

Il s'agit donc de doter chaque région des instruments indispensables à la culture.

Aussi, un gouvernement R.I.N. :

- 118. créera des centres culturels régionaux. L'action de ces centres pourra être coordonnée avec celle des écoles et des instituts régionaux. Ces centres comprendront d'abord des bibliothèques et discothèques publiques, des salles de concert et de théâtre et, là où il y a lieu, des musées.
- 119. prendra des mesures pour protéger le patrimoine historique du Québec en assurant la protection des constructions, oeuvres d'art et documents ayant une valeur historique et en réglementant l'exportation des biens historiques.
- 120. verra à ce que la formation artistique soit régionalisée là où la chose peut se faire avantageusement.

Il existe un problème particulièrement aigu au Québec et c'est celui du manque de débouchés pour les artistes qui ont atteint un certain niveau de perfection dans leur art. Nous formons beaucoup de musiciens, chanteurs et comédiens mais un grand nombre d'entre eux sont obligés soit de s'exiler pour pratiquer leur art, soit de le négliger ou de l'abandonner afin de gagner leur vie dans une autre carrière. Pour parer à cette difficulté,

un gouvernement R.I.N. :

- 121. créera un théâtre national populaire d'Etat.
- 122. créera un orchestre symphonique national entièrement subventionné par l'Etat.

Pour exécuter notre politique de décentralisation culturelle et d'animation régionale, il faudra que les besoins de chaque région soient connus et qu'une action ordonnée soit poursuivie.

Aussi, un gouvernement R.I.N. :

123. coordonnera les activités d'ordre culturel et en particulier les mesures de stimulation au sein du ministère des affaires culturelles avec le concours des conservatoires, écoles nationales et services culturels du pays.

Pour favoriser l'épanouissement de la culture au pays, il faut que les citoyens de toutes les régions puissent bénéficier des avantages dont jouissent aujourd'hui à peu près exclusivement les citadins et souvent ceux de Montréal et de Québec seulement. Aussi faudra-t-il que la troupe du Théâtre National, l'Orchestre symphonique national et, à long terme, l'Opéra national puissent se faire entendre dans tous les coins du pays comme la chose se pratique ailleurs. De même, il faudra faciliter les échanges entre les régions et cela non seulement dans les domaines du théâtre et de la musique, mais aussi de la peinture, sculpture, etc. C'est en multipliant ainsi ces manifestations que nous atteindrons les objectifs que nous nous sommes fixés, qui sont de favoriser l'épanouissement de la culture dans le peuple et de faire connaître au peuple québécois et à l'étranger les oeuvres de cette culture.

Radio, télévision et cinéma

La radio, la télévision et le cinéma jouent un rôle dominant dans la vie culturelle de toute nation et ce rôle comporte aussi un aspect particulier important : celui de l'information.

Pour mettre en oeuvre la politique de planification que nous préconisons dans ces domaines,

un gouvernement R.I.N. :

124. créera une régie québécoise de la radiodiffusion. Cette régie aura pour fonctions : 1. d'établir les besoins de chaque région dans les domaines du divertissement, de la culture, de l'éducation et de l'information; 2. de déterminer les priorités; 3. de surveiller l'exécution de la politique établie et le fonctionnement du système. C'est de cette régie que relèveront l'émission des permis, le contrôle de la publicité et le contrôle du programme.

125. veillera à ce que soit formellement contrôlée toute publicité commerciale s'adressant aux enfants.
126. créera une chaîne d'Etat de la radio et de la télévision.
127. créera un centre de production et de recherche audio-visuelle. Ce centre mettra sur pied une école de cinéma, de radio et de télévision pour la formation des techniciens.

Le cinéma comme la télévision n'est pas uniquement un moyen d'information, mais il est surtout un instrument d'expression collective. Au Québec, il a été détourné de cette fonction et affecté uniquement à la production de documentaires dits objectifs dans le cadre des institutions fédérales. Dans le domaine de la diffusion des films au Québec, la situation est encore plus grave puisqu'elle est contrôlée par des intérêts étrangers, si bien que "le mobile le plus important pour déterminer la programmation de certaines salles ne sera pas le profit maximum de la salle (qui consisterait à satisfaire les goûts du public), mais le profit maximum de l'industrie cinématographique américaine. Grâce au système actuel, les intérêts américains soutirent 4 millions de dollars au Québec qui serviront à financer la production de nouveaux films américains." (Mémoire de l'Association professionnelle des cinéastes.)

En conséquence, un gouvernement R.I.N. :

128. créera une régie du cinéma qui aura pour tâche de planifier et de réglementer la production et la distribution des films au Québec.
129. habilitera la régie du cinéma à établir des normes de production qui permettront aux cinéastes d'obtenir les garanties et les subventions nécessaires à l'exécution de leurs projets.
130. fera en sorte que, dans le domaine de la distribution des films, la régie assure la diffusion nationale des films de production locale, en établissant graduellement à mesure que croîtra la production un contingentement des films projetés. Quant aux films de langue étrangère, la régie devra en assurer le doublage ou le sous-tirage au Québec par des comédiens et des techniciens québécois.
131. habilitera, dans le domaine de la réglementation, la régie à émettre les permis d'exploitation en tenant compte des besoins des diverses régions du Québec; à établir des normes en publicité; à faire la classification des films; à déterminer la fréquence de projection des films en langues étrangères; et à assurer la diffusion du film québécois à l'étranger.

Justice

La rédaction des lois doit évidemment tenir compte d'un contexte social, culturel et économique.

Il s'agira donc d'adapter nos lois à une situation nouvelle plutôt que de transformer le système judiciaire et de rêver de créer de toute pièce une législation québécoise qui n'existerait pas. Le Code civil du Québec est spécial à notre pays et nous semble à la base une législation valable. Le Code Criminel, quoique d'origine britannique et bien qu'il commande plusieurs amendements immédiats, ne devrait pas être foncièrement changé.

L'application qu'on en fait laisse souvent à désirer, mais il s'agit alors d'un problème humain, de mentalité à changer.

Le droit se divise en droit public et en droit privé.

Le droit public comprend le droit constitutionnel, le droit administratif et le droit criminel.

Nous avons donné dans un autre chapitre les grandes lignes de la future constitution du Québec et les principes généraux dont elle devra s'inspirer. Il restera à créer les tribunaux chargés d'entendre les causes en dernière instance au Québec : Cour Suprême, et autorité qui tranchera les litiges relatifs à la Constitution, et il faudra assurer l'indépendance de la magistrature et faire disparaître les liens qui l'unissent aujourd'hui trop étroitement au parti politique au pouvoir.

Il faudra adapter aussi les structures judiciaires aux cadres politiques et administratifs décentralisés dont nous proposons la création au chapitre des structures politiques.

En conséquence, un gouvernement R.I.N. :

132. gardera dans l'ensemble le système de droit pénal existant, à savoir, la présomption d'innocence, la comparution, l'enquête préliminaire, mais étudiera la possibilité d'exiger l'instruction, avant de pouvoir émettre un mandat d'arrestation.
133. créera une nouvelle loi des coroners dans l'esprit de la version proposée par la Ligue des droits de l'homme.
134. fera en sorte que les procureurs du ministère soient des fonctionnaires permanents de l'Etat et que les juges soient

choisis parmi une catégorie de juristes ayant été reçus à un examen subi après un minimum de 5 ans depuis l'admission au Barreau. Les récipiendaires du diplôme ainsi obtenu qui ne seront pas choisis comme juges pourront servir de conseillers spéciaux ou être assistants des juges.

135. reconnaîtra que les principes du droit pénal doivent reposer sur la nécessité de protection de la société et de la réhabilitation de l'individu et non pas sur le concept périmé de la punition. En conséquence, il reformera le système pénitentiaire et le remplacera par un système de rééducation sociale. De plus, les peines corporelles ainsi que les méthodes d'affaiblissement de conscience ou de destruction de la résistance nerveuse de l'individu seront abolies.
136. abolira la peine de mort.
137. reconnaîtra que la corruption politique qui fausse le jeu de la démocratie constitue un crime contre la nation et doit donc entraîner des sanctions rigoureuses.
138. veillera à ce qu'aucune confession ou déclaration faite par un prévenu, hors de la présence de son avocat ou d'un juge, ne soit admise comme preuve devant les tribunaux du Québec.

Dans le domaine du droit civil,

un gouvernement R.I.N. :

139. reconnaîtra la femme, du point de vue juridique, comme l'égal de l'homme; elle aura tous les droits civils et politiques du citoyen. Par conséquent, elle aura accès à toutes les carrières et, pour le même travail, elle recevra le même salaire que l'homme.
140. admettra qu'outre le ministère du culte, des fonctionnaires désignés soient compétents à célébrer le mariage civilement et à tenir et à garder tous les registres de l'état civil.

Sécurité sociale (santé)

Le risque existe en soi, mais quand il frappe, ce sont les individus qui en subissent les conséquences qui, elles, peuvent être bien inégalement réparties. L'industrialisation et l'urbanisation progressives de la société ont contribué à augmenter la fréquence et l'importance des risques contre lesquels "l'homme moderne est, en fait, plus isolé

que son ancêtre au sein de la tribu ou du clan".

Si l'objectif à long terme doit être de réduire le plus possible l'éventualité des risques, c'est quand même un devoir moral immédiat pour la collectivité, pour la nation, de protéger ses membres contre les inégalités qui pèsent sur eux.

Aussi, à mesure que le risque prenait des formes plus diverses et que l'entraide individuelle devenait moins efficace, on a vu les pouvoirs publics intervenir pour corriger la situation et assurer un minimum de garanties collectives.

Historique

Dès 1883, l'Allemagne établissait un régime d'assurance-maladie. L'année suivante, elle y ajoutait un régime d'assurance-accidents et, en 1889, un régime d'assurance invalidité-vieillesse. En 1911, elle adoptait une première codification de ses lois de sécurité sociale.

En France, les sociétés de secours mutuels remontent à 1898 de même que la loi des accidents du travail. En 1905, les autorités mettaient de l'avant un programme d'assistance aux vieillards, infirmes et incurables privés de ressources et établissaient en 1910 un régime de retraites ouvrières. En 1945, l'Assemblée nationale adoptait une loi organique de la sécurité sociale.

Jusqu'en 1946, la Grande-Bretagne possédait une organisation de sécurité sociale fortement décentralisée et composée d'organismes très divers. On procéda à l'unification des régimes en 1948 alors que cinq lois nouvelles entrèrent en vigueur : assistance publique, allocations familiales, accidents du travail, assurance nationale et service national de santé. Le tout se trouvait couronné d'un ministère des Assurances.

Les Russes adoptèrent, le 15 novembre 1922, un Code du Travail qui se caractérise par l'unification la plus étendue des régimes.

Aux Etats-Unis, le Parlement a voté le 14 août 1935 le Social Security Act instituant, dans le cadre des législations des Etats, un régime d'assurance-chômage et, au plan fédéral, l'assurance-vieillesse.

Une loi nationale de l'assurance est entrée en vigueur le 1er janvier 1963 en Suède. Elle comporte l'unification administrative et financière des régimes d'assurance-maternité, santé, invalidité, vieillesse, et décès du père de famille. Indépendamment de l'occupation, tout le monde est

assuré d'une protection minimum. Les citoyens qui le veulent peuvent toutefois s'assurer des prestations supplémentaires en souscrivant à des régimes spéciaux.

Au Québec

Les principales caractéristiques de l'assistance sociale au Québec peuvent très brièvement se résumer ainsi :

- Solidarité naturelle de la famille proprement dite ou de son prolongement : paroisse, sociétés mutuelles ou coopératives et, plus tard, la municipalité;
- Prépondérance accordée à l'entreprise privée, de nombreuses agences sociales ayant vu le jour depuis 1867;
- Rôle important des institutions religieuses;
- Décentralisation des services à cause, surtout, du très grand nombre d'organismes qui exerçaient leur activité dans des domaines bien divers.

La première tentative de systématisation de l'assistance remonte à 1921 alors qu'on adopta la Loi de l'assistance publique. A ce sujet, le rapport Boucher déclare :

"Les organismes de charité de l'époque ne pouvaient plus répondre seuls aux besoins provoqués par les problèmes nouveaux, nés de cette première vague d'industrialisation. Les difficultés économiques des années '30, même si elles révélèrent subitement la faiblesse de l'initiative privée et son incapacité à pallier les maux du temps, ne modifièrent guère le régime de l'assistance."

Le 6 décembre 1961, le gouvernement créait un comité d'étude sur l'assistance publique et, au début de 1963, un Comité interministériel d'étude sur le régime de rentes du Québec.

Importance des dépenses

On trouvera ci-dessous les dépenses des ministères de la Famille et du Bien-être social et de la Santé, de même que le total des dépenses ordinaires du gouvernement au cours des années 1961 à 1966 :

	<u>Famille et Bien-être social</u>	<u>Santé</u>	<u>Total des dépenses ordinaires</u>
1961-62	\$ 116,571,950	\$ 128,349,524	\$ 685,494,513
1962-63	129,247,889	147,469,309	762,483,991
1963-64	136,197,000	185,175,000	998,336,000
1964-65	158,077,000	236,091,000	1,118,348,000
1965-66	218,973,200	396,430,200	1,441,975,600

Un rapport du gouvernement indique que de 1954 à 1962, le pourcentage du budget total dévolu à l'assistance sociale a varié de 12 à 15% au Québec, alors qu'en Ontario, la moyenne s'établissait à 5.5% et que dans les autres provinces, elle atteignait 8%.

Il vaut la peine de noter que la plupart des lois d'assistance adoptées par le Gouvernement du Québec faisaient suite à des initiatives du gouvernement fédéral : assistance aux aveugles (1937), aux mères nécessiteuses (1937), sécurité de la vieillesse (1937), assistance-vieillesse (1952), allocations aux invalides (1955), assistance-chômage (1959), assurance-hospitalisation (1960).

Le Québec adoptait en 1931 la Loi des accidents du travail, sa première initiative dans le domaine de la sécurité sociale proprement dite. Il faudra attendre 30 ans avant l'adoption d'une autre mesure de sécurité sociale : l'assurance-hospitalisation.

Pour sa part, le gouvernement fédéral mettait en vigueur en 1940, à la suite d'une modification apportée à la B.N.A.A., un régime d'assurance-chômage et, quatre ans plus tard, il instaurait un régime d'allocations familiales.

A toutes ces mesures prises séparément ou conjointement par Québec et Ottawa, et qui prévoient le versement de prestations, il faut ajouter d'autres lois qui fournissent une assistance sous forme de services et qui s'adressent plus particulièrement à l'enfance et aux adultes sans foyer.

Organisation administrative

Québec créait en 1944 un département du Bien-être social auquel on reconnaissait deux fonctions principales : l'assistance aux personnes de 65 à 70 ans d'une part, et l'assistance aux aveugles, invalides et mères nécessiteuses, d'autre part.

En 1946, ce département devenait celui du Bien-être social et de la Jeunesse et prenait également à sa charge tous les services d'assistance sociale et de protection de la Jeunesse.

En 1959, on créait deux ministères distincts : celui du Bien-Etre social et celui de la Jeunesse.

En 1961, le ministère du Bien-être social devenait celui de la Famille et du Bien-être social. On sait, d'autre part, que le ministère de la Jeunesse a été remplacé par celui de l'Education.

En 1961 également, on établissait, au sein du ministère de la Santé, un service de l'assurance-hospitalisation.

Etendue de la Sécurité Sociale

Les études qui ont été faites dans ce domaine et les divers régimes qui ont été mis en vigueur dans le monde nous permettent de fixer l'étendue des risques assurés (objet) et des sujets protégés par la sécurité sociale dont on pourrait donner la définition suivante :

L'ensemble des mesures particulières ou publiques dont le jeu ordonné procure au citoyen l'assurance que, quelles que soient les infortunes dont il pourra être atteint, ses besoins fondamentaux seront satisfaits.

Il devrait toutefois exister dans notre esprit et dans la pratique une distinction très nette entre l'assistance et la sécurité sociale, les deux découlant d'un devoir moral d'entraide auquel la collectivité obéit en vertu du principe de la solidarité nationale. Mais il nous semble que les mesures d'assistance doivent secourir les personnes indigentes et s'alimenter à même les revenus généraux de l'Etat alors que les mesures de sécurité sociale constituent plutôt des formes d'assurances contre certains risques et, tout en s'inspirant du même principe de la solidarité nationale, devraient entraîner une participation directe du citoyen.

Etendue quant à l'objet :

- Education des enfants jusqu'à 16 ans, en cas de décès du père.
- Compensation des charges familiales.
- Risque de la maladie.
- Invalidité accidentelle.
- Risque du chômage.
- Pension de retraite à un certain âge.
- Frais funéraires.

Nous nous en tenons à cette énumération qui, on voudra bien le noter, peut représenter un grand nombre de régimes particuliers. Ainsi, l'assurance-maternité, dont il n'est pas fait mention, peut être intégrée à un régime d'assurance-santé ou à un régime qui prévoit la compensation des charges familiales. Il en va de même pour d'autres aspects de la sécurité sociale.

Etendue quant aux sujets :

- La protection contre certains risques (maladie, vieillesse, inégalité des charges familiales) ne peut être limitée à certaines catégories de travailleurs.
- Si les mesures de sécurité sociale s'inspirent du principe de la solidarité nationale en face de certains risques, leur généralisation à l'ensemble de la population s'inscrit dans la logique du système.
- L'équilibre saura mieux s'établir entre les cotisations et les prestations si les régimes en vigueur bénéficient de la loi des grands nombres. Les probabilités moyennes remplacent les facteurs âge, santé, etc.

Financement

- Les mesures de sécurité sociale peuvent être financées à même les impôts généraux perçus par l'Etat ou par la participation directe des intéressés sous forme de cotisations.
- S'il est normal que les fonds généraux de l'Etat servent à défrayer le coût de l'assistance sociale qui, rappelons-le, vient au secours des indigents, nous croyons toutefois que les mesures de sécurité sociale proprement dites doivent être financées à l'aide d'une participation directe des intéressés.
- Cette participation de l'assuré établit une distinction bien tranchée entre l'assistance et l'assurance.
- La présence d'une caisse nationale, qui servirait d'organisme de compensation entre les caisses des divers régimes particuliers, permet d'assurer l'équilibre général de la sécurité sociale.
- Au besoin et pour répondre à des situations particulières, le Gouvernement peut toujours intervenir. Mais, si les divers régimes sont établis à partir de données actuarielles qui font l'objet d'une révision périodique, l'autofinancement est possible.
- Le patron participe au financement parce que l'activité qu'il dirige peut augmenter ou accélérer les besoins de la sécurité sociale.
- Il importe que les cotisations soient établies proportionnellement aux salaires et qu'on impose une limite au prélèvement. Des mesures fiscales (abattements, prise en compte des cotisations, etc.) peuvent permettre de répartir équitablement le financement.

145. procédera à l'uniformisation administrative de l'assistance sociale, qui s'accompagnera d'une décentralisation des "services immédiats" et de l'établissement de bureaux régionaux d'information.
146. habilitera, dans chaque district judiciaire, les cours de bien-être social à entendre les appels des décisions rendues par les services administratifs quant aux réclamations d'assistance ou de prestations en vertu d'un régime de sécurité sociale.
147. financera à même les revenus généraux de l'Etat les mesures d'assistance sociale ayant trait aux allocations familiales, à l'invalidité, à la vieillesse et à tous autres besoins des citoyens incapables d'y subvenir et qui ne bénéficient pas déjà des avantages de l'un ou de l'autre des régimes de sécurité sociale.
148. établira des régimes de sécurité sociale pour répondre aux risques suivants et d'après les méthodes de financement et les modalités suivantes :
 - Congé de maternité - financement assuré par l'employeur, l'employé et l'Etat.
 - Assurance-Santé - régime universel, obligatoire, contributif dont le financement est assuré par les cotisations des employés (proportionnellement aux revenus), des employeurs et la collaboration de l'Etat, quant au domaine hospitalier, et qui couvre les frais de tous ordres.
 - Caisse de retraite - d'après les modalités établies par le Comité interministériel, mais
 - en élargissant l'échelle des revenus cotisables;
 - en établissant une différence réelle dans les taux de cotisation par catégories de revenus;
 - en posant les conditions selon lesquelles les régimes privés pourront continuer d'exister.
 - Assurance-chômage - dont le financement est assuré par les cotisations de l'employeur et de l'employé.
 - Accidents du travail - dont le financement est assuré par les cotisations des employeurs.
 - Caisse d'assurance-vie - régime universel, obligatoire et contributif qui vise à procurer aux citoyens une garantie minimum.

Travail

En matière de travail, de relations patron-ouvrier et de sécurité sociale, nous souscrivons entièrement aux principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, proclamée par les Nations Unies, notamment :

Article 23 :

1. Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.

2. Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal.

3. Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale.

4. Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

Article 24 :

Toute personne a droit au repos et aux loisirs et notamment à une limitation raisonnable de la durée du travail et à des congés payés périodiques.

Article 25 :

1. Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.

Article 22 :

Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays.

Nous souscrivons également à la plupart des normes internationales du travail adoptées par l'O.I.T. :

Les normes internationales du travail prennent la forme

de conventions et de recommandations adoptées par la Conférence générale annuelle de l'O.I.T. Jusqu'ici, 107 conventions et 104 recommandations ont été ainsi établies.

Les conventions, sortes de traités internationaux, ne deviennent exécutoires pour un pays membre de l'O.I.T. que lorsqu'elles ont été ratifiées par le parlement de ce pays. Le Canada a ratifié 18 conventions internationales du travail. Cependant, chaque Etat Membre de l'O.I.T. a le devoir de soumettre toute convention adoptée par l'O.I.T. à l'autorité nationale compétente, généralement le parlement. D'autre part, les gouvernements doivent rendre compte annuellement à l'O.I.T. des mesures prises pour donner effet aux dispositions des conventions qu'ils ont ratifiées. Les recommandations ne sont pas sujettes à ratification. Elles constituent en fait des guides pour l'action des gouvernements.

L'ensemble des conventions et recommandations qui forment le "Code international du Travail" couvrent de nombreux sujets intéressant le monde du travail et notamment :

- travail forcé
- sécurité et hygiène du travail
- liberté d'association
- âge minimum d'admission à l'emploi
- durée du travail
- protection des marins
- négociation collective
- sécurité sociale
- protection de la maternité
- travail des femmes
- égalité de rémunération
- migrations

Ensemble et la réadaptation des lois fédérales actuelles qui affectent ces sphères de l'activité humaine permettront de mettre ces principes en pratique.

Code du travail

Il est évident que l'adoption d'un véritable Code du Travail entraînera la refonte de toute la législation ouvrière actuellement en vigueur et, plus particulièrement, des lois suivantes :

- Code du Travail
- Loi instituant le Conseil supérieur du travail et ses règlements
- Loi des syndicats professionnels et les dispositions de la Loi des assurances s'y rattachant
- Loi de l'aide à l'apprentissage

- Loi de la convention collective
- Loi du salaire minimum
- L'arrêté ministériel concernant les justes salaires dans les contrats du gouvernement provincial
- Loi des mécaniciens de machines fixes
- Loi relative à la limitation des heures de travail
- Loi concernant les électriciens et les installations électriques
- Loi des mécaniciens en tuyauterie
- Loi de l'inspection des échafaudages
- Loi de la sécurité dans les édifices publics
- Loi des bureaux de placement

Comme nous le verrons plus loin, le nouveau Code du Travail établira des négociations collectives à l'échelle nationale, reconnaîtra la force de loi aux conventions collectives, maintiendra la Commission des Relations du Travail aux fins de conciliation, établira des conditions minimales de travail et régentera la participation des travailleurs aux régimes de sécurité sociale.

Droit au travail

Le Code du travail proclamera que chaque ouvrier a un droit primordial à son emploi. L'employeur aura donc ainsi la tâche de prouver que tel travailleur licencié n'était vraiment plus utile, au lieu de laisser à l'employé le fardeau de prouver qu'il a été congédié injustement.

Ce droit au travail implique la responsabilité, au premier chef, du patronat et, en dernier ressort, de l'Etat.

De même qu'un employeur garantit l'achat d'immeubles, de machines et de matières premières, il devra garantir, pour obtenir le droit d'embaucher, le salaire annuel et le plein travail pour un temps donné. L'Etat pourra endosser la garantie fournie par l'employeur. Une fois la garantie terminée, advenant une mise à pied justifiée, c'est à l'Etat qu'incombera le reclassement et le placement de l'employé ainsi que sa sécurité en cas de période d'attente.

Droit à la convention collective

Contrairement au régime actuel qui restreint les avantages des conventions collectives à un nombre très limité de salariés (il n'y a actuellement que de 25 à 30% des salariés québécois qui sont protégés par les clauses d'une convention collective ou d'un contrat de travail), tous les salariés seront protégés par de telles conventions dont la mise en oeuvre sera placée sous la double surveillance des syndicats et de l'Etat.

En effet, le régime actuel d'accréditation favorise l'intervention du gouvernement dans les affaires syndicales, le faisant ainsi juge et partie, et ouvre la porte à la contestation systématique du patronat et à toutes les mesures tracassières qui en résultent, de l'intimidation au syndicalisme de boutique.

Il faut lui substituer un régime qui repose sur :

- des conventions collectives intervenues à l'échelle nationale, chacune de ces conventions s'appliquant à toute une industrie, à un groupe d'industries ou à un genre de services;
- des conventions qui sont négociées collectivement entre, d'une part, les représentants patronaux et, d'autre part, les représentants des divers syndicats intéressés;
- l'application à tous les salariés de l'industrie, du groupe d'industries ou de services intéressés, des avantages reconnus dans les conventions collectives;
- des conventions collectives qui ont force de loi dont l'exécution est placée sous la double surveillance d'inspecteurs du travail gouvernementaux, d'une part, et de délégués du personnel (1) et représentants syndicaux, d'autre part.

Règlements des différends collectifs et individuels

Comme c'est le cas présentement, lorsque des négociations collectives échoueront, il y aura conciliation par la Commission des Relations du Travail, à la différence que si la conciliation échoue à son tour, les travailleurs intéressés, quels qu'ils soient, auront droit à la grève (actuellement, plusieurs catégories de travailleurs sont privés du droit de grève). Il est ultra vires de forcer les gens à travailler à des conditions qu'ils refusent, à moins d'instaurer un régime de conscription du travail.

De plus, le Code du Travail interdira le recours aux injonctions et autres mesures similaires à l'endroit des piquets de grève.

1 Les salariés éliront des délégués du personnel dont le nombre et la juridiction seront déterminés dans les conventions collectives. Ces élections se dérouleront au scrutin secret, sous la surveillance du gouvernement et des syndicats, et chacun des syndicats intéressés pourra présenter des candidats.

Dans les cas de différends résultant de l'interprétation ou de l'application des clauses d'une convention collective, d'une loi sociale, d'une coutume établie ou de tout autre grief rattaché au travail, les conventions collectives comprendront une clause de règlement démocratique des griefs, prévoyant plusieurs recours, depuis la confrontation entre le délégué syndical et le contremaître, jusqu'aux tribunaux du travail.

Ces tribunaux posséderont les pouvoirs exclusifs d'arbitrer les conflits de droit et d'intérêt dans l'application des conventions collectives, des lois sociales, des coutumes établies ou de redresser toute autre injustice à l'égard d'un employé en rapport avec son travail.

Les membres de ces tribunaux seront nommés par le gouvernement après consultation avec le Conseil supérieur du Travail. Le gouvernement et les universités collaboreront à la formation de personnes aptes à siéger dans ces tribunaux.

Liberté et sécurité syndicales

Le Code du Travail reconnaîtra le droit pour tout salarié d'appartenir au syndicat de son choix. Il reconnaîtra aux syndicats concernés le droit de participer aux négociations collectives et celui de surveiller l'application des conventions. En outre, l'employeur devra percevoir la cotisation syndicale à même les gages de chaque salarié et l'acheminer vers le syndicat choisi par ce dernier, qui remplira une déclaration à cette fin.

La participation des travailleurs à la vie sociale, économique et politique de la nation sera assurée par leur représentation au sein des organismes (Conseil social et économique, etc.) mis sur pied par l'Etat. Il sera donc nécessaire de s'assurer que les syndicats ne sont pas dominés par une puissance étrangère, comme c'est le cas pour certaines de nos "unions internationales" qui, appuyant la politique des Etats-Unis, cherchent à nous imposer, par voie détournée, la politique économique de leur pays. Ceci dit, il faut distinguer entre un syndicat dominé par une puissance étrangère et un syndicat affilié à une centrale internationale. (Autrement dit, rien ne s'opposera à ce que la F.T.Q. conserve son affiliation avec la Confédération internationale des Syndicats libres (CISL) et la CSN, avec la Confédération internationale des Syndicats chrétiens (CISC).)

Conditions minimales et sécurité sociale

Le Conseil supérieur du Travail sera appelé à jouer un rôle de plus en plus important. C'est lui qui sera chargé d'élaborer la politique ouvrière du gouvernement. C'est sur ses recommandations que seront établies les conditions minimales incorporées à la Loi du salaire minimum (elle-même intégrée au Code du Travail) en matière de salaires, heures de travail, congés et vacances payés. A ces conditions de base s'ajouteront les bénéfices d'un régime de sécurité sociale (que nous avons décrit ailleurs) à l'élaboration et à la gestion duquel les travailleurs seront appelés à participer.

C'est pourquoi,

un gouvernement R.I.N. :

149. ratifiera les normes internationales de travail adoptées par l'Organisation internationale du Travail.
150. adoptera un véritable Code du Travail qui s'inspire du droit au travail pour chaque citoyen et qui englobe, en les modifiant, toutes les lois actuelles régissant les activités directement ou indirectement rattachées à l'exercice de ce droit.
151. reconnaîtra à tout employé (y compris les fonctionnaires et les cadres) le droit d'adhérer librement au syndicat ou à l'union de son choix.
152. favorisera la conclusion de conventions collectives à l'échelle nationale dans une industrie, un groupe d'industries ou de services donnés, cette mesure permettant de protéger le plus grand nombre possible de salariés.
153. reconnaîtra le droit de grève à tout travailleur syndiqué, tout en multipliant les possibilités de négociations préalables à tous les échelons et en prévoyant le recours à la conciliation sous l'égide de la Commission des Relations du Travail (C.R.T.).
154. créera des tribunaux du travail (dont les membres recevront une préparation spéciale pour accomplir cette tâche), qui seront seuls compétents pour entendre les causes relevant du droit du travail ou de l'application des conventions collectives.
155. rendra obligatoire la perception à la source par l'employeur de la cotisation syndicale.
156. veillera à ce que les syndicats soient obligatoirement québécois sans pour cela exclure leur affiliation à une centrale internationale dans sa nature, sa composition et son esprit.

Loisirs

Dans le domaine des loisirs, de l'éducation physique et des sports, au niveau provincial, au niveau fédéral comme au niveau municipal règnent l'improvisation, le laisser-faire, la confusion.

Le gouvernement fédéral possède une dizaine de ministères ou de services qui s'occupent directement ou indirectement des loisirs : les ministères de l'agriculture, du travail, de la Défense nationale, des Affaires des anciens combattants, de la Santé et du Bien-Être Social, de la Citoyenneté et de l'Immigration, du Nord et des Ressources; Radio-Canada, la Galerie Nationale, l'Office National du Film, le Conseil des Arts. Entre ces organismes, il y a absence de collaboration, de coordination et d'échange.

Au niveau provincial, la situation est aussi grave. Onze ministères et huit services gouvernementaux s'occupent de loisirs, d'éducation physique ou de sport. Aucun de ces organismes, par exemple, n'a de contrôle sur le sport professionnel; quant au sport amateur, laissé à lui-même, il périclite.

Au niveau municipal, les pouvoirs publics se limitent, dans la plupart des cas, à subventionner bêtement l'entreprise privée; là encore c'est le désordre. Dans l'ensemble et surtout dans le milieu rural, l'action des municipalités est très restreinte et ne comporte aucune prévision, aucun plan.

Au niveau de l'entreprise privée, on ne peut encore une fois que constater une grande confusion. Il y a au Québec 3000 organismes de loisirs qui s'intéressent principalement aux spectacles et aux divertissements. Là encore il n'existe entre ces organismes aucune coordination. L'absence de normes, le personnel insuffisant et souvent incompetent entraînent une perte considérable d'efforts et d'énergies.

Au niveau du sport professionnel, mieux organisé matériellement, il faut souligner la qualité souvent déplorable des spectacles, les pressions sur les jeunes amateurs, liées par contrats exclusifs aux grands organismes professionnels et l'exploitation des jeunes au détriment de leurs études et de leur santé.

Nous avons constaté, d'autre part, qu'une grande partie de l'organisation des loisirs au Québec repose sur le bénévolat. Bien qu'édifiant, ce dévouement mal guidé est souvent désastreux. Les bonnes intentions ne peuvent donc plus être considérées comme nos seules normes.

Il est important de penser le sport amateur en fonction du peuple et d'encourager la participation du plus grand nombre.

Dans l'ensemble, le partage des responsabilités entre le secteur privé et l'Etat est mal défini et prête à la confusion. Dans les deux cas, le personnel est peu nombreux, souvent mal formé et les méthodes utilisées sont rudimentaires.

Dans le domaine des parcs et des terrains récréatifs, la situation n'est pas plus reluisante. Alors que le Québec possède 32% de la superficie des parcs du Canada, alors que nos réserves de chasse et de pêche constituent 51% des réserves du pays, en 1959 il n'y eut que 180.134 personnes qui les fréquentèrent; en Ontario, la même année, il y en avait 5.127.000. En 1959, l'Ontario retire 185 millions de ses parcs - le Québec en retire 57 millions. Rien d'étonnant à cette situation : nos parcs sont soit mal équipés ou ne sont accessibles qu'aux plus fortunés.

Les constatations que nous avons faites et les besoins que nous avons signalés nous amènent à recommander une action énergique de l'Etat. Les loisirs, les sports et l'éducation physique sont des instruments de formation trop importants pour que les pouvoirs publics laissent tout aller au hasard et encouragent le laisser-faire.

Au même titre que l'éducation, ces disciplines doivent figurer aux premiers rangs des préoccupations de l'Etat et ne doivent plus être limitées au niveau de l'enseignement scolaire. Une intégration au niveau de l'éducation populaire est urgente.

Les loisirs, l'éducation physique et les sports ne doivent plus être le privilège de quelques-uns, mais être à la portée de la masse. C'est à ce titre de moyen d'éducation que la société doit en faciliter et en contrôler le développement comme un service social, à l'exemple de l'enseignement - de l'assistance ou de la sécurité. L'urgence de faire un inventaire global dans ce vaste domaine et de préparer un plan national doit nous inciter à l'action.

Quant au tourisme, l'entreprise privée est encore ici la seule à exploiter et à aménager à son compte et à celui d'un tourisme étranger le potentiel touristique du Québec, ainsi laissé à l'anarchie, à la défiguration et à la dilapidation. Le gouvernement, dans la mesure où il intervient, agit dans le même sens, accordant une attention servile au tourisme international ou à un tourisme local privilégié; l'appellation même de son ministère - du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche (clubs privés) - trahit bien une politique de colonisés et de privilégiés et l'esprit mercantile, antisocial

et antinational de la conception qu'il se fait des loisirs.

Le tourisme national, inter-régional ou régional est une forme de loisir. Le tourisme est une industrie primaire d'exploitation d'une richesse naturelle : le cadre global du pays, territoire et nation, cette richesse en tant qu'image collective doit être la préoccupation première de l'Etat et ne doit plus être aménagée pour le petit nombre, mais en fonction de la collectivité toute entière et à son image vivante.

Cet aménagement doit reposer sur les besoins de la collectivité en récréation, sur la reconnaissance de la civilisation des loisirs et du principe du droit aux loisirs, fondamental et de responsabilité sociale. Cette responsabilité entraîne pour l'Etat des pouvoirs accrus en matière de contrôle et d'aménagement. On ne peut plus considérer le coût des loisirs suivant la rentabilité sociale. On ne peut plus considérer les loisirs comme une activité gratuite, mais comme une activité en soi, organisée, tout comme le travail. On ne peut plus enfin considérer le tourisme comme uniquement extérieur, mais désormais comme étant essentiellement une activité intérieure à laquelle vient s'ajouter l'apport même non négligeable du tourisme international.

Dans cette perspective,

un gouvernement R.I.N. :

157. créera un ministère des loisirs devant collaborer intimement avec le ministère de l'éducation (éducation physique, centres sportifs, etc.), avec le ministère des affaires culturelles (culture populaire, centres culturels et sociaux, etc.) ainsi qu'avec les ministères du travail, de la santé, de la sécurité sociale et du tourisme.
158. créera une direction générale de l'éducation physique et des sports scolaires au sein du ministère de l'éducation.
159. créera une direction générale de la culture populaire au sein du ministère des affaires culturelles.
160. créera au sein du ministère des loisirs une direction générale des sports amateurs, du tourisme et de la villégiature.
161. créera, au sein du Commissariat à l'aménagement du territoire, une commission des Loisirs, chargée d'établir un plan directeur général de développement et d'aménagement du potentiel récréatif, après inventaire des besoins, des moyens et des ressources.

162. établira ce plan national de même que les plans régionaux sur le besoin d'assurer un maximum d'accès physique et financier aux espaces récréatifs à partir des principaux bassins de population.
163. érigera les espaces récréatifs en parcs et réserves du domaine public ou les soumettra à un zonage rigide à grande échelle.
164. verra à ce que ces parcs et réserves soient reliés et intégrés à un réseau touristique, conçu suivant un système de circuits par étapes, aménagés en routes touristiques, avec relais hôteliers, terrains de camping, etc.
165. fera en sorte que chacun de ces parcs soit aménagé suivant son potentiel propre autour de centres de services polyvalents où seront regroupés sports, loisirs, villégiature ainsi que les équipements de santé, d'éducation et de bien-être, assurant ainsi l'équilibre saisonnier des sous-régions touristiques.
166. procédera à l'intégration de l'équipement existant aux plans nationaux et régionaux, à l'abolition progressive, par non-renouvellement des baux, des clubs privés de chasse et pêche et à l'ouverture concomittante, au public, de ces territoires sévèrement organisés.
167. organisera une école et un institut d'hôtellerie; publiera un guide touristique officiel avec classification des hôtels, restaurants et autres services et attraits touristiques; veillera à l'organisation et la coordination des festivités; élargira la loi des alcools; organisera la publicité sur une base régionale plutôt que nationale, et créera des brigades sportives chargées d'assurer la sécurité et la police des sports.
168. établira des services et des tarifs transports et hôteliers différentiels, spéciaux, familiaux, hebdomadaires et saisonniers et la diversification des temps de vacances.
169. établira le contrôle de certains facteurs d'intérêt général pour les loisirs : pollution de l'eau et de l'air, conservation de la flore et de la faune, protection des sites et monuments, etc.
170. établira le contrôle sévère, par zonage et classement, des abords routiers, de l'affichage, de la présentation commerciale, des sites et monuments, des rivages, et des paysages constitués.
171. instituera la réglementation, par une régie d'Etat, des sports professionnels, commerciaux, des spectacles sportifs, du sport amateur et des concours olympiques.

172. favorisera la concentration de la villégiature en des villages d'été situés sur les sites les plus favorables et en corollaire la restriction du développement de villégiature en bordure des lacs et des cours d'eau importants.
173. créera un réseau de colonies de vacances et d'auberges de jeunesse intégrées aux principaux centres de villégiature.
174. ratifiera les recommandations de l'UNESCO concernant la sauvegarde de la beauté et du caractère des paysages et des sites.

Habitation

Le problème de l'habitation est général, urbain et rural. Dans la situation actuelle, l'habitation est conçue restrictivement, en tant qu'unité de logement, parasitaire des autres grandes fonctions motrices de l'économie. La Société Centrale d'Hypothèque et de Logement, institution fédérale née de la crise du logement d'après guerre, ne fait que procéder à une comptabilité du logement, quitte à édicter pour sa politique de garantie des emprunts, des normes générales de construction et de lotissement, des standards et modèles architecturaux "canadian". Le Crédit Agricole s'occupe timidement à Québec de l'habitation rurale. Enfin, le mouvement coopératif commence à toucher la résidence suburbaine et l'on pourrait songer à son élargissement éventuel pour des réalisations pleinement urbaines d'ensembles d'habitations intégrées.

Le logement n'est qu'un aspect, premier mais limité, de l'habitation qui comprend également les prolongements publics, sociaux et économiques du logement. Si le principe du droit au logement est fondamental, d'abord on ne peut plus laisser aux seuls entrepreneurs spéculateurs le soin de l'appliquer, et ensuite d'autant moins qu'ils y consentent mal et qu'ils ne pensent qu'en termes d'unités rentables de logements sans se préoccuper d'intégration au milieu social et physique.

Dans le cadre de la planification, il faudra prévoir une action énergique des pouvoirs publics en matière de rénovation urbaine, de constructions d'ensembles d'habitations nouvelles, si ce n'est de villes nouvelles, suivant l'exemple anglais.

Etant donné cette situation présente et anticipée,

un gouvernement R.I.N. :

175. créera un ministère de l'urbanisme et de l'habitation, chargé d'établir en relation avec le Plan, un programme national régionalisé d'équipement en habitation, suivant un inventaire des besoins physiques et psychologiques de la population.
176. créera une société nationale d'habitation, reliée au Commissariat au Plan, et chargée d'établir les normes de construction, d'architecture et d'urbanisme, de contrôler le volume de la construction résidentielle par catégorie, de régler les loyers, de garantir sous condition les prêts hypothécaires à la résidence particulière et de contrôler à cet égard le crédit bancaire, de fournir les prêts aux entrepreneurs et aux municipalités sur des projets approuvés et de participer elle-même directement à certains chantiers particuliers.
177. portera une attention toute spéciale à la rénovation urbaine, non seulement à Montréal et à Québec, mais également et peut-être surtout dans les centres secondaires appelés par le Plan à multiplier leur importance régionale, et non seulement à des quartiers résidentiels où il s'agit d'assurer un relogement salubre, mais davantage sur le coeur des villes en vue d'une revitalisation essentielle des fonctions socio-économiques urbaines où l'habitation doit se trouver harmonieusement intégrée.
178. contrôlera strictement les développements résidentiels spéculatifs de banlieue, quant à leur nature et leur bien-fondé, par des mesures de crédit sélectif à l'investissement.

LES AFFAIRES POLITIQUES

"La démocratie locale est une modalité irremplaçable de l'éducation populaire."

L'Etat et le Citoyen,
Club Jean Moulin.

Introduction

Le Québec souffre d'un déséquilibre économique et démographique croissant. Sa métropole, Montréal, groupe à elle seule

près de la moitié de la population et absorbe une quantité considérable des énergies disponibles. A l'opposé, plus de la moitié du territoire occupé est sous-développé et accuse un retard de plus en plus prononcé. Si un effort exceptionnel n'est pas tenté, les emplois nouveaux ne seront disponibles que dans un secteur géographique limité.

Le développement des zones menacées, le relèvement du "désert québécois" demandera un effort collectif et volontaire des populations intéressées, dans le cadre de structures qu'il faut mettre en place rapidement.

Le Québec est découpé de façon illogique et improvisée; la cohésion entre les structures administratives économiques ou scolaires est inexistante. 95 comtés, quelque 1600 municipalités, 14 régions économiques (COE), 55 régions scolaires; on conviendra que ce découpage est excessif et qu'il est nécessaire d'opérer un regroupement pour obtenir des unités plus puissantes susceptibles de recevoir un équipement administratif, social, économique et culturel efficace, en fonction des besoins des citoyens.

Entre le gouvernement et le peuple, il n'y a pas de contact, pas de dialogue. Le pouvoir est exercé par une poignée de ministres qui entourent le premier ministre et entre eux et le peuple, il n'y a aucun lien. Ces quelques hommes sont tout puissants grâce à la majorité que leur confère le bipartisme. De plus, cette oligarchie n'a aucune opposition. La discipline du parti empêche le député de jouer un rôle critique et, en Chambre, l'opposition ne peut que faire des discours. Il n'existe non plus aucune opposition au niveau des municipalités. L'oligarchie régnante peut faire le pluie et le beau temps. Résultat : naît la méfiance de la part du citoyen qui se voit imposer des politiques sans consultation. La politique (le plan) doit refléter les besoins réels du peuple, d'où l'importance de sa participation à l'élaboration, à l'exécution et au contrôle des politiques régionales. Le consentement de la population est essentiel.

La réorganisation des institutions en fonction des responsabilités de l'Etat doit tenir compte des besoins du pays. Cette réorganisation ne sera efficace que si elle est axée vers la décentralisation.

Il importe d'éveiller la conscience nationale, que le citoyen sente que son problème de village, de comté ou de région dépend du grand problème national. Aucune politique ne sera nationale si le peuple n'y participe pas. Ici la démocratie est symbole d'efficacité. Voilà les bases de la véritable planification.

Dans le régime actuel, la centralisation est synonyme

d'inefficacité. La région est mal représentée; elle ne pèse d'aucun poids dans les décisions prises à Québec et ne jouit d'aucune initiative dans leur exécution. D'où l'absence de pensée politique chez les citoyens incapables de situer les problèmes locaux dans le contexte national.

Décentralisation régionale

La région est une réalité socio-économique. Elle doit posséder ses institutions, elle doit avoir des moyens d'action propres pour aménager son territoire, elle doit avoir des pouvoirs de décision.

La région doit être conçue autour d'une capitale. Chacune de ces capitales régionales doit être un pôle d'influence et d'action industrielles, commerciales, administratives, universitaires et culturelles avec, au besoin, le concours de capitales secondaires.

La région doit être une réalité vivante. C'est dans leur milieu que les citoyens, comme les groupes, en présence de leurs objectifs propres, pourront le mieux s'exprimer. Ainsi, pour que la "révolution régionale" s'opère, il faut que les représentants de la région jouent un rôle direct dans la politique économique et dans l'exécution du plan. Le but visé est une démocratisation de la vie économique, une plus grande participation du peuple, une meilleure représentation des intérêts ouvriers, agricoles, commerciaux, industriels, etc. Ces intérêts seront groupés autour de conseils économiques dont le rôle sera de fixer les objectifs et les priorités régionales, de proposer ces choix au Haut Commissariat pour les inclure au Plan.

Toute cette politique de réanimation régionale et rurale, cette politique de participation par la base serait vaine si à la tête régnait la confusion. L'action des organismes politiques et économiques de la base sera efficace à condition que les politiques du gouvernement central soient logiques et coordonnées. Il importe donc qu'il y ait aussi à la tête une véritable participation et une véritable représentation des groupes et des intérêts qui composent la nation.

Nous croyons qu'il est nécessaire d'avoir à côté de l'assemblée nationale qui exprime des diversités politiques, non plus un conseil législatif comme aujourd'hui, mais la présence de groupes socio-économiques au sein d'une assemblée dotée de pouvoirs effectifs. Dès lors, chaque individu est doublement représenté au palier national et au palier ré-

gional et sous deux formes différentes, sous l'angle de ses aspirations politiques et sous l'angle de son rôle économique au sein d'une assemblée formée de producteurs et de consommateurs. Le conseil économique régional est à la région ce que le conseil économique et social est à tout le pays.

Il importe que les citoyens, comme les groupes socio-économiques, ne se contentent pas d'exprimer leurs doléances ou leurs revendications, mais agissent dans un véritable plan d'aménagement de tout le territoire. Par cette participation véritable des citoyens aux politiques du pays, réussira-t-on à diminuer les "lobbies", l'action malsaine des groupes de pression ? La meilleure façon de diminuer les pressions de coulisses est de porter la discussion sur la place publique.

Sans une politique de revitalisation nationale, régionale et locale, l'économie se meurt. Sans des centres d'animation, d'influence et d'action et de décision agissant au contact direct du peuple, la démocratie n'a pas de sens.

En conséquence de ce qui précède,

un gouvernement R.I.N. :

179. créera des gouvernements régionaux relevant du gouvernement central dans chacune des régions du Québec composés d'assemblées de représentants élus au suffrage universel et de conseils exécutifs. Ces gouvernements posséderont des pouvoirs de décision et d'exécution sur le plan régional. Ils seront munis des services essentiels à l'exécution de leurs tâches. Ils collaboreront étroitement avec les conseils économiques régionaux.
180. créera des capitales régionales, villes-clef de la région, points de rayonnement des activités économiques, sociales, culturelles et politiques.
181. créera des conseils économiques dans chacune des régions du Québec. Composés des représentants des groupes socio-économiques de la région, leur rôle sera de fixer les objectifs et les priorités régionales, d'élaborer le plan au niveau de la région dans le cadre du Plan national.
182. créera des centres secondaires au niveau des sous-régions, palliers administratifs où seront groupés les services économiques, sociaux et culturels essentiels à l'épanouissement de la population.
183. favorisera le regroupement des municipalités à l'intérieur de la région en unités plus puissantes.

184. fera en sorte que les élections municipales soient tenues simultanément.
185. fera en sorte que certains ministères dont la fonction principale touche une région précise soient déconcentrés vers les régions.
186. créera une école nationale d'administration pour fournir aux nouvelles structures politiques et économiques les compétences nécessaires.
187. fera en sorte que les gouvernements - à tous les niveaux : national, régional et municipal, soient élus au suffrage universel.

La Constitution

Il reste à déterminer quelles seront les structures politiques qui seront le mieux en mesure de mettre en oeuvre les réformes que nous venons d'énumérer, c'est-à-dire les plus propices à accomplir notre destin national.

Au moment de l'indépendance, les institutions politiques existantes demeureront en place et continueront de fonctionner jusqu'à la date fixée par le gouvernement pour la proclamation de l'Indépendance et pour la convocation d'une assemblée constituante.

Celle-ci étudiera les propositions que le gouvernement lui soumettra, les modifiera selon son bon vouloir et adoptera une Constitution pour le Québec. Il serait donc oiseux d'entrer ici dans le détail de cette Constitution, cependant le R.I.N. doit dès maintenant se prononcer sur certains principes essentiels.

Aussi, un gouvernement R.I.N. :

188. établira au Québec une république démocratique qui assurera l'égalité devant la loi de tous les citoyens. Elle respectera toutes les croyances. La langue officielle sera le français.
189. fera en sorte que le pouvoir législatif soit exercé par deux Chambres : l'Assemblée nationale ou Chambre des députés, et le Conseil Economique et Social.

190. fera en sorte que l'Assemblée nationale soit composée de représentants du peuple, élus au suffrage universel, par l'établissement de structures électorales, combinant le système de représentation par unités territoriales avec le système de représentation proportionnelle.
191. fera en sorte que le Conseil Economique et social soit composé de représentants élus des corps sociaux et économiques reconnus et des Conseils économiques régionaux.
192. fera en sorte que la durée de la législature soit d'au plus cinq ans.
193. reconnaîtra les corps sociaux et économiques reposant sur des normes publiques et générales, établies de façon à obtenir une représentation fondée à la fois sur le nombre de membres de chaque catégorie socio-professionnelle, et sur le poids de chaque catégorie dans la vie sociale et économique.
194. fera en sorte que l'Assemblée nationale ait seule le pouvoir d'approuver des lois comportant des dépenses de deniers publics.
195. fera en sorte que, en cas de conflit entre les deux Chambres, ce soit l'Assemblée nationale qui tranche en dernier ressort, après les procédures de conciliation menées par un comité conjoint.
196. veillera à ce que les partis politiques exercent leur activité librement. Ils devront respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie. Leur financement sera assujéti à un contrôle du Parlement. Ils devront présenter un compte rendu annuel de leur bilan financier à l'Etat. De plus, les dépenses d'élections seront limitées par la loi et assumées par l'Etat.

Il est physiquement impossible de réaliser la représentation proportionnelle parfaite du peuple à l'Assemblée nationale. Mais on ne saurait justifier le système actuel selon lequel un parti qui a obtenu 48 pour cent des suffrages peut détenir 80 pour cent des sièges. Pour corriger cette anomalie qui va à l'encontre de la démocratie,

un gouvernement R.I.N. :

197. procédera à un remaniement de la carte électorale qui supprimera les privilèges consacrés par le B.N.A. Act et qui cherchera à établir une représentation proportionnelle à la population.

Politique étrangère et administration de l'Etat

L'avènement de l'indépendance du Québec et plus encore la nécessité impérieuse qui se fera sentir de restructurer la vie politique, économique et sociale de la nation, impliqueront un vaste remaniement administratif en fonction des réalités nouvelles et de l'effort de planification de l'Etat. Il faudra songer à l'abolition de certains ministères, à la création de certains autres, à la division ou à la fusion d'autres encore.

Dans cette réorganisation de l'administration gouvernementale, deux titres nouveaux apparaissent d'abord, deux super-ministères, l'un de l'Extérieur et l'autre, de l'Intérieur.

Le ministère des Affaires Etrangères devra être créé de toute pièce, pour que l'on puisse compter sur les actuelles Délégations Générales du Québec et sur un personnel expérimenté formé dans les ambassades canadiennes au contact des divers organismes internationaux. De même le Ministère pourra songer, dans l'établissement de son réseau diplomatique, à recourir à la délégation de ses pouvoirs de représentation à des nations amies. Enfin, il faudra probablement envisager la possibilité d'une représentation auprès des grands blocs de nations plutôt que celle trop coûteuse de créer des ambassades et des consulats dans toutes les capitales de tous les pays.

Ce souci d'économie ne devra pas empêcher le Québec d'être présent sur la scène internationale, dans la mesure du possible. Si on admet que l'évolution technique et économique du monde moderne donne à la société internationale une influence considérable qui marque la vie politique de tous les Etats, dont le Québec, il nous faudra tenir compte de cette interdépendance aussi bien politique, économique que militaire. Dans ce contexte, le Québec devra prendre position à l'égard des grands courants économiques de la société internationale, prendre position vis-à-vis les grands blocs militaires, prendre position vis-à-vis l'utilisation et l'entreposage d'armes nucléaires, décider d'une politique de défense, définir une politique d'aide aux pays en voie de développement, et enfin des relations à entretenir avec les régions économiques dont les régimes politiques sont différents du sien.

Dans le cadre d'une politique de présence et de collaboration sur la scène internationale,

un gouvernement R.I.N. :

198. demandera l'admission du Québec à l'Organisation des Nations Unies et travaillera activement au sein de cet organisme et de ses organes affiliés, à promouvoir la paix et le règne de la justice entre les peuples.
199. reconnaîtra le droit de toutes les nations à la liberté et à l'indépendance et s'opposera à l'impérialisme, au colonialisme et à tous les régimes qui assujettissent un peuple à la domination d'un autre contre sa volonté.
200. adoptera une politique de non-engagement à l'égard des grands blocs militaires existants et préconisera, dans cette optique, les principes et les mesures suivants :
 1. Le rejet du recours à la guerre comme solution aux différends internationaux;
 2. une politique de désarmement international avec mesures de contrôle;
 3. la création d'une garde internationale au service des Nations Unies, pour la sauvegarde de la démocratie et moyennant des obligations réciproques.
201. s'opposera aux expériences et à l'utilisation d'armes nucléaires qui mettent en danger la santé et la vie humaine parce qu'elles constituent des crimes contre l'humanité.
202. refusera d'entreposer toute arme nucléaire sur le territoire du Québec et déclarera caducs tous accords antérieurs ayant permis l'entreposage d'armes ou l'installation de bases de lancement d'engins militaires nucléaires.
203. consacrera une part du revenu national à l'aide aux pays en voie de développement et endossera en principe la recommandation de l'organisation des Nations Unies en cette matière, qui est de consacrer au moins deux pour cent du revenu brut à cette cause.

Le Ministère de l'Intérieur ne sera pas, lui, créé de toute pièce, au contraire. Il émanera du regroupement de toutes les fonctions courantes du gouvernement depuis les archives jusqu'au protocole en passant par la fonction publique, la sécurité intérieure, l'intégrité du territoire, les achats et contrats du gouvernement, etc.

Il faut cependant préciser certaines principales fonctions de ce nouveau Ministère. Les affaires municipales qui faisaient jusqu'ici l'objet d'un ministère propre, seront intégrées pour leur aspect politico-administratif au Ministère de l'Intérieur, au même titre que les affaires régiona-

les. Le nouveau Ministère de l'Habitation et de l'Urbanisme pourra répondre des autres préoccupations municipales. Par ailleurs, l'appareil de la planification, de même que la fonction publique relèveront administrativement du Ministère de l'Intérieur; il faudra apporter à ce problème une attention particulière pour éviter que la transformation des structures ne deviennent un bouleversement complet qui risquerait de compromettre l'effort de planification du gouvernement. La collaboration avec le syndicat de la Fonction Publique s'avérera ici indispensable.

Le service de l'Immigration et de la Citoyenneté pourra également être ramené à l'Intérieur. Cependant, dans l'éventualité d'une politique générale de population, l'immigration et le rapatriement pourront être tels qu'ils nécessiteront la formation d'un authentique ministère, où serait aussi intégré le service des minorités françaises d'outre-frontière détaché des Affaires Culturelles. A ce propos, nous devrons envisager une politique cohérente face au problème des minorités. Dans le cadre d'une politique de fraternisation,

un gouvernement R.I.N. :

204. entretiendra des relations étroites avec les minorités françaises, d'origine québécoise d'outre-frontière, et il préconisera dans cette optique : une politique de rapatriement pour favoriser l'immigration de ceux qui voudraient revenir s'établir au Québec par des mesures de crédits au rapatriement, d'aide à l'établissement, de dégrèvement d'impôts, etc. Il reconnaîtra à ces immigrants la citoyenneté québécoise dans le cadre de la loi de la citoyenneté.

Enfin, l'intégrité du territoire relève du Ministère de l'Intérieur qui s'occupera du Nouveau-Québec et du Labrador. Les populations esquimaudes et indiennes qui y vivent devront être considérées en tant que nation co-habitant sur le territoire de la nation québécoise et recevoir d'elle une aide indirecte et un appui officiel de façon à sauvegarder leur entité collective, leur mode de vie et leur culture propre. Il faudra à tout prix éviter l'assimilation aussi bien que la réserve. Esquimaux et Indiens devront avoir le droit de vote et de représentation à l'Assemblée Nationale aussi bien que dans la structure de planification démocratique.

La sécurité intérieure dépendra également du Ministère de l'Intérieur et non plus de celui de la Justice. La Sécurité Nationale devra graduellement procéder à l'assimilation de tous les corps policiers existants : Police Provinciale et Polices Municipales; par ailleurs, une décentralisation régionale et municipale des forces de l'ordre devra s'opérer

conjointement à leur unification. Nous n'envisageons pas l'instauration d'un service militaire obligatoire, mais il faudrait songer à la possibilité et à l'opportunité de créer un service civil obligatoire, post-scolaire d'une durée maximum d'un an, pour organiser la formation des techniciens et des ouvriers spécialisés nécessaires à la réalisation du Plan.

Enfin, un dernier point important devant relever du Ministère de l'Intérieur : les travaux publics. A vrai dire, il ne s'agirait pas seulement d'abolir l'actuel et désuet Ministère des Travaux Publics, mais d'abolir le principe des Travaux Publics. En effet, les différents ministères ont de plus en plus tendance à octroyer leurs propres contrats de construction ou de les mettre eux-mêmes en chantier. Dès lors, une régie d'état, reliée à l'Intérieur, pourrait parfaitement être chargée de veiller à la normalisation des achats et contrats du gouvernement. Une autre solution également globale, mais opposée, serait de transformer les Travaux Publics en Ministère de la Construction.

Quant aux autres ministères, nous ne parlerons pas de ceux peu nombreux auxquels il n'est pas besoin de toucher et, pour les autres, nous nous contenterons de souligner brièvement les changements envisagés.

Le Ministère de la Santé est aboli et la Santé intégrée à la Sécurité Sociale en particulier. Le Ministère des Transports et Communications est séparé en deux ministères; le Ministère des Transports qui s'occupera des liaisons aériennes, maritimes et par rail et route et auquel nous n'intégrerons pas la Voirie en considération de l'énormité du budget; et le Ministère des Communications de qui relèveront les postes, la radio, la télévision, le téléphone, etc.

Le Ministère de l'Industrie et du Commerce sera lui aussi scindé en deux ministères : le Ministère de l'Industrie d'une part, le Ministère du Commerce d'autre part. De même, le Ministère des Richesses Naturelles donnera naissance à un véritable Ministère des Mines et à un nouveau Ministère des Eaux, de qui relèveront l'Hydro-Québec et la Régie des Eaux, actuellement rattachée au Ministère des Affaires Municipales appelé à disparaître.

Le Ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche deviendra le Ministère du Tourisme chargé de veiller au tourisme international et inter-régional en tant que facteur économique; le tourisme intérieur, la chasse, la pêche et les sports en général, la villégiature relèveront, en tant que services récréatifs, d'un Ministère des Loisirs. Quant aux pêcheries maritimes, elles passeront du Ministère de l'Industrie et du Commerce à un véritable Ministère des Pêcheries créé en raison de la situation particulière de la

pêche commerciale dans la vie économique et sociale d'une bonne partie du territoire.

Le Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation deviendra le Ministère de l'Agriculture, la colonisation pouvant désormais relever d'un simple service technique; de même, le Ministère des Terres et Forêts devient le Ministère des Forêts, l'arpentage et le cadastre des terres pouvant également faire l'objet d'un service du Ministère de l'Intérieur. Enfin, il faudra un dernier ministère, celui de l'Habitation et de l'Urbanisme.

Notons enfin que cette liste des Ministères et des changements ministériels répond aux strictes exigences du programme et du Plan et ne saurait en aucune façon être définitive; elle est préliminaire, pré-requise à la mise en oeuvre de la politique sociale et économique du gouvernement d'un Québec indépendant. D'autres additions, d'autres dispositions pourront plus tard s'avérer nécessaires; pour l'instant, il semble que pareil gouvernement pourrait s'acquitter honorablement de l'énorme tâche qui l'attend.

Dans le sens des considérations qui précèdent,

un gouvernement R.I.N. :

205. ne reconnaîtra pas la décision du Conseil Privé de Londres fixant les frontières du Labrador, ne reconnaîtra pas ces frontières et affirmera la souveraineté nationale sur ce territoire québécois.
206. accordera le droit de vote et de représentation aux Esquimaux et aux Indiens, au même titre qu'aux autres citoyens.
207. recrutera les fonctionnaires par voie de concours, selon leur compétence de façon que leur carrière soit soustraite à l'influence des partis politiques.

LISTE DES 21 MINISTÈRES

Ministère des Affaires Etrangères

Ministère de l'Intérieur

Ministère des Finances

Ministère de l'Industrie

Ministère du Commerce

Ministère des Transports

Ministère des Communications

Ministère de la Voirie

Ministère des Mines

Ministère des Forêts

Ministère de l'Agriculture

Ministère des Pêcheries

Ministère des Eaux (Energie)

Ministère du Tourisme

Ministère de la Culture

Ministère de l'Education

Ministère des Loisirs

Ministère du Travail

Ministère de la Sécurité Sociale

Ministère de la Justice

Ministère de l'Habitation et de l'Urbanisme

CONCLUSION

Il faut bien comprendre qu'un certain nombre des mesures que nous préconisons dans notre programme peuvent être adoptées isolément dans les structures politiques actuelles. L'oeuvre de libération que nous avons entreprise est déjà amorcée grâce, dans une large mesure, à l'esprit nouveau que le R.I.N. a insufflé à la politique québécoise.

Cependant, cette libération avortera si elle ne débouche pas sur l'indépendance politique totale du Québec.

Sans doute avons-nous mal utilisé dans le passé les pouvoirs que la Constitution canadienne nous accordait.

Sans doute pouvons-nous tirer de ces pouvoirs tout ce qu'ils peuvent donner. Sans doute pouvons-nous tenter d'accroître même nos pouvoirs au sein de la Confédération et sans doute y réussirons-nous jusqu'à un certain point.

Mais il n'en restera pas moins que les pouvoirs essentiels que continuera de détenir Ottawa, nous en serons démunis et Ottawa continuera à les exercer au profit du Canada, c'est-à-dire le plus souvent au détriment des intérêts du Québec.

Et surtout, il faut bien se rendre compte que notre programme constitue un tout cohérent dont chaque partie est essentielle à l'ensemble. Les solutions que nous proposons, si elles ne sont appliquées que dans certains domaines et non dans d'autres, deviennent des palliatifs et risquent d'aggraver les problèmes au lieu de les résoudre. C'est comme si, planifiant son budget familial, on n'y faisait pas entrer les montants consacrés à l'alimentation et aux loisirs.

La planification que nous proposons est nécessairement globale et elle ne donnera ses résultats que si elle est appliquée globalement. C'est pourquoi l'indépendance politique devient essentielle à notre action car seule elle nous rendra la plénitude des pouvoirs de planification que doit détenir tout Etat.

Toute notre action, tout notre programme n'ont de sens que s'ils débouchent sur l'indépendance du Québec. C'est par l'indépendance et dans l'indépendance que le citoyen québécois pourra assumer la totalité de ses responsabilités de citoyen adulte, prendre en main la maîtrise de sa destinée et, sortant de l'isolement dans lequel le maintient le régime actuel, prendre la place à laquelle il a droit dans la société des nations.

En donnant au citoyen québécois une patrie véritable, l'indépendance lui redonnera sa dignité d'homme libre. C'est pourquoi un gouvernement R.I.N. :

208. réalisera l'indépendance totale du Québec et proclamera la République.

APPENDIX VIII

Manifeste du Regroupement national (RN)

APPENDIX VIIIMANIFESTE du Regroupement National

- 1- Le Regroupement National déclare que l'Indépendance concerne tout citoyen qui habite le territoire du Québec.
- 2- Le Regroupement National déclare que l'Indépendance étant un droit, il est de son devoir d'en assurer la réalisation.
- 3- Le Regroupement National déclare qu'il fera du Québec un état souverain et démocratique, de culture française et d'inspiration chrétienne.
- 4- Le Regroupement National déclare qu'il subordonne son activité politique aux principes de la morale, condamnant sans restriction toute forme de violence et de corruption.
- 5- Le Regroupement National s'engage à poursuivre ses objectifs dans l'ordre et la dignité.
- 6- Le Regroupement National dénonce le totalitarisme sous toutes ses formes.
- 7- Le Regroupement National déclare qu'il entend s'inspirer des différentes doctrines sociales et

économiques, dans l'élaboration de son programme politique sans être au service d'une idéologie en particulier. Dans cette perspective, le parti déclare que l'état du Québec devra planifier son économie québécoise de façon démocratique pour en assurer la croissance équilibrée, et réaliser le plein emploi et le bien-être des classes agricoles et ouvrières.

- 8- Le Regroupement National considère que la famille est la cellule de base de la société québécoise.
- 9- Le Regroupement National adhère à la déclaration des droits de l'homme des Nations-Unies.
- 10- Le Regroupement National s'engage à traiter avec justice les minorités culturelles du territoire du Québec.

APPENDIX IX

Notes sur une assemblée publique du RN

APPENDICE IX¹Notes sur une Assemblée publique à Québec

1. Heure, lieu et durée: L'assemblée a eu lieu le 3 novembre 1965 à la salle paroissiale St-Malo, 295, rue Marie-de-l'Incarnation, Québec. Bien qu'elle était cédulée pour 8 h. 00 p.m., l'assemblée n'a débuté que vers 9 h. 00 p.m. Elle a pris fin vers 11 h. 15 p.m.
2. Les Orateurs: Ont pris la parole: Me Firmin Bernatchez qui agissait aussi comme maître de cérémonie, Me Jean-Marc Béliveau, secrétaire du Parti, Jean Garon, organisateur-en-chef, et le Dr René Jutras, chef du Regroupement National. Les orateurs sont apparus au micro dans l'ordre mentionné.
3. L'Assistance: Les gens sont arrivés assez tard à l'assemblée. Vers 8 h. 20, il y avait 60 personnes dans la salle. Vers 9 h. 00 p.m., lorsque le premier orateur prit la parole, on en comptait une centaine. A aucun moment le nombre n'a dépassé 125.

L'âge moyen de l'assistance a semblé être autour de quarante ans. Plusieurs avaient

¹ Auteur - Alfrédo Lévesque.

certainement beaucoup plus. On remarquait tout au plus deux ou trois personnes de moins de vingt ans.

Les femmes étaient peu nombreuses, soit une vingtaine, et, pour la plupart, accompagnaient leur mari.

Quant à l'occupation c'est assez difficile à déterminer. Si l'on se fie à l'apparence extérieure, il y avait plusieurs ouvriers dans le groupe et quelques professionnels.

4. Raison d'être Celle-ci a été présentée surtout par Me
de Bernatchez, à la fois premier orateur et maître
l'assemblée: de cérémonie. Les autres orateurs ont repris les thèmes à leur manière.

Selon Me Bernatchez, l'assemblée avait pour but de proclamer la nécessité de l'Indépendance mais aussi et surtout de répondre à ceux qui dénigrent les séparatistes et qui leur font la guerre, en particulier Jean Marchand.

Affirmant que l'indépendance était le "pain du peuple canadien-français", il a rappelé le sort de ceux qui sont en chômage ou qui balaient le plancher des entreprises anglaises. "De ceci nous n'en voulons plus", dit-il.

Poursuivant son exposé, il a comparé le rapport Durham au rapport préliminaire de la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme, pour montrer que l'attitude des Canadiens anglais n'avait pas changé depuis 125 ans et que, pour leur part, les Canadiens français devaient encore faire face aux mêmes problèmes.

(La comparaison des deux rapports est reproduite dans le journal La Nation² et a été présentée telle quelle par l'orateur.)

Après cette justification préliminaire, Me Bernatchez a dévoilé l'objectif principal de l'assemblée: répondre à ceux qui dénigrent et combattent les indépendantistes. Ceux-ci ont été classés en deux catégories: les tièdes, personnifiés par Lesage et Johnson, et les traîtres dont Favreau, Pépin, Marchand, Pelletier et Trudeau. De ceux-ci il s'en est pris à Marchand qu'il a accusé d'être malhonnête dans ses attaques contre les indépendantistes. "Quand Marchand vient dire que les indépendantistes sont des barbus

² La Nation, Vol. I, No 8, page 7.

pas sérieux, il est malhonnête. Il y a moins de cheveux sur la tête des gens sur cette scène que sur la tête de Jean Marchand." Après cette brève attaque contre Marchand, il a passé la parole à Me Jean-Marc Béliveau.

5. Discours de "L'époque où nous vivons comporte deux faces,
Me Jean-Marc des désavantages et des avantages". Selon
Béliveau: Me Béliveau, les désavantages sont toutes les raisons que "nous avons de nous plaindre de la Confédération"; les avantages viennent de ce qu'il "nous est donné à nous de nous bâtir une maison et cette maison c'est l'Indépendance du Québec".

Soulignant au passage que les Bleus comme les Rouges refusent de parler des grands problèmes, il entreprend de tracer un tableau de la situation à partir de son expérience personnelle. "Pourquoi moi, ai-je opté pour l'Indépendance?"

Il relate alors son départ, en 1956, pour l'Université d'Ottawa: "Je suis parti pour Ottawa plus canadien que québécois. Plein d'illusions, tout fier et j'étais décidé à collaborer à 100% pour que se réalise sur cette terre bénie l'idéal de la concorde et

de l'harmonie".

Ce fut alors "une désillusion de plus en plus profonde. J'ai vu les Canadiens français humiliés, bafoués. J'ai vu en Ontario, les Canadiens français comme des porteurs d'eau".

Il souligne alors, l'inexistence du français au municipal, les injustices scolaires, et le mépris qui affligeait ses compatriotes dans cette capitale d'un pays bilingue.

C'est alors, dit-il, que j'ai regardé les autres peuples, et c'est là que j'ai opté en faveur de l'Indépendance".

Poursuivant son exposé, Me Béliveau, nous dit avoir découvert que l'Indépendance était inscrite dans la nature même de l'homme. A un moment dans sa vie un homme peut dire: "J'ai décidé". C'est alors qu'il est un homme. Pour un peuple, il est aussi normal qu'un jour il puisse dire: "J'ai décidé". En d'autres mots, il établit un parallèle entre la croissance et la maturation d'un individu et celle d'un peuple.

"Avons-nous eu comme peuple une croissance normale?" se demande-t-il enfin, pour répondre par la négative. Le "pauvre petit québécois"

n'a pas d'identité parce qu'il ne peut pas dire: "chez moi au Québec".

En terminant, il souligne chez les Canadiens français la volonté de diriger leur destin et affirme sa conviction que le jour où ceux-ci entendront l'appel de la raison, ils choisiront l'Indépendance.

6. Discours de Définissant un séparatiste comme un Canadien
M. Jean Garon: français qui a perdu son complexe d'infériorité
 M. Garon s'en est pris violemment à ceux qui s'appliquent à les dénigrer et en particulier à Jean Marchand.

Jean Marchand, dit-il, préfère se battre contre les siens. Il engueule ses compatriotes. "C'est ça un colonisé". Lui qui gagne plus de \$25,000 dollars par année et qui espère en gagner encore plus à Ottawa, il attaque les petits et ceux qui travaillent pour rien: les créditistes et les séparatistes.

Selon M. Garon, Jean Marchand n'a pas de programme. A sa convention il n'a pas dit un mot des grands problèmes. Il n'a pas parlé de la navigation d'hiver et des taudis à Québec. Il n'a rien dit au sujet des

cultivateurs, des Esquimaux, des universités, de la corruption et des injustices qu'engendre le régime pour les Canadiens français.

"Comme Trudeau et Pelletier, dit-il, Marchand est pour le statu quo".

Toujours selon M. Garon, aller à Ottawa ça n'a jamais rien donné. Duplessis y est allé et s'est battu comme un lion, Lesage a fait de même et les créditistes aussi. Le résultat? Rien.

Les séparatistes, a poursuivi M. Garon, veulent tous les pouvoirs à Québec. Ils n'ont que faire de deux ministères de l'Agriculture, de deux premiers ministres, d'un système où l'on ne peut savoir qui est vraiment responsable. Il faut un régime où toutes les politiques seront définies à Québec.

Ses derniers mots, M. Garon les a adressés aux plus âgés: "Vous, les plus vieux, vous devriez être les premiers à vous battre pour l'Indépendance du Québec, pour que vos enfants n'aient pas à subir les humiliations que vous avez connues"... "Il nous faut nous battre ensemble pour une seule patrie".

7. Discours du
Dr Jutras:

Le président du Regroupement National fut le dernier à prendre la parole. Il rappela d'abord les raisons d'être de l'assemblée: relever un défi à ce point de la campagne électorale et lancer un message à la population en vue de faire la mise au point sur tout ce qui se dit sur l'Indépendance et surtout contre l'Indépendance.

Selon le Dr Jutras, il est temps de mettre à la porte tous ces gens qui viennent nous dire ce que nous avons à faire, dont Diefenbaker, Pearson, Roblin et compagnie.

D'après le Dr Jutras, "jamais l'électeur québécois n'a été aussi embêté face à des élections qui sont peut-être les plus humiliantes que les Canadiens français aient connues".

"Le suffrage fédéral", dit-il, "comporte une ambiguïté qui n'a jamais été résolue depuis 100 ans. Qui ou quel député peut dire quels sont les devoirs des députés fédéraux?"

Pour le Dr Jutras, tout ce que veulent les Canadiens français se résume à ceci:

- prendre leurs responsabilités,
- obtenir un statut d'Indépendance,
- de récupérer leur argent.

Pour se faire, les Canadiens français doivent cesser de s'en remettre uniquement aux universitaires.

D'après les termes de l'orateur, tout le système confédératif est une vaste organisation où nous perdons notre argent. Les plans conjoints sont une illusion.

Selon le Dr Jutras, chaque génération a eu son rôle à jouer dans l'histoire des Canadiens français. Celles qui ont précédé ont réussi à durer et à garder intactes les valeurs nationales du Canada français. Pour illustrer ceci, l'orateur a cité l'exemple de son grand-père, qui, sans instruction et avec des moyens de fortune, a mis sur pied les industries Jutras. Il a relaté les humbles débuts de travail acharné et la concurrence déloyale d'une entreprise anglaise de l'Ontario. "Nos parents ont eu très peu," dit-il, "et avec le peu qu'ils ont eu ils ont fait beaucoup. L'oeuvre de cette génération sera de réaliser l'Indépendance du Québec".

8. Réactions: Peu nombreuse, l'assemblée n'a jamais été très enthousiaste. On a applaudi à quelques envolées sur l'Indépendance ou contre Jean Marchand, mais sans ferveur et avec une sorte de recul.

